

**LES THÉORIES MODERNES
DE LA SOUS-CONSOMMATION
EN MATIÈRE DE CRISES
PÉRIODIQUES DE SURPRODUCTION**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 26 novembre 1937, à 14 heures

PAR

Tihomir J. MARKOVITCH

MEMBRES DU JURY :

Président : A. AFTALION, Professeur.

Suffragants : NOGARO, Professeur.

Roger PICARD, Professeur.

PARIS
LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
Marcel RIVIÈRE et C^{ie}
31, rue Jacob

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549924_0063

**LES THÉORIES MODERNES
DE LA SOUS-CONSOMMATION
EN MATIÈRE DE CRISES
PÉRIODIQUES DE SURPRODUCTION**

LES THÉORIES MODERNES
DE LA SOUS-CONSOMMATION
EN MATIÈRE DE CRISES
PÉRIODIQUES DE SURPRODUCTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 26 novembre 1937, à 14 heures

PAR

Tihomir J. MARKOVITCH

MEMBRES DU JURY :

Président : A. AFTALION, Professeur.

Suffragants : A. NOGARO, Professeur.

Roger PICARD, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

Marcel RIVIÈRE et C^{ie}

31, rue Jacob

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PÈRE

TABLE DES MATIÈRES

Préface	XIII
Remarques préliminaires	XV
Introduction. — Les théories anciennes de la sous-consommation. Sismondi-Malthus, Owen, Rodbertus, Karl Marx, Kautsky, Rosa Luxemburg	1
Les théories modernes de la sous-consommation. C. H. Douglas, Foster et Catchings, Hobson, Laurant, E. Lederer, P. W. Martin, Moulton, Preiser, Sternberg	10

PREMIÈRE PARTIE

EXPOSÉS INDIVIDUELS

I. — Clifford H. Douglas.

1. Conception biorganique. — 2. Les banques et la déflation. — 3. Le théorème $A + B$. — 4. Disparité entre prix et revenus. — 5. Notion des frais généraux. — 6. Les expédients du capitalisme. — 7. Le crédit social	24
---	----

II. — Foster et Catchings.

1. Organicité-périodicité. — 2. Conception monétaire. — 3. La consommation finale. — 4. Rôle de l'épargne. — 5. Le pouvoir d'achat — 6. Profits et monnaie. — 7. Le financement de la consommation.	35
--	----

III. — John A. Hobson.

1. Conception organique. — 2. Sous-consommation et surcapitalisation. — 3. La disproportionnalité. —	
--	--

VIII

4. La répartition inégale des revenus. — 5. Notion du surplus. — 6. Rôle des marchands en gros. — 7. Chômage et potentiel de production. — 8. Facteurs de redressement. 53

IV. — Lucien Laurat.

1. Conception semi-organique. — 2. Sous-consommation et disproportionnalité. — 3. La suraccumulation. — 4. Le rôle des débouchés non capitalistes. — 5. Nature de ces débouchés. — 6. La périodicité des crises. — 7. La concurrence capitaliste et le progrès technique 75

V. — Emil Lederer.

1. Conception organique. — 2. Disproportionnalité des prix et des revenus. — 3. Importance des produits finis. — 4. Rôle des revenus fixes. — 5. Nature de ces revenus. — 6. Autres facteurs importants. — 7. Le crédit additionnel. — 8. Le progrès technique. 97

VI. — P. W. Martin.

1. Conception organique et monétaire. — 2. Le pouvoir d'achat. — 3. Les débouchés — 4. Les produits et services finaux. — 5. Le court-circuit du pouvoir d'achat. — 6. Le concept de disproportionnalité. — 7. Les autres causes des crises. — 8. L'équation du marché. — 9. Pénurie chronique et pénurie intermittente de pouvoir d'achat. 113

VII. — Harold G. Moulton.

1. Théorie de la dépression — 2. Sous-consommation et sous-production. — 3. Épargne et investissements. — 4. L'inflation des revenus. — 5. L'augmentation des revenus. — 6. Les trois remèdes — 7. Les hauts salaires. — 8. La baisse des prix. 133

VIII. — Erich Preiser.

1. Conception organique. — 2. La suraccumulation. — 3. Épargne autonome et épargne hétéronome.

— 4. Rôle des profits. — 5. Sous-consommation et disproportionnalité	153
IX. — Fritz Sternberg.	
1. Conception semi-organique. — 2. Triple théorie des crises. — 3. Théorie de l'impérialisme. — 4. Les débouchés extra-capitalistes. — 5. La concurrence capitaliste. — 6. La perte des débouchés. — 7. Les crises, la disproportionnalité	163
X. — Jacques Duboin	180
XI. — J. Duret	182
XII. — R. Louzon	188
XIII. — A. A. Sokoloff	191
XIV. — Sir Henry Strakosch	195

DEUXIÈME PARTIE

EXPOSÉ SYSTÉMATIQUE

- I. — Exposés des faits** — Différences et similitudes entre les auteurs. — Les exposés des faits se ramènent à des exposés d'idées. — Le principal trait commun est la conception organique. 199
- II. — L'organicité — la périodicité.** — Ces théories sont pour la plupart organiques, elle conçoivent le système capitaliste comme un tout homogène et les crises comme un phénomène qui lui est inhérent. Elles placent souvent les crises dans l'ensemble du cycle économique
- Il y a aussi les théories semi-organiques : les théories de l'impérialisme

Un groupe restreint forme les théories bi-organiques : les théories du créditisme.	217
III. — La causalité. — Ces théories recherchent toutes dans l'interaction organique des faits une cause essentielle et fondamentale. Cette cause est la « sous consommation »	222
La notion de consommation : la division fondamentale en objets de consommation et moyens de production.	224
Les biens d'utilisation.	225
IV. — La sous-consommation. — Sens de cette notion. Sous-consommation latente et intermittente. Les industries de moyens de production se règlent sur les industries d'objets de consommation	226
Les théories modernes de la sous-consommation : théories de la disproportionnalité et théories du pouvoir d'achat	228
V. — La disproportionnalité. — Les controverses entre disproportionnalistes et surproductionnistes. Les théories modernes sont pour une bonne part des théories de disproportionnalité, car elles ramènent leurs explications des crises à des ruptures de proportion entre la production de moyens de production et celle d'objets de consommation. Elles demandent une redistribution des revenus.	229
VI. — Le pouvoir d'achat. — L'autre groupe est celui des théories du pouvoir d'achat. A l'encontre des premiers, qui sont plus près de la tradition, ces auteurs considèrent que la somme des revenus n'est pas égale à la somme des prix. Les revenus des classes consommatrices ne peuvent pas acheter la production totale d'objets de consommation. Le pouvoir d'achat — notion monétaire. Ces théoriciens demandent non une redistribution des revenus, mais une augmentation globale du revenu social total.	236
VII. — Les trois groupes de théories. — L'analyse mène	

à une division finale des théories modernes en trois groupes distincts : a) les théories marxistes, b) les théories impérialistes, c) les théories monétaires. — Les deux premiers représentent des théories de la disproportionnalité, le troisième les théories du pouvoir d'achat	242
Conclusion. — Essai d'une construction synthétique du cycle économique d'après les données des théories modernes de la sous-consommation.	247
Bibliographie.	263



PREFACE

Dans cette étude ont été exposées les *principales* théories modernes de la sous-consommation. De nombreux auteurs n'ont malheureusement pu être cités, faute de temps et faute de possibilités d'en lire les ouvrages. Nous essaierons d'y parvenir quand même un jour et nous les insérerons dans une seconde étude qui viendra compléter cette thèse. Nous nous sommes également abstenus de toute critique, car nous avons préféré nous ranger dans la catégorie des thèses « descriptives ». Les thèses « critiques » supposent en effet un parti-pris, un certain point de vue qu'on défend. En évitant de critiquer les points de vue des différents auteurs, nous nous sommes dispensés de soutenir certains points de vue arrêtés. Il nous a semblé déjà suffisamment important *d'exposer et d'analyser* les opinions des différents auteurs. Il existe très peu d'exposés des théories des crises. W. Röpke dans son ouvrage *Crises and Cycles* (1936) en cite *six* en tout, dont le vieux livre de Bergmann.

L'élaboration de cette étude nous a été facilitée par les bons conseils et les suggestions de nos maîtres, ainsi que par l'attention que nous ont accordée certains des auteurs étudiés eux-mêmes. Notre reconnaissance va avant tout

XIV

à MM. A. Aftalion, professeur à la Faculté de Droit de Paris, G. Pirou, professeur à la Faculté de Droit de Paris, A. Yovanovitch, recteur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales à Belgrade, ainsi qu'à MM. Hobson, Laurat, Duret.

T. J. M.

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

La notion d'*organicité*. — Cette notion peut avoir un double sens : d'une part, elle peut se rapporter au système pris dans son ensemble (une théorie des crises est organique si elle les fait dériver du système intérieur du capitalisme sans causes extérieures) ; d'autre part, elle peut se rapporter au système en mouvement impliquant une conception dynamique (une théorie des crises est organique lorsqu'elle les considère comme de simples phases dans l'ensemble des mouvements cycliques). Nous avons pris la notion surtout dans sa première signification, quoiqu'il soit évident que les deux notions se complètent et s'identifient la plupart du temps.

La notion de *surproduction*. — La surproduction peut être absolue ; c'est par exemple celle qui provient d'une véritable disproportionnalité, lorsque les industries de moyens de production ont été hypertrophiées par rapport à celles d'objets de consommation ; elles ne pourraient servir à leur but même si les secondes travaillaient à plein rendement. La surproduction est relative, lorsqu'elle ne peut s'écouler faute de pouvoir d'achat, par exemple les industries de production et de consommation travaillent

XVI

avec 80 ou 60 % de leur capacité de production par suite d'une crise de débouchés.

La *sous-production* peut être absolue, dans le cas, par exemple d'une récolte déficitaire ou en temps de guerre, ou par la restriction des monopoles ; elle est relative lorsque, par exemple, en temps d'inflation monétaire, les moyens de paiement sont trop nombreux par rapport aux marchandises, d'où la hausse des prix.

La *sous-consommation* est absolue lorsque, par exemple, un caprice de mode ou la recherche délibérée d'objets plus perfectionnés fait abandonner le marché de certaines industries, ou lorsque les consommateurs se détournent de la consommation pour accumuler leurs revenus ; elle est relative lorsqu'elle est occasionnée par un manque de pouvoir d'achat.

Les notions de surproduction relative et sous-consommation relative sont synonymes de pénurie de pouvoir d'achat.

INTRODUCTION

Les théories anciennes de la sous-consommation

Il ne serait pas exagéré de dire que les théories de la sous-consommation sont les plus anciennes théories des crises. Il y a eu des crises économiques de tous temps, mais les crises du capitalisme ne datent que d'un siècle et demi à peine. Il y a eu des explications des crises déjà au XVIII^e siècle et avant, mais les véritables théories des crises capitalistes n'apparaissent qu'au début du XIX^e siècle. Et les premières d'entre elles furent des théories de la sous-consommation. Cela n'a pas été par un pur hasard. La théorie s'est développée parallèlement aux faits. En 1810, 1815, 1818, les premières véritables crises industrielles ont secoué l'Angleterre. Hommes d'Etat et économistes ont aussitôt accordé toute leur attention à ce phénomène si important. De là sont nées les premières controverses ; c'est alors qu'ont été formulées les premières théories. Et celles-ci sont parties du groupe d'auteurs qui critiquaient par leurs conceptions générales l'ordre économique existant. Les premières théories des crises sont l'œuvre des socialistes, ou du moins de réformateurs sociaux. Les Physiocrates avaient, il est vrai, déjà esquissé une explication organique de la société mais ils n'avaient traité que de

l'anatomie et de la physiologie de l'organisme économique. De même les classiques. Mais les socialistes analysèrent les premiers l'aspect pathologique de cet organisme, et c'est de ces analyses que naquirent les premières théories des crises économiques, qui furent des théories de la sous-consommation. Aussi, tandis que dans le domaine des doctrines générales, économiques et sociales, les réformateurs sociaux représentèrent la réaction contre les dogmes existants — dans le domaine spécial des crises économiques, ce sont les classiques qui représentèrent la réaction contre les écrivains socialistes, initiateurs des explications théoriques des crises. « La théorie des débouchés est venue réagir contre les premières théories de la surproduction générale ». (1)

Parmi les plus anciens des auteurs connus qui ont exposé la théorie de la sous-consommation, figurent : lord Lauderdale, Malthus, Chalmers, Owen, Sismondi ; puis viennent Rodbertus, Marx, Rosa Luxemburg, Kautsky, Lenine, pour ne nommer que les plus connus. A ces noms, il faudrait, d'après certains (2), ajouter A. Aftalion, et d'après d'autres (3), M. Bouniatian.

Tous ces théoriciens ont dirigé leur attention vers le phénomène de la paupérisation des masses et des progrès rapides de la technique de la production — phénomène parallèle et d'autant plus paradoxal. Par le fait même qu'ils appartenaient pour la plupart à une doctrine bien détermi-

(1) A. AFTALION : *Les crises périodiques de surproduction*, I p. 274.

(2) G. HABERLER : *Prosperity and Depression*, pp. 126 suiv.

(3) J. LESCURE : *Des crises générales et périodiques de surproduction*, p. 415. — A. H. Hansen, *Business-Cycle Theory*, p. 16.

née, ces auteurs virent dans les crises un phénomène social plutôt qu'économique. C'est ainsi qu'ils analysèrent le phénomène ; ils examinèrent avant tout l'ordre social et cherchèrent dans la structure même de la société capitaliste le germe des crises de surproduction. C'est pourquoi les théories de la sous-consommation ont été dès le début et le sont encore — surtout des théories *sociales* des crises. Les causes qu'elles invoquent et les remèdes qu'elles proposent sont avant tout d'ordre social. Beaucoup d'auteurs tant parmi les anciens que parmi les modernes, sont convaincus que les crises économiques proviennent d'une organisation défectueuse de la société. L'inégalité des revenus est à la base de leurs explications. La sous-consommation est surtout une consommation insuffisante des masses, voire des salariés. Et cette sous-consommation provient surtout de la part de plus en plus petite qu'ont les salariés dans le revenu total — à cause des progrès du machinisme. Un trait qui caractérise les anciennes théories en général et beaucoup de modernes, c'est qu'ils attachent une importance primordiale au développement du machinisme. Les premières machines ont été saccagées par les ouvriers, et les premiers théoriciens de la sous-consommation ont presque maudit le machinisme. Sismondi lui-même, qui peut être appelé le père des théories de la sous-consommation, a au début été impressionné par ce problème du machinisme croissant à pas rapides et jetant la main-d'œuvre sur le pavé. (4)

(4) A. AFTALION : *Les crises économiques et financières*, Sirey, T. 39, p. 389. — W. Röpke n'est pas de cet avis, et attribue le mérite des premières théories des crises aux classiques, à Say et Ricardo. (W. Röpke, *Crises and Cycles*, p. 61).

Sismondi a, en fait, développé le premier une véritable théorie de la sous-consommation. Il considère le problème des crises comme un problème fondamental de l'Economie politique et y voit un phénomène général, en opposition aux auteurs comme J.-B. Say ou D. Ricardo, qui n'y voient qu'un phénomène partiel. Cela donnera lieu aux fameuses « controverses », dont les débuts remontent vers 1820. Ces premières controverses sur les crises ont été en même temps des discussions sur le problème de l'accumulation du capital et du développement du capitalisme en général. La façon même dont ces théoriciens ont abordé le problème des crises impliquait déjà l'élaboration d'une conception *organique*, et c'est là une des caractéristiques principales des théories de la sous-consommation. L'autre grande caractéristique, nous l'avons citée plus haut : c'est la *généralité* du phénomène. Les théoriciens de la sous-consommation ont, en effet, été les premiers à apercevoir nettement le caractère général des crises de surproduction. A l'encontre des classiques, les socialistes affirmaient que les crises se déclarent dans toutes les industries simultanément. Les classiques ne voyaient, au contraire, que des surproductions partielles, certaines branches produisant trop par rapport à d'autres, mais l'ensemble de l'économie restant toujours en équilibre. Cela a fait l'objet des premières controverses, qui ont opposé Sismondi, Malthus, Owen à J.-B. Say, Ricardo, Mac Culloch.

Quelles ont été les affirmations des théoriciens de la sous-consommation ?

Sismondi s'est attaqué surtout à la répartition inégale des revenus. C'est lui qui a parmi les premiers, dénoncé

l'impossibilité pour les ouvriers d'acheter une part suffisante du produit qu'ils pourraient consommer et l'impossibilité pour les capitalistes de consommer la part du produit qu'ils peuvent acheter. Il y a donc de part et d'autre impossibilité physique de consommer, dans le premier cas elle est absolue. Sismondi considère qu'il y a un excédent de la production qui est invendable et c'est ce qui pousse les capitalistes à chercher des marchés extérieurs. Pour lui, les crises empêchent l'accumulation du capital. Il en conseille le ralentissement.

Malthus de son côté a fait également ressortir le caractère général de la surproduction. Les ouvriers ont la volonté, mais pas le pouvoir d'acheter, les entrepreneurs ont le pouvoir, mais pas la volonté. On n'achète pas assez, on accumule trop. Il y a une surproduction de biens qui ne peuvent s'écouler, faute d'une part suffisante de pouvoir d'achat qui leur serait consacrée. C'est pourquoi *Malthus* soutient la nécessité de l'existence d'une classe oisive, c'est-à-dire qui ne participerait pas à la production de biens, mais ne ferait que les consommer.

Owen a montré comment l'introduction du machinisme créait une disparité grandissante entre le potentiel de production et celui de la consommation. Le fait est surtout devenu flagrant lorsqu'après les guerres napoléoniennes les marchés se sont rétrécis et que les entrepreneurs ont congédié une bonne partie des ouvriers, pour conserver les machines produisant à meilleur marché. *Owen* a, comme les autres, dénoncé l'ordre social établi comme la cause principale de ces contradictions grandissantes.

Cela ont été, brièvement énumérées, les affirmations des

premiers grands théoriciens de la sous-consommation. Ils ont été suivis d'abord par Rodbertus, qui a, après les crises de 1836/1839 et 1847 entamé la discussion avec Kirchmann (« Lettres sociales ». — « Le Capital »).

Rodbertus a affirmé comme Sismondi, et comme les autres, que la part du revenu national qui échoit aux ouvriers diminue relativement à cause de l'augmentation de la productivité du travail. Et c'est à cause de cette sous-consommation grandissante qu'éclatent les crises économiques. Il demande la fixation légale des salaires et la réorganisation de tout l'Etat. Il est considéré comme le fondateur de la doctrine du socialisme d'Etat. Il a revendiqué, à tort, la paternité de la théorie de la sous-consommation quoiqu'il ait été lui-même influencé par Sismondi. La portée de son œuvre a néanmoins été très grande, et Marx lui-même a cherché dans les théories de Rodbertus nombre de ses propres inspirations théoriques.

Ces écrits de Rodbertus et sa polémique avec Kirchmann forment ce qu'on a appelé la deuxième controverse sur les crises et sur l'accumulation du capital. Il faut aller jusqu'à Marx, jusqu'à la publication du Livre II du *Capital*, pour voir naître une « troisième controverse » qui se déroulera vers 1883/1885 et dont le théâtre sera la Russie. (5) Une théorie ou plutôt une doctrine marxiste est créée, la polémique prendra dorénavant le caractère pour ou contre Marx, et c'est surtout sur la signification de ses schémas

(5) Pour la question de l'accumulation du capital et des controverses, v. L. LAURAT : *L'accumulation du capital d'après Rosa Luxemburg*, pp. 57, 74, 144/157 et 165/193. — V. aussi : L. LAURAT : *La crise mondiale*, pp. 110/112. — Cf. DIEHL-MOMBERT, *Wirtschaftskrisen*, pp. 1/30. — J. DURET : *Le marxisme et les crises*, pp. 41/72.

que se portera l'attention des économistes pour de nombreuses années.

Karl Marx a une triple théorie des crises : a) d'abord il les explique par la sous-consommation des masses, b) ensuite par la disproportionnalité dans le développement de la production, c) enfin par la baisse tendancielle du taux de profit. Cette explication complexe du phénomène des crises a donné lieu à des controverses nombreuses surtout parmi les partisans du marxisme eux-mêmes. C'est surtout la divergence qui existe entre les exposés des livres II et III du *Capital* qui a donné du fil à retordre aux commentateurs du maître. Dans le livre II, en effet, Marx est nettement partisan des théories de la disproportionnalité, c'est-à-dire qu'il explique les crises par le caractère anarchique de la production capitaliste, par le défaut de direction, par la rupture de proportion dans le développement des grandes branches de production. Dans le livre III, il expose des vues différentes, il soutient la thèse de la sous-consommation ouvrière et il fait même allusion à la nécessité des débouchés extra-capitalistes. Il serait difficile d'exposer même très brièvement sa théorie complète en ce qui concerne les crises de surproduction et le cycle de développement capitaliste. Ce qui nous importe ici, c'est que Karl Marx est un des grands antécédents des théories de la sous-consommation, dont nous étudions ici les formes modernes. Dans son livre III du *Capital*, ainsi que dans d'innombrables passages de ses ouvrages, il a développé amplement la théorie de la sous-consommation ouvrière, en dénonçant les contradictions de l'organisation juridique du capitalisme, en affirmant que les crises y sont inévi-

tables, qu'il y a toujours un surplus invendable à l'intérieur du système, qu'il deviendra de plus en plus difficile de l'écouler et que les crises deviendront de plus en plus fréquentes. L'exposé de la théorie marxiste de la sous-consommation a même été donné par des auteurs que nous étudions ici, tels E. Preiser, J. Duret (6). Marx a été et reste un des grands théoriciens de la sous-consommation, témoin ce passage du *Capital* : « La dernière cause de toutes les véritables crises reste toujours la pauvreté et la consommation limitée des masses par rapport à la poussée de la production capitaliste... » (7). Malgré qu'il ait exprimé des opinions opposées, Marx reste l'une des sources essentielles des théories que nous étudions ici, et c'est avec raison que nous pouvons dénommer beaucoup d'entre les théories modernes de la sous-consommation des théories marxistes des crises. Du reste, il y a aussi le fait que les théories de la sous-consommation peuvent aussi pour une bonne part se ramener à des concepts de disproportionnalité. Sous-consommation (= surproduction) et disproportionnalité peuvent être reliées par un lien causal : elles ne s'opposent pas, elles se complètent.

Avec l'apparition du marxisme, les discussions sur le développement du capitalisme ont repris. Une troisième série de controverses, nous l'avons dit, eut lieu en Russie vers la fin du siècle dernier.

(6) E. PREISER : Das Wesen der Marxschen Krisentheorie, dans *le Recueil en l'honneur de Franz Oppenheimer*. — J. DURET : *Le Marxisme et les crises*, pp. 73/142. — V. aussi : Dartre, *Esquisse d'une théorie marxiste des crises périodiques*, 1937.

(7) *Kapital*, Bd. III, 2. p. 21.

Enfin, au début du xx^e siècle virent le jour plusieurs études fort importantes : Tugan-Baronowsky, Karl Kautsky, May, Karmin, Rosa Luxemburg, Lenin firent des apports considérables à la théorie marxiste de la sous-consommation. C'est surtout Karl Kautsky et Rosa Luxemburg qui apportèrent des contributions originales, car ils développèrent l'explication impérialiste, qui donna naissance à toute une lignée d'auteurs, et dont parmi les modernes, Sternberg et Laurat sont les plus dignes représentants. En polémisant avec les vues de Tugan-Baronowsky, Kautsky avait dès 1902 déclaré que le capitalisme est obligé de rechercher des débouchés supplémentaires en dehors de son domaine dans les professions et les nations non capitalistes. Rosa Luxemburg soumit les schémas de Marx à une révision minutieuse et arriva à la même conclusion — qu'elle tenait aussi pour refléter la véritable pensée de Marx — à savoir que le capitalisme a besoin pour se développer et vivre de marchés extra-capitalistes, qui lui achèteront le surplus invendable grâce à leurs revenus exogènes, ne provenant pas de sources capitalistes. La théorie de la sous-consommation a pris ainsi de nouvelles formules. Il est vrai que Rosa Luxemburg elle-même cominit certaines erreurs, et du reste elle ne donna point une véritable explication des crises. C'est Fritz Stenberg qui se chargera de le faire. Il corrigea les schémas de Rosa Luxemburg en y introduisant l'accroissement du taux d'accumulation (Rosa Luxemburg avait seulement ajouté aux schémas de Marx l'accroissement de la productivité du travail), et il donna une véritable théorie des crises. Mais, avec Sternberg

nous entrons déjà dans les théories modernes de la sous-consommation.

II

Les Théories Modernes de la sous-consommation

Il y a une analogie très intéressante entre la naissance et le développement de ce que nous appelons les théories anciennes et celles que nous appelons les théories modernes de la sous-consommation. Il ne paraît pas exagéré d'affirmer que les deux courants de pensées sont nés de longues guerres européennes ; les deux courants sont nés à un siècle de différence à peu près à la même époque. Les théories anciennes semblent nées des guerres napoléoniennes et ont apparu après les premières crises économiques qui les suivirent ; les théories modernes semblent nées de la guerre mondiale, et ont apparu après la première grande crise qui lui a succédé. Tant aux théories anciennes qu'aux théories modernes, les expériences de la guerre ont servi comme un champ d'observation économique de tout premier ordre. Les guerres ont été toujours des stimulants efficaces de la consommation, et c'est par cet aspect particulier qu'elles ont surtout donné de l'impulsion aux auteurs que nous étudions ici. Les guerres ont été des expériences de consommation artificiellement accrue et d'utilisation complète du potentiel de production. Les guerres ont été des expériences d'économie organisée, soustraite à la volonté arbitraire de ses lois spécifiques. C'est surtout sous ces deux aspects que le problème économique a regagné en actualité au cours de la Grande guerre. L'accroissement notable de la consommation et

l'organisation de la production par l'Etat ont été deux phénomènes qui ont dû attirer l'attention de tous les économistes.

Il y a aussi un troisième fait qui n'a pas manqué de prêter sujet à discussion : la grande guerre avait été une guerre impérialiste, elle s'était traduite par une lutte entre les grandes puissances pour l'obtention *ou l'élargissement des débouchés coloniaux*. Cela redonna de l'actualité aux théories d'impérialisme, qui du reste, ne venaient que d'être développées.

Ainsi, ces trois ordres d'idées, la lutte impérialiste, l'organisation formidable de la production, la stimulation artificielle de la consommation issues directement de la Grande guerre, firent renaître les théories de la sous-consommation, sous des formes nouvelles et variées. Les premières études firent apparition dès les dernières années de la guerre ou dès la crise de 1921. Harold G. Moulton publia dès 1918 ses premières observations sur l'économie de guerre (*War and industrial readjustments*, 1918, etc) Clifford H. Douglas commença sa campagne contre l'organisation financière de la société (*The delusion of super-production*, dans *the English Review* 1918 nov, etc...), Emil Lederer analysa les effets de la guerre sur l'économie de l'Allemagne et de l'Autriche, et soumit un plan de redressement socialiste (*Deutschlands Wiederaufbau durch Sozialisierung*, 1920, etc.). John A. Hobson et Foster-Catchings attendirent la première crise économique pour publier leurs observations. Le premier, qui avait à peu près abandonné sa théorie de la sous-consommation, la reprend et la défend avec plus de vigueur encore (*The*

economics of unemployment, 1922). William T. Foster et Waddill Catchings font paraître en 1923 leur premier ouvrage commun, intitulé *Money*. Les théories modernes de la sous-consommation sont nées. Elles sont nées de la Grande guerre, qui a été une expérience économique jusque-là inconnue. John A. Hobson s'exprime en ces termes : « La grande leçon économique de la guerre devrait consister dans la possibilité qu'offre une consommation accrue de soutenir la production. Cette leçon est donnée d'une façon extrême. La stimulation artificielle de la consommation durant ces sept années n'a pas seulement ajourné la dépression qui devait arriver, mais elle a surtout fourni un emploi continu et complet aux forces productives de capital et de travail existant dans les pays belligérants et neutres » (1). En 1924, P.-W. Martin publie sa première étude des crises, qu'il débute par ces termes : « Les événements des dernières dix années ont montré sans hésitation qu'il y a quelque chose de défectueux dans le mécanisme de la civilisation moderne (2) ». Foster-Catchings en sont déjà à la seconde édition de *Money*, et préparent un autre volume, encore plus substantiel : *Profits*. Ainsi, directement ou indirectement, les premières controverses modernes sur la sous-consommation furent enfantées par la guerre de 1914-1918, qui offrit avant tout l'aspect d'une consommation énormément et artificiellement soutenue (il est vrai improductive), et dont la durée fut longue et ininterrompue pendant plusieurs années consécutives.

(1) *The economics of unemployment*, Préface, p. 8. Ed, 131.

(2) *The Flaw in the price system*, p. 1.

En même temps que cet aspect du problème se faisait jour sous de nouveaux horizons, l'autre aspect, la lutte impérialiste, donnait également de l'impulsion à des auteurs de mérite; déjà en 1917 paraissait l'étude de Nicolas Boukharine que nous n'avons malheureusement pas pu étudier ici : L'Impérialisme et l'économie mondiale. En 1925, Fritz Sternberg écrivait un ouvrage de plus de 600 pages, *Der Imperialismus*, qui fit époque. Vers la même date Lucien Laurat défendait déjà en France avec âpreté les idées de Rosa Luxemburg; en 1928, il publiait une étude sous le pseudonyme de Primus et intitulée L'Impérialisme et la décadence capitaliste. Les théories de l'impérialisme d'après guerre venaient également de voir le jour; elles étaient aussi nées, plus ou moins directement de la grande et désastreuse expérience de 1914-1918. Plus que toutes les autres guerres qui l'avaient précédée, celle de 1914 offrit l'aspect d'une lutte farouche pour la conquête de marchés extra-capitalistes : le capitalisme ne pouvait donc vivre seul, il lui fallait de nouveaux territoires, des consommateurs supplémentaires.

Enfin, le troisième champ d'observation, les possibilités formidables d'organisation de l'économie, donna naissance, bien qu'indirectement, à une série de plans constructifs, dont l'analyse sans doute fort intéressante dépassait les cadres de cette étude. Nous voudrions seulement en mentionner quelques-uns en passant : Plan Delaisi, Plan Francqui, Plan Hoover, Plan de Man, Plan Dessirier, Plan Ter Meulen, Plan Mountain, Plan de la C. G. T., Plan de travail suisse, etc... etc... Tous ces plans ont, il est vrai, été élaborés durant ces dernières années, et semblent en

relation exclusive avec la Crise mondiale. Pourtant, il n'est pas difficile de s'apercevoir que leur inspiration voilée ou déclarée vient de l'expérience de la Grande guerre, qui a été la plus grande expérience d'*économie organisée* des temps modernes (3). Les doutes ne peuvent subsister à ce sujet.

Ainsi, la guerre de 1914-1918 a été la grande inspiratrice des théories modernes de la sous-consommation, sous leurs multiples aspects. Elle a aussi exercé une influence considérable par deux autres facteurs importants : les progrès techniques inouïs et les expériences monétaires. Ces deux faisceaux d'influences ont sans nul doute été considérables, mais elles ne nous intéressent ici que très indirectement, et c'est pourquoi nous ne leur accordons pas une attention spéciale.

Ainsi donc, les théories modernes de la sous-consommation sont nées directement de l'observation des faits. Ce sont les événements de la vie quotidienne qui leur ont donné ce regain d'actualité, et, après l'apparition de la Crise mondiale en 1929/1931, elles sont revenues sur le tapis avec une persistance redoublée. Il faut aussi dire quelques mots de la Crise mondiale (4). Beaucoup pourraient croire que ces théories sont surtout issues des

(3) *La Revue d'Economie Politique*, parmi tant d'autres, a publié en 1934 un recueil très instructif, *Economie dirigée et plans*.

(4) Nous avons intentionnellement omis de traiter de ce sujet dans notre présente étude. Il nous semble, en effet, que comme celui des Plans constructifs, il l'aurait démesurément enflée et aurait débordé le cadre, exactement défini par le titre de la thèse. Pourtant, en marge de notre travail, nous avons préparé une étude spéciale, que nous publierons sous peu, et qui sera intitulée : « Les théories modernes de la sous-consommation et la crise mondiale ». Dans cette étude seront aussi analysés les ouvrages d'auteurs tels que Steuermann, Fried, Natchine, etc... qui n'ont pas donné de théories générales des crises.

grands événements qui ont suivi le krach de la Bourse de New-York en octobre 1929 et qui ont précipité l'économie mondiale dans un marasme sans précédent. Pourtant il n'en est rien. Les théories principales que nous étudions ici sont nées bien avant, au cours des années 1917/1922, et non en 1929/1931. Et ce qui est justement important, c'est que les auteurs en question ont peu ou prou modifié leurs opinions formulées auparavant; la Crise mondiale leur a semblé, plutôt une confirmation de leurs thèses, qu'une série de faits nouveaux. Et ils sont revenus avec leurs arguments, en leur adjoignant des modifications d'importance plutôt restreinte. Ainsi Lederer dans *Wege aus der Krise, Wirkungen des Lohnabbaus*, etc..., et dans une série d'autres études; ainsi Laurat dans *Bilans, Un système qui sombre, Cinq années de Crise mondiale*, etc., et dans ses nombreuses études qu'il a publiées à ce sujet; ainsi Sternberg dans son gros ouvrage *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*; ainsi Hobson dans *Rationalisation and Unemployment, From Capitalism to Socialism*, etc. et dans d'autres études; ainsi C. H. Douglas dans *The Monopoly of Credit, Warning democracy*, etc..., et dans une série de petites études... La plupart des auteurs que nous analysons ici ont considéré les événements de la Crise mondiale comme une vérification de leurs thèses et ont publié des études nouvelles dans lesquelles ils ont repris les arguments anciens. Ce sont donc surtout leurs idées générales, leurs conceptions des crises et des cycles, qui doivent retenir notre attention, et la présente étude poursuit en fait, ce but unique.

Si donc les études modernes de la sous-consommation

sont issues principalement des événements économiques de la Grande guerre ou de ceux qui l'ont immédiatement suivie, ils en gagnent par leur empirisme et leur sens de la vie pratique. Par contre, leur valeur théorique et philosophique en est plutôt diminuée. C'est ce qui explique aussi ce trait qui les caractérise pour une bonne part : c'est le manque de lien suffisant entre ces théories « modernes » et leurs antécédentes, les « anciennes ». Celles-ci étaient malgré tout, des œuvres surtout théoriques, et d'une grande portée philosophique. Les courants modernes sont plutôt des observations que des raisonnements, et ils s'attachent moins à ce qu'on a pu dire qu'à ce que l'on peut voir. L'on est frappé quelquefois, en étudiant ces auteurs modernes, par le peu d'attention qu'ils attachent — nous irons même jusqu'à dire par le peu de connaissance qu'ils montrent — à l'égard des grands auteurs classiques en la matière, et qui sont leurs prédécesseurs. Chez un grand nombre d'auteurs, l'on ne rencontre pas du tout les noms de Marx et de Rosa Luxemburg, de Sismondi, de Malthus. Cela fait peut-être leur valeur, en même temps que cela représente leur lacune. Cela rehausse leur originalité, mais abaisse leur érudition. C'est ce qui a pu faire dire à certains critiques des théories de la sous-consommation qu'elles sont à un niveau scientifique assez bas. Il y a sans doute un brin de vérité dans cette remarque; parmi les ouvrages des théoriciens modernes, il y a quelquefois des exposés trop simples, des vulgarisations, des pamphlets, des polémiques de presse. Mais il appartient à une étude systématique comme celle-ci de dégager ce qui vaut par son argumentation et la profondeur de sa pensée, de

ce qui est superficiel et circonstancier. Une étude attentive et approfondie, faite sur des bases théoriques, distingue facilement la science de la propagande. Aussi osons-nous affirmer que parmi les théoriciens modernes de la sous-consommation, il y a des penseurs profonds et originaux, et des hommes qui ont même en beaucoup de circonstances exercé une influence directe sur le cours des affaires publiques et privées. Il y a parmi ces auteurs non seulement des *théoriciens*, mais même des *doctrinaires*, il en va jusqu'à C. H. Douglas qui a créé tout un mouvement de masses dans les colonies et dominions britanniques, sous la bannière du Crédit social (5).

Pourtant, il faut faire ici une remarque importante : parmi les auteurs que nous étudions ici, il faut distinguer deux groupes. Il y a d'une part, les auteurs russo-franco-allemands, qui s'inspirent plus de Marx et des « anciens » et qui ont plus de préoccupations théoriques et sont plus dans la tradition. Ils continuent ce qu'on a appelé les controverses sur l'accumulation. L'autre groupe est formé par les écrivains anglo-américains ; ceux-ci ignorent, pour ainsi dire, Marx et négligent complètement la discussion sur l'accumulation. Ils sont moins préoccupés par des considérations théoriques. Les premiers sont plutôt traditionalistes, tandis que les seconds sont novateurs. Et du reste ils s'ignorent presque complètement entre eux. S'il existe des points de contact assez étroits entre certains auteurs français, allemands ou russes, et d'autres part, entre auteurs anglais et auteurs américains — par contre il n'exis-

(5) V. au sujet de la mise en pratique de ses idées au Canada : C. H. DOUGLAS : *The Alberta Experiment*, London, 1937.

te pas de lien spirituel entre les deux différents groupements comme tels. Les anglo-saxons ne connaissent point les germano-franco-russes, et inversement. Moulton néglige non seulement Karl Marx et les anciens, il ne cite point Lederer ou Sternberg, il ne connaît pas Laurat ou Louzon. il ignore Boukharine ou Sokoloff. De son côté, par exemple, Laurat ne connaît ni Hobson, ni Foster-Catchings, ni Moulton, encore moins C. H. Douglas ou Strakosch. Entre les deux groupes, les continentaux et les anglo-saxons, il y a une brèche; on dirait que ce sont deux mondes de la science, comme ce sont deux mondes de la littérature, ou de la politique...

Nous avons fait ici une division géographique, ou subjective. Qu'il nous soit permis de faire une autre division, plus substantielle, une division objective.

Parmi les théories modernes de la sous-consommation nous distinguons deux grandes catégories, à savoir : 1. les *théories de la disproportionnalité*, 2. les *théories du pouvoir d'achat*.

Le premier groupe lui-même peut se subdiviser en deux tendances distinctes : a) les théories *marxistes*, b) les théories *impérialistes*, ou néo-marxistes.

Nous aurions ainsi trois groupes fondamentaux de théories, les théories du marxisme, les théories de l'impérialisme, et les théories du pouvoir d'achat. Cela sera notre division générale des théories modernes de la sous-consommation. Nous en parlons plus amplement dans la partie synthétique (VII).

PREMIÈRE PARTIE

—

EXPOSÉS INDIVIDUELS

CHAPITRE PREMIER

CLIFFORD H. DOUGLAS

Clifford H. Douglas — « le Commandant Douglas » comme on l'appelle couramment — est une des plus curieuses figures parmi les théoriciens que nous analysons ici. C'est un ingénieur, membre de l'Aéronautique britannique. Initié de bonne heure à la conduite des entreprises industrielles et minières, il s'est créé des opinions particulières sur le fonctionnement de tout le système actuel d'entreprises. Ses vues sont très radicales et sont dirigées contre la haute finance. Il a créé un mouvement, le Crédit Social, assez développé en Grande-Bretagne et dans les territoires de l'Empire. L'Etat Alberta au Canada se trouve actuellement au pouvoir de ses partisans qui essaient d'y implanter les principes du Crédit Social.

1. Conception biorganique de la société. — 2. La politique de déflation des banques. — 3. Le théorème $A + B$. — 4. Disparité entre prix et revenus. — 5. La notion des frais généraux. — 6. Les expédients du capitalisme. — 7. Le Crédit social.
-

1° — D'après C. H. Douglas, la société capitaliste ne forme pas un tout homogène, elle est au contraire divisée en deux parties distinctes : d'un côté le système industriel, représentant la production, de l'autre le système financier, représentant la distribution (1). Le système industriel produit les biens, le système financier fait la monnaie. Tandis que le premier a le contrôle de ce qui doit être produit, le second a le contrôle de ce qui peut être distribué. Les deux systèmes ne vont pas de pair, et par conséquent, la voie est ouverte à un manque d'harmonie entre le développement de la production et les possibilités de la consommation. Dans la phase actuelle du développement du capitalisme, le système financier est sur le point de dominer complètement le système industriel. Les banquiers ont d'ores et déjà conquis, et comptent conserver tout le mécanisme de la force organisée dont dispose l'Etat (2). Les banquiers dirigent et dominent toute l'activité économique des peuples. L'Etat est devenu un simple champ d'action de la finance (3). Le système moderne du capitalisme, ce n'est plus du capitalisme, c'est du créditisme, c'est le règne du crédit (4).

Dans la conception de C. H. Douglas, le système capitaliste ne représente donc pas un ensemble homogène, un

(1) V. p. ex. dans *The control and distribution of production* : « the industrial system », « the private credit system » (pp. 47, 54). — V. *The monopoly of credit*, p. 28. — *The use of money*, p. 19.

(2) *The monopoly of credit*, p. 7. — V. *Social crédit*, p. 95.

(3) « The state is business and business is the state » (*The Alberta Experiment*, p. 54).

(4) *The control and distribution of production*, p. 41.

tout organique, et son développement est le produit d'une lutte entre le monde industriel, qui a ses lois à lui, et le monde financier, qui obéit à des motifs différents. De cette interaction de deux courants opposés il ressort tout de même une suite de phénomènes non point accidentels mais nécessaires; les banquiers, en effet, sont pour ainsi dire obligés d'agir dans le sens auquel ils s'en tiennent, vu l'état des choses actuel (5). La théorie de C. H. Douglas n'est pas une théorie organique, et pourtant elle admet un ensemble de lois et de tendances inhérentes au système industriel financier.

2° — Le système capitaliste étant un système bicéphale la production et la consommation y étant régies par des lois très différentes, un déséquilibre entre elles est donc facilement concevable. Et davantage même : ce déséquilibre est non seulement possible, il est même nécessaire. D'où cette nécessité provient-elle ? — Du fait que le système financier est par son essence déflationniste. La lutte sociale, c'est une lutte pour la puissance (the will-to-power) (6). Dans la phase actuelle du capitalisme, cette poussée vers le pouvoir se traduit par une concentration de plus en plus forte dans la finance, qui tend à dominer tous les rouages de la vie économique (7). De quelle façon se traduit-elle cette puissance et volonté de domination du

(5) « The banks act quite automatically according to the rules of the game » (*The control and distribution of production*, p. 12).

(6) *Economic democracy*, pp. 35, 37, 73, 88, etc...

(7) En Angleterre, 90 % de toute l'activité économique du pays est sous la domination complète ou le contrôle de la finance (*The Monopoly of credit*, p. 74).

monde bancaire ? — Par la déflation monétaire. « Le banquier est normalement déflationniste », déclare C. H. Douglas (8). Les banquiers ont le monopole de création de la monnaie. Ils affermissent leur pouvoir en augmentant et maintenant la valeur de la monnaie. La politique de déflation, c'est la politique de raréfaction de la quantité de monnaie en circulation. Par là est créée une insuffisance du pouvoir d'achat (9). L'auteur attire surtout l'attention sur un fait capital qu'il croit découvrir dans le fonctionnement actuel du système bancaire : c'est la destruction prématurée de pouvoir d'achat — à laquelle ne correspond pas une usure équivalente du matériel de production (10).

La théorie de C. H. Douglas est une théorie simplifiée du pouvoir d'achat dont le problème réside pour lui dans une insuffisance de monnaie entre les mains des consommateurs. Et la cause principale de cette insuffisance c'est la volonté des banques.

3° — Mais cette insuffisance de pouvoir d'achat, comment se manifeste-t-elle ? — Par une pénurie de moyens de paiement. Les individus n'ont pas assez d'argent pour acheter les produits aux prix offerts. Par suite du progrès technique la part du revenu qui incombe au travail diminue (11). La part du pouvoir d'achat qui se trouve entre les mains des individus est toujours moindre par rapport

(8) *The monopoly of credit*, p. 62. — Cf. Foster-Catchings, qui affirment tout juste l'opposé.

(9) *Social credit*, pp. 47/8.

(10) V. p. ex. *The new and the old economics*, p. 17.

(11) *The monopoly of credit*, pp. 42/3, 113/4, 169.

à la part qui est entre les mains de la finance et de l'Etat. Le pouvoir d'achat global est de moins en moins constitué par les salaires, traitements et dividendes, et de plus en plus par le crédit et des fonds *qui n'apparaissent pas comme un pouvoir d'achat effectif*. C. H. Douglas estime dès à présent la proportion de cette dernière somme à 90 % (12). A cause du facteur crédit, la somme des prix de tous les produits est plus grande que leur demande effective en monnaie. « Le facteur crédit augmente comme pouvoir d'achat en importance et domine la production » (13).

L'auteur a formulé un « théorème A + B » pour mieux caractériser sa pensée et cette formule est déjà devenue célèbre. Voici ce qu'il dit :

« Tous les paiements d'une entreprise peuvent être divisés en deux groupes : le groupe A — paiements faits aux individus (salaires, traitements, dividendes); le groupe B — paiements aux autres entreprises (matières premières, frais bancaires et autres coûts externes).

Maintenant le taux d'afflux du pouvoir d'achat entre les mains des individus est représenté par A, mais comme d'autre part tous les paiements entrent dans les prix, le taux de formation des prix ne peut être inférieur à A + B. Le produit de chaque entreprise peut être considéré comme quelque chose que le public devrait pouvoir acheter, quoique dans beaucoup de cas ce ne soit qu'un produit intermédiaire sans aucune utilité pour les individus, mais nécessaire à d'autres entreprises; cependant, comme

(12) *Social Credit*, p. 86. — *The control distribution of production*, p. 100.

(13) *The control and distribution of production*, p. 14.

A ne pourra acheter $A + B$, une proportion du produit au moins équivalente à B, devra être distribuée sous une forme de pouvoir d'achat qui n'est pas comprise dans les énumérations sous A. Il sera nécessaire de montrer ultérieurement que ce pouvoir d'achat additionnel est fourni par le crédit bancaire ou le crédit à l'exportation ». (14).

C'est donc l'affirmation tant de fois répétée à travers les ouvrages de C. H. Douglas, que le pouvoir d'achat total déboursé ne peut aucunement acheter la totalité du produit. Aucune nation n'a pu jusqu'ici acheter son produit total, et c'est pourquoi les nations se disputent les marchés extérieurs (15).

4° — C. H. Douglas affirme que le pouvoir d'achat déboursé dans le processus de production capitaliste n'est jamais suffisant pour acheter le produit *entier*. Mais est-il besoin qu'il en soit ainsi ? — Nullement, répondent les critiques de la théorie de la sous-consommation. Il suffit que la somme totale du pouvoir d'achat déboursé aux individus (salaires, traitements, dividendes) soit égale à la seule somme des prix des produits de consommation courante. Et ils reprochent à Douglas d'avoir négligé cet aspect véritable du problème (16). A tort osons-nous dire. Car

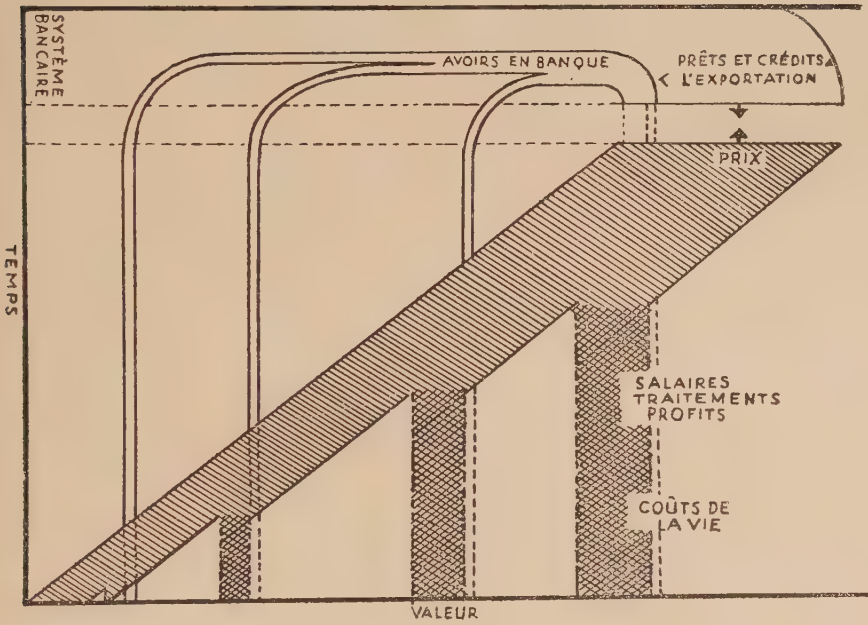
(14) *Credit-Power and Democracy*, pp. 21/3. — *The monopoly of credit*, pp. 36/8.

(15) *Social Credit*, p. 19.

(16) Ainsi DURBIN, *Purchasing power and trade depression*, p. 52. Ainsi JOHN LEWIS, *Douglas' Fallacies*, p. 18-20 suiv. Ce dernier auteur donne une série d'interprétations (pp. 18, 19, 20, 29, etc...) des thèses de Douglas, qui nous semblent absolument faussées. Nous nous en tenons dans cette étude à une stricte analyse des théories modernes de la sous-consommation, et non à leur critique, encore moins à leur défense. Mais nous ne pouvons nous empêcher de relever les

PLANCHE I

Production et formation des prix d'après C. H. Douglas : *Économic Democracy*, p. VIII.



une étude tant soit peu approfondie des ouvrages de Douglas montre qu'il a justement envisagé le problème sous cet aspect. Il avoue, du reste, ouvertement « que les prix moyens des seuls objets de consommation peuvent être faits égaux à la moyenne des revenus provenant tant des industries de production que de celles de consommation » (17). La somme *totale* de véritable pouvoir d'achat pourrait donc acheter la somme totale des *seuls objets de consommation* (les critiques affirment qu'elle l'achète toujours) (18). Mais cette possibilité est écartée, et voici pour quelles raisons : il y a d'abord les transactions entre consommateurs, qui requièrent une partie du pouvoir d'achat (19) ; ensuite, il y a la politique de déflation des institutions bancaires qui vendent au public des valeurs et rappellent des crédits et de cette façon drainent de la circulation une partie du pouvoir d'achat disponible, en tout cas plus grande que n'est la dépréciation du matériel de production ; puis il y a l'épargne, c'est-à-dire l'abstention des individus eux-mêmes de l'achat des objets de consommation ; il y a encore les profits « recueillis du public » ; il y a les nouveaux investissements qui créent de nouveaux coûts sans créer de nouveaux revenus ; il y a enfin la différence de vitesse entre la liquidation des coûts et la création de prix, qui amène une addition à la somme des prix

fautes de leurs critiques lorsque ceux-ci omettent de présenter la théorie sous leur vrai jour. Ceci provient aussi du fait que ces critiques ne se donnent pas la peine de faire une étude complète des théories de l'auteur et c'est pourquoi ils sont eux-mêmes quelquefois obligés de se récrier (Ainsi DURBIN, op. cit. p. 191 note).

(17) *Credit Power and democracy*, pp. 41/2. Cette phrase se trouve également citée dans le *Douglas Manuel*, rédigé par Mairet, p. 41.

(18) DURBIN : *Purchasing power and trade depression*, pp. 47, 53.

(19) *The monopoly of credit*, p. 44.

actuels — de coûts provenant d'un cycle de calcul antérieur (20). A cela il faut encore ajouter l'imposition « qui est simplement une forme d'épargne forcée, qui est essentiellement déflationniste par nature et qui signifie tout bonnement une diminution de la demande des biens de sommation » (21). Enfin pardessus tout il y a la restriction délibérée de la production et la politique des hauts prix des monopoles, qui équivaut à un effort en vue d'ajuster le pouvoir d'achat à la production sans altérer les principes de fixation des prix (22).

5° — Nous venons donc de voir que l'explication de C.-H. Douglas ne manque pas de nuances, et qu'il a épuisé, dans son énumération, toute une série de thèses défendues par les autres théoriciens de la sous-consommation. Il y a là l'épargne, cause de la consommation différée, qui est l'idée chère à J. A. Hobson ; il y a le double circuit du pouvoir d'achat et les transactions entre consommateurs — motifs qu'on rencontre chez P. W. Martin ; il y a les profits non distribués, fait sur lequel insistent Foster-Catchings ; il y a la politique monopoliste des hauts prix, dénoncée surtout par H. G. Moulton.

Mais le point central est, croyons-nous, dans cette augmentation démesurée des coûts de production qui enfle les prix bien au-delà des revenus disponibles et qui provient de la multiplication toujours plus forte des phases de production et des charges d'amortissement que les pro-

(20) *The new and the old economics*, pp. 19/20.

(21) *The new and the old economics*, p. 35.

(22) *Credit Power and democracy*, p. 18.

ducteurs ne laissent pas éteindre comme il le faudrait. Mais ici, il nous semble qu'il faut laisser parler l'auteur lui-même (23). « La plus grande part de la production supplémentaire est une production de capitaux, et nous devrions trouver une méthode par laquelle on retournerait au producteur de moyens de production son argent aussitôt que ces biens sont produits, tandis qu'on mettrait à la charge du consommateur seulement la part qui correspond à leur usure. La justification de ceci, c'est que le crédit réel est la mesure du taux de production. Ainsi, si la production totale = (B) moyens de production + (A) objets de consommation, les coûts de production sont $A+B$, mais les véritables coûts de consommation sont $(A+B) - \frac{B}{X}$, X étant la durée moyenne de l'actif réel; et si nous voulons mettre à la charge du consommateur les véritables coûts, nous devrions payer au producteur $B - \frac{B}{X}$ qui représentent la valeur des moyens de production, afin qu'il puisse faire marcher son entreprise. Si, par contre, il venait à récupérer dans les prix la totalité de ses coûts p. ex. du public, il aurait en fait récupéré ses coûts deux fois; c'est pourquoi il est nécessaire de réduire les prix offerts au public dans la même proportion $B - \frac{B}{X}$ que nous avons remboursée au producteur de moyens de production, ce qui veut dire que les prix de détail doivent être par rapport à la totalité des coûts dans la même pro-

(23) Il est, en effet, certains points dans la théorie de C.-H. Douglas qui sont assez mal développés et que, paraît-il, comprennent bien seulement quelques « spécialistes » des idées douglassites.

portion qu'est la consommation par rapport à la production » (24).

C'est là, à notre avis, une des thèses centrales de l'auteur. Pour lui, le mal vient surtout de ce que le système de comptabilité est défectueux. Dans chaque entreprise dit-il, il y a deux choses : d'une part le système de production, d'autre part le système de comptabilité. Ce dernier est défectueux. Il en est ainsi de tout le système financier de la société qu'on appelle la banque (25).

Et c'est ici qu'intervient l'autre aspect du problème, le revers de la médaille, si l'on pourrait dire. C'est que le système financier, par sa politique déflationniste, retire de la circulation la monnaie avant qu'elle n'ait accompli son circuit complet du consommateur jusqu'au producteur initial (26). « Ainsi, il est clair que plus longue est la période moyenne pendant laquelle la monnaie est recueillie en relation avec la création et la destruction d'un capital (qui correspond à la durée d'un actif), et plus courte est la période moyenne pendant laquelle la monnaie est recueillie par la communauté pour sa vie quotidienne (ce qui correspond à la durée des biens de consommation), plus grande sera la rupture de proportion entre le pouvoir d'achat et les prix » (27).

6° — Ce que nous venons d'exposer, ce sont les causes principales des crises du capitalisme. L'auteur croit y avoir

(24) *The new and the old economics*, p. 27.

(25) *The Monopoly of credit*, p. 51.

(26) *The Monopoly of credit*, p. 42/43. — *The new and the old economics*, pp. 18/19.

(27) *The Monopoly of credit*, p. 46.

découvert la racine du mal. C'est à ces causes profondes qu'il attribue les maux dont nous souffrons, surtout les guerres. Les salaires, traitements et dividendes ne peuvent pas acheter la totalité de la production : de ce fait, le système capitaliste est obligé de chercher d'autres sources de pouvoir d'achat pour combler la différence. Nous voyons chez Douglas, comme chez les autres théoriciens de la sous-consommation, cette notion du surplus invendable que ne peuvent acheter les revenus que débourse le système capitaliste. Les autres sources qui viennent y remédier sont le crédit et l'exportation (28). Les nations capitalistes luttent pour les marchés extérieurs. Durant les dernières 50 années, ces luttes ont amené des guerres, et les amèneront aussi à l'avenir. Les guerres modernes sont des guerres économiques (29).

A côté de ces causes principales énumérées plus haut et qui ont servi comme expédients pour sortir d'une issue difficile, il faut en nommer encore d'autres qui expliquent pourquoi le capitalisme n'a pas jusqu'à présent complètement sombré. C'est qu'il s'est servi encore d'expédients secondaires, que C. H. Douglas énumère : les services publics (assurance-chômage, etc...), la vente à tempérament (prêts fonciers, etc...), la vente au-dessous des coûts de production (banqueroutes), les ventes forcées et la destruction des stocks (30). Tous ces expédients ont servi à remédier à la défaillance chronique du pouvoir d'achat. Les trois derniers représentent un sacrifice consenti par les

(28) *The control and distribution of production*, p. 14.

(29) The causes of war, dans *To-morrow's money*, ed. 1936 (V. *The Monopoly of credit*, pp. 97/107).

(30) *The Monopoly of credit*, p. 45/6.

producteurs pour abaisser les prix ou pour conserver une marge de profit coûte que coûte.

7° — Le mal réside pour C.-H. Douglas dans le système actuel du crédit. C'est un système privé qui accomplit une fonction publique. Et il l'accomplit dans un intérêt privé, c'est pourquoi les intérêts de la communauté se trouvent perpétuellement lésés. Pour remédier à cet état des choses il faut instaurer le *crédit social*. Au lieu qu'un corps restreint et irresponsable de banquiers contrôle la distribution entière du crédit, il faut que ce soit la communauté entière. Ainsi sera ouverte la voie à la démocratie économique. La société tout entière s'arrogera elle-même son pouvoir d'achat monétaire. Toutes les capacités productives de la nation serviront comme fondement à cet édifice de crédit social, dont C. H. Douglas a esquissé les contours (31). Le potentiel de production social sera hypothéqué par la communauté entière. Ainsi le crédit bancaire sera vraiment le reflet du crédit réel, le crédit réel sera lui-même une juste estimation de la capacité de production de biens et de services, quant à leur quantité, leur lien et leur temps nécessaires, et le coût de production deviendra l'équivalent de la consommation — trois prémisses sur lesquelles repose tout l'édifice théorique de l'auteur (32). Les principes de réforme économique devront s'en tenir à ces trois lignes générales : a) les avoirs liquides de la popu-

(31) V. Draft scheme fort the mining industry, dans *These present discontents*, pp. 43/4. — V. aussi : Draft social credit scheme for Scotland, dans *Social Credit*, pp. 205/212. — V. également la partie annexe de son ouvrage *The Alberta experiment*, surtout pp. 99/118.

(32) V. *The new and old economics*, p. 5.

lation devront toujours être proportionnés à la somme des prix des objets de consommation offerts sur le marché ; b) les crédits à la production devront être alimentés de sources nouvelles et non par l'épargne ; c) le système des dividendes doit progressivement supplanter le système des salaires et traitements, au fur et à mesure que la production devient de moins en moins dépendante du travail (33).

(33) *Warning democracy*, pp. 34/5.

CHAPITRE II

FOSTER ET CATCHINGS

Foster et Catchings sont deux auteurs américains qui ont écrit une série d'ouvrages ensemble. Ce sont des hommes d'affaires. Ce sont des observateurs. Ils ne prétendent pas à une préparation théorique profonde. Ils voient les problèmes tels quels, et tentent de les résoudre à leur plus simple expression. Ils sont aussi et surtout des théoriciens monétaires. Leurs écrits ont parfois revêtu un caractère de popularisation, tels *The Road to plenty* ou *Old King Cole in trouble*. Ils ont déchaîné des commentaires nombreux à une époque où les théories de la sous-consommation semblaient un peu oubliées.

1. Organicité-périodicité. — 2. Conception monétaire. — 3. Rôle de la consommation. — 4. Rôle de l'épargne. — 5. Le pouvoir d'achat. — 6. Profits et monnaie. — 7. Le financement de la consommation.
-

1° — Comme les autres thérociens de la sous-consommation, Foster-Catchings admettent l'organicité aussi bien que la périodicité. Ils conçoivent la société capitaliste comme un tout organique, avec son propre fonctionnement, ses lois, ses tendances. Ils parlent constamment de la « société industrielle », du « corps économique », du « système de la concurrence » (1). Ils l'appellent aussi *the money and profit economy*, car ils voient dans ces deux phénomènes, dans la monnaie et le profit, les caractéristiques mêmes du système capitaliste actuel. Ils parlent aussi toujours des dépressions périodiques et semblent admettre une alternance régulière des périodes d'essor (inflation) et de dépression (déflation) (2). Pourtant, il ne faudrait pas croire qu'ils se font une conception simplifiée du cycle économique. Tout au contraire. Pour eux « ce que nous sommes arrivés à dénommer le cycle économique est un ensemble de plusieurs cycles — celui des salaires des prix de gros, des rentes agricoles, des profits, du volume de la production, de la croissance du capital disponible, etc... Au milieu de tous ces mouvements périodiques se trouvent les variations cycliques du circuit de la monnaie » (3). Ainsi, ce qui forme le cycle de l'économie, c'est un ensemble de variations des différents prix et des revenus qui sont reliés en un faisceau par les mouvements de la monnaie, phénomène central.

(1) *Money*, pp. 5 et autres : — *Profits*, pp. 9, 10, 23, 64, 85, 135, 139, 169/70, 187, 203, 218/20, 327/8, etc... — *The Road to Plenty*, pp. 30, 125, 165, etc...

(2) *Money*, pp. 1/186, 245/9, 349/50, 367. — *Profits*, pp. 6/7, 9, 139, 155, 170, 206, 231, 241, 251, 297, 398, etc... — Vom Sinn und Widersinn des Sparens (*The dilemma of thrift*), p. 4. — *The road to plenty*, pp. 48, 52, 69, 107, 135, etc...

(3) *Money*, p. 298.

C'est la monnaie qui donne le caractère organique au développement de la société capitaliste (4). Et c'est la monnaie, qui par ses mouvements cycliques, imprime la périodicité au cycle des affaires (5).

2° — La théorie de Foster-Catchings est donc essentiellement une théorie monétaire. Par là même elle est aussi une théorie très nette du pouvoir d'achat. C'est du reste la théorie du pouvoir d'achat exposée sous sa forme la plus pure et la plus simple.

Foster-Catchings voient dans l'aspect monétaire de l'économie moderne le point de départ des fluctuations cycliques. Le premier de leurs grands ouvrages (« *Money* ») est consacré à l'analyse des fonctions de la monnaie. « La monnaie est un pouvoir d'achat différé » (6). L'économie classique a négligé cet aspect du problème et c'est pourquoi elle en est venue à considérer les crises générales comme impossibles. Elle a donc raisonné justement, car les crises générales de surproduction ne sont vraiment possibles que dans une économie monétaire (7). Mais elle a commis une grosse erreur de départ, en oubliant de prendre en considération la monnaie et les lois de son propre fonctionnement. Il n'est donc pas vrai, du moins pour l'économie avancée, que tout produit crée en même temps son débouché ; toute production ne signifie pas en même temps création d'un pouvoir d'achat adéquat. Et ce n'est pas en con-

(4) *Money*, p. 245. — *Profits*, p. 257.

(5) *Money*, pp. 314/5. — *The road to plenty*, p. 126.

(6) *Money*, pp. 212/220. — *Profits*, pp. 5, 320.

(7) *Money*, pp. 324/5. — « Overproduction is a purely monetary phenomenon » (*Profits*, p. 320).

centrant son attention sur l'organisation de la production qu'on aura simultanément résolu la question de la distribution et de la consommation — erreur qu'a commise l'économie classique des anciens jusqu'aux modernes (8). Il existe donc un problème de la production, et il a été déjà suffisamment étudié par les classiques. Mais il existe un problème de la consommation, distinct du premier, qui n'a pas été résolu par l'économie classique. Les biens ne s'échangent pas directement contre des biens, mais il y a un échange de biens = monnaie et ensuite de monnaie = biens, et ce décalage suffirait déjà à créer une disparité entre le pouvoir d'achat et les produits offerts sur le marché. Un bien écoulé sur le marché n'a pas encore par là acheté son bien correspondant. Il y a un décalage de temps entre les deux opérations qui peut être plus ou moins prolongé, et qui suffit à créer un manque de pouvoir d'achat à un moment donné (9). Ainsi le germe des perturbations se trouve déjà dans l'emploi de la monnaie comme moyen d'échange. La monnaie par elle-même signifie déjà un pouvoir d'achat retardé. Les biens arrivent avant les moyens d'achat. En pratique, ce sont d'abord les moyens d'achat qui se déversent sur le marché, car les salaires, traitements, etc... sont aussitôt distribués. L'afflux des biens produits suit à une certaine distance le déboursement du pouvoir d'achat. Et il le surpasse car ils contiennent non seulement la valeur distribuée dans les salaires, traitements, etc..., mais aussi les profits, qui ne sont distribués que tardivement et pour une fraction seulement (v. plus bas 5°). A

(8) *The road to plenty*, pp. 50, 81, 180, 130.

(9) *Money*, p. 330. — *Profits*, pp. 230/31.

l'inflation du début succède la déflation. La forme monétaire de l'économie moderne engendre donc les mouvements ascendants et descendants du cycle (10).

Mais même s'il n'existait point de décalage visible entre l'emploi de la monnaie pour la vente d'un bien et l'achat de son équivalent, des perturbations seraient possibles, car la monnaie ne doit pas forcément représenter un pouvoir d'achat actuel = pouvoir d'achat futur. Elle peut ne représenter aucun bien, ni aucun service offerts, ce qui est le cas, par exemple dans l'émission de monnaie de papier fiduciaire (11).

Pour résumer, c'est la monnaie, par sa quantité et sa vitesse de circulation, qui est la cause des oscillations cycliques (12). C'est en influant sur sa valeur que l'on prendra la maîtrise sur ces mouvements eux-mêmes (13).

3° — Nous avons dit, avec Foster-Catchings que la monnaie, comme pouvoir d'achat, engendrait les fluctuations cycliques. En effet, c'est essentiellement comme pouvoir d'achat retardé entre les mains des *consommateurs* que la monnaie crée les perturbations que nous appelons crises périodiques de surproduction. Il faut s'arrêter ici sur ce rôle joué par la consommation dans le développement de l'économie. Foster-Catchings lui attachent une importance primordiale, et si l'on peut dire unique. Dans aucune des

(10) Ce que les auteurs appellent « the ups and downs of business » (*Profits*, pp. 5, 118, etc...).

(11) *Money*, pp. 240/1.

(12) *Money*, pp. 315/7, 331.

(13) *Money*, pp. 357/365. — Les auteurs attribuent une telle importance au phénomène monétaire qu'ils en arrivent à louer les conceptions des anciens mercantilistes, (*The road to plenty*, p. 181).

théories que nous analysons ici, le rôle essentiel de la consommation (« finale »), n'est défini avec autant de vigueur et de netteté. « C'est l'acheteur et non le vendeur qui a le dernier mot en matière de prix » (14). « La monnaie dépensée pour les produits destinés à la consommation représente la force qui meut tous les ressorts de l'économie » (15). « Comme le but de toute activité économique est la consommation, la production est déterminée par la distribution et la distribution par l'afflux de la monnaie sur le marché des consommateurs » (16). Et ainsi tout au long de leurs exposés... (17). Tous les mouvements du cycle sont conditionnés par les changements sur le marché de la consommation. Et c'est le pouvoir d'achat des consommateurs finaux qui a besoin d'être soutenu pour permettre à toute la machine économique de fonctionner sans accrocs (18). Par leurs caprices journaliers ou saisonniers, par le jeu de la mode ou des changements de goût, les consommateurs provoquent des oscillations continues (19) ; cela grâce à la forme *monétaire* de leur pouvoir d'achat, qui leur permet une liberté quasi-complète quant au choix de l'objet, du lieu et du temps de leurs achats. Mais ces crises sont partielles et de moindre envergure, et leur importance

(14) *Money*, p. 197. V. aussi pp. 227/280. — *Profits*, p. 61.

(15) *Profits*, p. 37.

(16) *Profits*, p. 57.

(17) *Money*, pp. 190, 191, 245, 277/80, 287, etc... — *Profits*, pp. 61, 65, 104, 149, 169/79, 224/5, 234, 371, etc... *The dilemma of thrift*, pp. 7/8. — *The road to plenty*, pp. 66, 70, 72, 164, etc...

(18) *Profits*, pp. 251/6. — *The road to plenty*, pp. 169/70.

(19) *Money*, p. 287.

(20) *Profits*, p. 59. — De même que quant au choix entre l'achat, la thésaurisation ou l'investissement (*Money*, p. 291). — C'est ce que les auteurs appellent les « dollars-votes » (*Profits*, p. 190). [Cf. C.-H. DOUGLAS]. V. aussi : *The road to plenty*, p. 173.

ne doit pas être exagérée, vu que la consommation est très conservatrice (21). Les vraies crises, celles qui causent les grandes perturbations périodiques, sont celles qui proviennent non des changements dans l'emploi de la monnaie, mais de son manque entre les mains des consommateurs (22). Périodiquement, en effet, le développement économique est arrêté par un manque visible de pouvoir d'achat des consommateurs finaux. Ce n'est plus un retard, c'est un manque absolu. Les phases de prospérité semblent toujours arrêtés par une insuffisance de crédit (23). Si le caractère monétaire de l'économie est suffisant pour engendrer des mouvements ondulatoires, les « ups and downs », les crises elles-mêmes proviennent d'un manque absolu à un moment donné de pouvoir d'achat sur le marché des objets de consommation. C'est de la consommation finale que partent les mouvements du cycle. Il est vrai qu'extérieurement les mouvements d'arrêt peut partir des industries de moyens de production et c'est parce que les capitalistes appréhendent la dépression (baisse de la marge de profit !) qu'ils arrêtent la production avant le vrai symptôme (24). Cela pourtant ne change rien à l'affirmation : que c'est le marché de consommation qui est le pivot autour duquel tourne le mécanisme de toute l'économie. Et par marché

(21) *Money*, p. 288 (Cf. HOBSON). — V. aussi : *The road to plenty*, p. 175.

(22) *Profits*, p. 149.

(23) « Ainsi une période d'essor est acculée à une impasse parce que l'économie n'est pas financée de façon à mettre entre les mains des consommateurs une quantité de monnaie suffisante à acheter aux prix courants tout ce qui est offert sur les marchés » (*Money*, p. 248). — *Profits*, p. 230, 234.

(24) *Profits*, pp. 366/372. — *The dilemma of thrift*, p. 13. — V. la critique inexacte de H. Gottschalk, *Die Kaufkraftlehre*, p. 40, etc...

de consommation il faut entendre le marché des produits prêts pour la consommation courante des individus (25).

4° — Nous avons dit que le caractère monétaire de l'économie moderne expliquait par lui-même les oscillations périodiques, dues au décalage entre les salaires, traitements, etc.. et les produits d'une part (inflation), et les produits et la distribution des dividendes d'autre part (déflation). Pour expliquer la dépression il y aurait donc déjà le *retard* dans la distribution des dividendes qui ferait fonction de manque de pouvoir d'achat. Mais cette explication n'est qu'une explication partielle et Foster-Catchings ne se contentent pas d'elle (26). Il faut chercher plus loin les causes d'une pénurie absolue du pouvoir d'achat : ces causes résident dans l'épargne ; celle des sociétés, de même que celle des individus. « L'obstacle principal réside dans le fait que les consommateurs ne reçoivent pas actuellement l'argent nécessaire. Il y a deux causes à cette défaillance des revenus des consommateurs : les sociétés doivent épargner et les individus doivent épargner » (27). Voilà les raisons essentielles de la survenance périodique des crises. Toute la démonstration de Foster-Catchings se ramène au fond à cette constatation de la nécessité pour les entreprises, aussi bien que pour les individus, d'épargner. Et

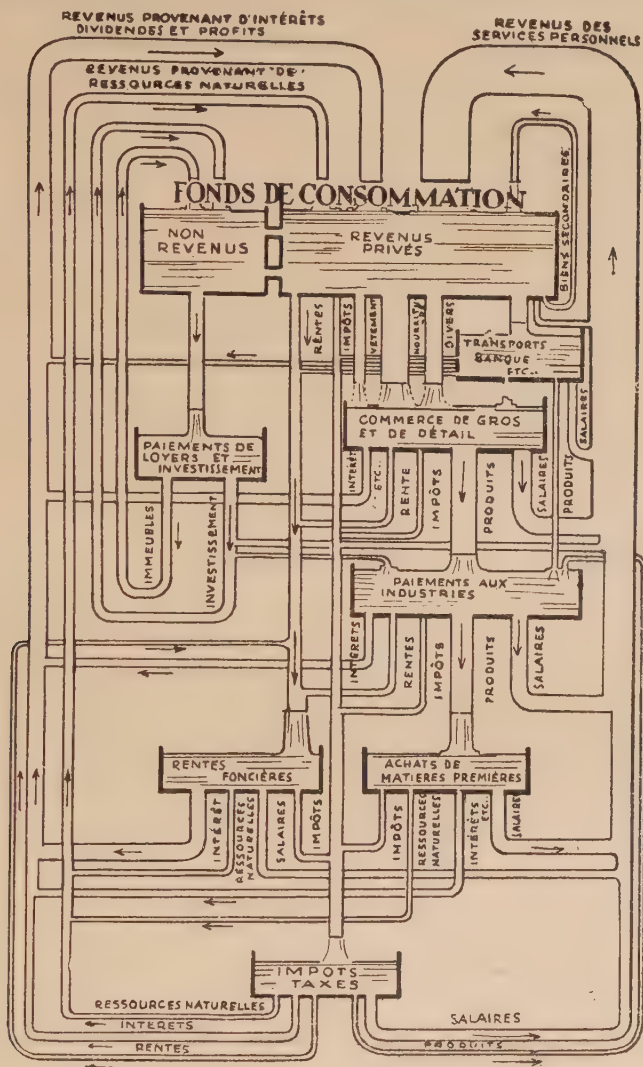
(25) Cette définition très nette de la consommation est troublée parfois par des phrases équivoques. Ainsi celle-ci : « offre = tout ce qui est offert en échange de dollars, le total des biens et des *services* des consommateurs » (*The road to plenty*, p. 131).

(26) Tandis que M. Lescure semble vouloir résumer leur théorie dans cette seule explication (V. *Des crises générales et périodiques de surproduction*, note p. 416. Ed. 1932).

(27) *The dilemma of thrift*, p. 10.

PLANCHE II

Le circuit économique représenté par Foster-Catchings : Money p. 305.



par épargne ils ont, malgré leur critique des classiques, en vue la conception classique d'une consommation différée. Le fait même de l'épargne, c'est-à-dire du manque d'emploi immédiat d'un pouvoir d'achat déterminé crée déjà un état de surproduction, qui n'est que l'autre aspect de la sous-consommation (28). Dès qu'une société ou un individu mettent de côté un pouvoir d'achat destiné à des objets venus sur le marché (objets de consommation courante !), il y a déjà sous-consommation. La sous-consommation équivaut donc à un *retard* dans l'emploi du pouvoir d'achat (29). Si cette épargne est employée à des fins de production c'est-à-dire, si elle est investie, il y aura alors une véritable surproduction. Un même pouvoir d'achat aura servi deux (ou plusieurs) fois à produire des biens alors qu'il ne s'emploiera qu'une seule fois à les acheter. La similitude entre les théories de Foster-Catchings et de P. W. Martin est ici frappante, et elle ressort nettement de cette partie de leur exposé (30). Wesley C. Mitchell n'a du reste pas manqué de le faire ressortir dans une de ses études les plus récentes (31). Cependant, il existe une différence très importante entre la conception de Foster-Catchings et celle de P. W. Martin. Chez les premiers, les objets « finis » sont ceux destinés à la consommation des individus ; chez Martin ils englobent aussi les produits destinés à la consommation reproductive (ainsi que les services

(28) *Profits*, p. 401. — V. aussi *The road to plenty*, pp. 57, 60/61.

(29) *Profits*, pp. 364/6.

(30) V. surtout : *Profits*, p.. 266, 269, 274, 277, 279, 281, 303, 353. — *The dilemma of thrift*, p. 14.

(31) W. C. MITCHELL : Business Cycles dans « *Encyclopædia of the Social Sciences* » T. I, p. 99. — V. aussi : A. H. HANSEN : *Business cycle theory*, p. 60.

finaux). Le marché de Foster-Catchings c'est le marché de la consommation pure et simple ; celui de P. W. Martin est plus large, il englobe en plus les objets finis employés par les entreprises comme matériel de production ; et encore les services définitifs. Pour Foster-Catchings l'achat de machines, par exemple, est un « court-circuit », c'est-à-dire un double emploi de la monnaie (32) ; pour P. W. Martin, cela représente un emploi définitif du pouvoir d'achat. Aussi, pour Foster-Catchings l'insuffisance de pouvoir d'achat se manifeste-t-elle exclusivement chez les consommateurs (33), tandis que pour P. W. Martin elle existe chez les sociétés aussi bien que chez les individus. Pour Foster-Catchings il faut suffisamment « consommer » ; pour P. W. Martin, il faut suffisamment « acheter » (34).

5°. — Ainsi, le problème fondamental réside dans l'épargne. Foster-Catchings accordent de nombreux chapitres à l'analyse de l'épargne (surtout aux Etats-Unis). Ils arrivent à ces conclusions sommaires : l'épargne absorbe jusqu'à 55 % du revenu global (du moins des sociétés) (35) ; sociétés et individus contribuent à des parts sensiblement égales (donc 1/2) (36) ; les sociétés ne distribuent que 50 % des gains sous forme de dividendes (37). Ainsi, il y a généralement une moitié des profits qui ne s'emploie jamais

(32) V. *Profits*, pp. 284/5 et 293.

(33) *Profits*, pp. 234 et 256. — *The road to plenty*, pp. 106, 164.

(34) Inutile de dire que la conception de P. W. MARTIN, comme plus large, est aussi plus complète.

(35) *Profits*, p. 265.

(36) *Profits*, p. 282. — Quoique les salaires constituent 60-70 % du revenu social global, tandis que les dividendes un peu au-dessus de 10 %. (V. *Profits*, p. 150/152).

(37) *Profits*, pp. 142 399. — *The dilemma of thrift*, p. 11. —

comme pouvoir d'achat (38). D'autre part, les individus épargnent aussi et par là écartent une autre partie du pouvoir d'achat. Ainsi est créée une impossibilité d'écouler *tout de suite et aux prix courants* la production des biens de consommation (39). De là découleront tous les maux : baisse des prix, ralentissement de l'activité, chômage, etc... « La défaillance du pouvoir d'achat destiné à la consommation courante est la cause principale du chômage » (40).

Cette défaillance du pouvoir d'achat est-elle compensée par d'autres facteurs ? Les facilités de crédit ne servent pas à guérir le mal, car dans l'organisation actuelle du système bancaire, le crédit va surtout à la production et ne contribue qu'à accentuer la disparité déjà existante (41). Les dépenses publiques n'offrent non plus aucune compensation, car elles n'augmentent pas le pouvoir d'achat — elles n'en opèrent que le transfert. L'Etat prend aux consommateurs une partie de leurs revenus et les dépense à leur place, c'est tout. Il n'y a pas d'addition de pouvoir d'achat (42). L'exportation du surplus créé ainsi n'est pas une solution non plus ; les Etats se livrent une concurrence acharnée pour l'accaparement des marchés, et de là découlent toutes les guerres modernes (43). La baisse des prix c'est le remède classique employé jusqu'à présent,

(38) Du moins selon la conception de FOSTER-CATCHINGS. v. plus haut 4°.

(39) *Profits*, p. 400.

(40) *Profits*, p. 234. — V. aussi pp. 238, 244, 321 et autres.

(41) *The road to plenty*, p. 72. — V. *Profits*, pp. 328 et 292/3 : plus de la moitié des dépôts dans les banques servent aux fins de production.

(42) *Profits*, pp. 338, 401. — *The dilemma of thrift*, p. 16. —

(43) *Profits*, pp. 354, 404. — *The dilemma of thrift*, p. 16. — « Le commerce international est la cause des guerres » (*The road to plenty*, p. 146).

et qui a toujours amené les crises profondes du système. Une baisse des prix résorbée *rapidement* pourrait, théoriquement, remédier à la situation. Mais le mal c'est que, précisément, elle ne peut être résorbée assez rapidement, elle se communique de branche en branche, elle se généralise (44). Elle est aggravée par le facteur psychologique qui accentue les oscillations cycliques : lorsque les prix montent, les acheteurs s'empressent d'acheter ; de même lorsque les prix baissent, les acheteurs s'abstiennent (45). La baisse des prix n'est pas le remède : c'est le mal lui-même. N'insistons plus. Il y a aussi la destruction des stocks, remède lamentable employé par les capitalistes pour soutenir les prix. N'insistons pas non plus (46). Mais ne pourrait-on pas remédier à cet état des choses par une distribution plus équitable des revenus, comme le désirerait J. A. Hobson ? Foster-Catchings sont catégoriques sur ce point aussi : une redistribution des revenus ne tuerait point le mal, le pouvoir d'achat ne serait pas agrandi (47). Le problème n'est pas de chercher plus d'égalité, mais une plus forte production (48). Ce n'est pas l'inégalité des revenus qui pousse à l'épargne, celle-ci se développe « par nécessité ». Foster-Catchings semblent admettre un développement quasi-automatique de l'épargne, tout comme J. A. Hobson ou L. Laurat (49). Enfin toutes les autres mesures (assurances sociales, hauts salaires, etc...) ne peuvent servir efficacement

(44) *Profits*, p. 304. — *The dilemma of thrift*, pp. 15/16.

(45) *Money*, pp. 245/6, 356. — *The road to plenty*, p. 55.

(46) *Profits*, p. 404.

(47) *Profits*, pp. 245, 356.

(48) *Profits*, p. 358. — Cf. G. SOLMSSEM, *Die Zukunft des Kapitalismus*, 1932. — *The road to plenty*, p. 64. — Cf. H. G. MOULTON.

(49) *The road to plenty*, p. 104.

non plus, vu qu'elles ne contribuent pas à augmenter le pouvoir d'achat global (50). Le seul véritable moyen d'y parvenir sont les deux voies qui nous restent et dont nous allons tout de suite parler, à savoir : le crédit à la consommation et l'augmentation de la quantité de monnaie.

6° — Restent donc comme remèdes possibles : le crédit à la consommation et l'augmentation de la quantité de monnaie. Au fond l'argument se résoudra à cette dernière mesure. Le crédit à la consommation ne peut, en effet, servir que temporairement. Tôt ou tard le remboursement viendra et la situation n'en sera que plus flagrante. Dans le passé, les progrès que nous voyons ont été réalisés grâce aux nombreuses inventions et innovations (qui ont créé pour un temps prolongé une inflation de pouvoir d'achat, salaires, traitements, etc...), en second lieu grâce au développement du crédit à la consommation, enfin et surtout à l'aide d'une augmentation formidable des stocks monétaires (51). L'impulsion venant des innovations cessera probablement dans un avenir rapproché (52). L'emploi du crédit à la consommation est forcément limité. C'est la quantité de monnaie et sa circulation qu'il faudra approprier. La théorie de Foster-Catchings est et restera dans tous ses détails une théorie essentiellement monétaire.

Les auteurs appellent l'économie capitaliste *the money and profit economy*. Au fond c'est surtout à une économie monétaire qu'ils pensent. Ils disent en effet, que les pertur-

(50) *Profits*, p. 406.

(51) *Profits*, pp. 411/413. — *The road to plenty*, p. 99.

(52) *Profits*, p. 413.

bations sont occasionnées par les changements dans la circulation monétaire, sans quoi il n'y aurait pas de cycles (54). Et ces changements eux-mêmes dépendent de trois choses : de l'épargne, des profits et de la quantité de monnaie (55).

Nous avons précédemment exposé leur analyse de l'épargne. Sa condition essentielle réside dans l'emploi de la monnaie. L'épargne est rendue possible par l'aspect monétaire de l'économie. De plus, le processus de l'épargne apparaît lui-même comme un phénomène essentiellement monétaire, un phénomène de circulation : toute épargne équivaut à un retard dans la circulation, tout investissement est un circuit différé de la monnaie (56). Le phénomène de l'épargne se résout donc en une question de *direction* et de *vitesse* de la circulation de la monnaie (57).

Il en est de même du profit. « Le profit est la récompense du risque » (58). Le risque dérive de l'incertitude et celle-ci a ses causes dans les changements de la consommation et les fluctuations de la valeur de la monnaie. Les changements de la consommation sont eux-mêmes dérivés du caractère monétaire de l'économie : les consommateurs peuvent en effet choisir de plein gré l'achat, l'épargne ou la thésaurisation, et dans l'achat ils peuvent délibérément opter pour tel objet, tel lieu et telle époque (59). Tous ces

(54) *Profits*, p. 257.

(55) *Profits*, p. 259.

(56) « Plus grande est la part du revenu dépensé en proportion de celui investi, plus rapide est le circuit de la monnaie ». (*Profits*, p. 384).

(57) Les auteurs ont calculé qu'aux Etats-Unis, en 1909, sur 20 dollars dépensés, il y avait un seul dollar destiné à la vraie consommation (*V. Money*, p. 312).

(58) *Profits*, p. 46.

(59) *Profits*, p. 59.

éléments conditionnent le risque et élèvent le coût de production (60). Ce sont ces coûts de production élevés qui créent le profit et non inversement (61). Ainsi les éléments mêmes du profit résident dans la monnaie. Foster-Catchings le disent du reste : c'est la monnaie (surtout ses changements de valeur) qui influent sur les profits (inflation = croissance des profits, déflation = décroissance des profits) (62).

Ainsi dépouillés, les phénomènes de l'épargne et du profit sont ramenés à des phénomènes quantitatifs-qualitatifs de la monnaie. C'est la quantité de monnaie et sa circulation qu'il faut régler. La cause essentielle de tous les maux sera par là écartée (63).

7° — « La prospérité durable des affaires dépend par-dessus tout d'un afflux adéquat de la monnaie entre les mains des consommateurs » (64). Tel est le problème. Les classiques avaient résolu le problème du financement de la production ; l'économie moderne doit résoudre la question du financement de la consommation (65). Cette question est, somme toute, assez simple, disent Foster-Catchings. Il faut augmenter la quantité de monnaie entre les mains des consommateurs chaque fois que le moindre signe d'une défaillance fait apparition. Les meilleurs indices seront à cet effet, l'indice des prix (= des objets de consommation

(60) *Profits*, pp. 65, 68.

(61) « *In the main, the profiteers did not make the Right prices ; the high prices made the profiteers* » (*Profits*, p. 207).

(62) *Profits*, pp. 86/7.

(63) *Profits*, p. 404.

(64) *Profits*, p. 37.

(65) *The road to plenty*, p. 72. — *The dilemma of thrift*, pp. 20/21.

définitive (66) et l'indice de la production (67). Ailleurs, ils avaient préconisé l'indice de la circulation et des échanges plutôt que l'indice de la production (68). L'injection de nouveau pouvoir d'achat se fera par l'entreprise des travaux publics et par la création des facilités de crédit (69). L'émission de monnaie peut s'opérer de trois façons : la frappe, la planche à papier et le crédit bancaire (70). L'attention première devra s'attacher à maintenir la proportion entre l'afflux de la monnaie dans la production et son afflux vers la consommation (71). Le volume de la monnaie devra être augmenté à un taux accéléré en proportion de la hausse des prix (72).

(66) *The road to plenty*, p. 106.

(67) *Money*, p. 365.

(68) *Money*, p. 114. — V. aussi W. T. FOSTER : *Edison-Ford Commodity money*, 1922. p. 11.

(69) *The road to plenty*, p. 105.

(70) *Profits*, p. 313.

(71) *Profits*, p. 317.

(72) *Profits*, p. 310. — *The road to plenty*, pp. 78/79.

CHAPITRE III

JOHN A. HOBSON

John A. Hobson est le plus vieux des théoriciens modernes de la sous-consommation. On l'appelle de droit le « père » de la théorie de la sous-consommation. Ses idées étaient déjà bien connues avant la guerre. Déjà en 1889 il publia avec la collaboration d'un industriel anglais, Mummery, un livre (*La Physiologie de l'économie*), pour lequel J. M. Keynes a dit qu'il a fait époque. Il avait donc précédé la publication du livre III du « *Capital* ». Spiethoff le cite (*The problem of the unemployed*, 1896) à côté de Marx comme l'une des grandes dates des théories de la sous-consommation. Aussi ne l'aurions-nous pas compté parmi les théoriciens « modernes », s'il n'avait repris ses idées après la Guerre mondiale, les défendant avec une nouvelle vigueur dans de nombreuses études, dont la dernière est actuellement sous presse. — Hobson est un écrivain très sobre et très modéré, il est presque dans la tradition classique. C'est un des rares économistes anglo-saxons qui connaissent bien Marx ; il est du reste très marxiste dans ses conceptions. Il est non seulement le père des théories modernes de la sous-consommation, il est en même temps le lien spirituel qui unit les courants continentaux aux doctrines anglo-saxonnes. — Hobson a pris une part active au mouvement labouriste anglais.

1. Conception organique. — 2. Sous-consommation et surcapitalisation. — 3. La disproportionnalité. — 4. La répartition inégale des revenus. — 5. La notion du surplus. — 6. Rôle des marchands en gros. — 7. Chômage et potentiel de production. — 8. Facteurs de redressement.
-

1° John A. Hobson considère que les « dépressions » ou « maladies » sont intimement liées à la structure même du système capitaliste, et il conçoit ce système d'une façon organique (1), en parlant toujours de la « société », du « système » économique (2). Un de ses ouvrages fondamentaux porte le titre *The Industrial System*, et dans la préface de cet ouvrage il est question, d'une « peinture fidèle de la société industrielle d'aujourd'hui conçue comme un tout organique ». Cependant, il faut tout de suite faire cette remarque que pour Hobson les crises sont des anomalies, elles ne sont pas nécessaires, mais dans le fonctionnement actuel du système, elles sont inévitables, car le système est vicié par l'existence du surplus qui est employé contrairement aux lois d'une saine économie. Du reste Hobson mentionne rarement le terme crises, il emploie surtout les expressions de « dépression », « congestions », « stoppages »... Les crises sont les points d'intersection des cycles, ce sont les phases dans lesquelles est amorcée la chute des prix par un rétrécissement de l'activité des commerçants et des banquiers (3). Les crises n'apparaissent pas chez Hobson comme des catastrophes, tout au plus sont-elles des passages brusqués et généralisés de

(1) V. p. ex. *The Industrial System*, pp. 120, 147 et autres... pp. 312-334 «... The organic interaction which we have traced throughout the industrial system », p. 174. — V. aussi : *The evolution of modern capitalism*, p. 27. — *The problem of the unemployed*, pp. 82, 85/7.

(2) V. aussi : *The evolution of modern capitalism*, pp. 273-317 et autres. — *The economies of unemployment*, pp. 10 et autres. — *From Capitalism to Socialism*, p. 36.

(3) *The industrial system*, pp. 299, 300, 301. — *From Capitalism to Socialism*, p. 17.

la prospérité à la dépression (4). Le développement par cycles est inhérent à la société capitaliste, avec sa répartition inégale des revenus, qui crée une rupture latente entre l'accumulation et la consommation, la première dépassant la seconde dans la prospérité, puis se laissant dépasser par elle dans la dépression (5).

Ici, il faut faire cette remarque que Hobson semble admettre le même caractère organique du développement capitaliste que Lederer : il parle, en effet, de la relation entre le mouvement des salaires (cf. Lederer : revenus fixes) et celui des profits comme déterminant les phases ondulatoires du cycle économique (6). Cependant, cette relation entre le mouvement des revenus salariés et celui des profits capitalistes, n'a pas chez Hobson la signification fondamentale qu'elle représente chez Lederer. Hobson dit, en effet, qu'un rajustement entre les profits et les salaires, créant leur développement parallèle, n'empêcherait tout de même pas la survenance des cycles dans la société capitaliste ; elle en amoindrirait tout au plus l'effet (7). Et même, le rajustement de la proportion accumulation/consommation n'empêcherait pas les crises, qui pourraient

(4) V. *Rationalisation and unemployment*, pp. 132/133. — *The economics of unemployment*, pp. 51-57.

(5) V. *The evolution of modern capitalism*, pp. 307/8. — *The economics of unemployment*, p. 141.

(6) V. *The economics of unemployment*, p. 69.

(7) « The removal of the wage-lag would thus certainly reduce the fluctuation, by making the recovery of trade more gradual and preventing the level of prices rising so high »... Un peu plus loin « ... that glut would be smaller and the depression would be shallower ». (*The economics of unemployment*, p. 71).

survenir par suite de mauvaises récoltes, du développement excessif de certaines branches, etc,... (8).

2° Admettre l'organicité des crises, c'est au fond accepter aussi leur périodicité. Hobson l'admet expressément ; il parle du « retour continuél de cycles de grave dépression » (9), dans les industries des grands pays. La société capitaliste se développe par phases alternatives et périodiques de progrès et de régression, qui sont intimement liées à sa structure actuelle c'est-à-dire, à l'inégale répartition des revenus. Celle-ci engendre la sous-consommation (voir plus bas), et celle-ci fait apparaître une surcapitalisation qui contraint les capitaines de l'industrie à restreindre la production, ce qui se répercute sur tout l'organisme économique ; aussi la dépression devient générale. L'ère de surcapitalisation et surproduction fait place à l'ère de l'insuffisance de l'épargne et de la sous-production, jusqu'au jour où la proportion entre le développement de l'augmentation de l'épargne et celui de l'augmentation de la consommation est rétablie, et l'organisme reprend sa marche en avant. Et la répartition inégale des revenus, amenant de nouveau une épargne progressivement trop forte et une sous-consommation croissante reproduit bientôt un nouvel arrêt, etc.. Le cycle se renouvelle ainsi périodiquement, mû par les déplacements de la proportion épargne/consommation (10). Hobson n'accepte pas les ex-

(8) *The economics of unemployment*, p. 75. — *Rationalisation and unemployment*, p. 36.

(9) V. *Rationalisation and unemployment*, p. 117. — V. *The economics of unemployment*, p. 115. — *The problem of the unemployed*, pp. 79/80. — *From Capitalism to Socialism*, pp. 44, 52.

(10) *Rationalisation and unemployment*, pp. 132/134. — *The economics of unemployment*, p. 141. — *The industrial system*, pp. 305/6.

plications qui font dériver les crises des mauvaises récoltes ou du progrès de la rationalisation, encore moins admet-il la rupture de proportion entre les diverses branches comme explication de la généralité des crises (11). De même, comme les autres théoriciens de la sous-consommation, il est hostile aux explications monétaires et bancaires des dépressions économiques (12).

On ne voit pas chez Hobson, quelle durée il accorde aux intervalles cycliques. Certaines mentions (13) ne peuvent pas être tenues pour des données définitives.

Il faut aussi, par acquit de conscience, noter qu'en certaines occasions, Hobson a exprimé des doutes au sujet de la périodicité et de la régularité des crises (14).

3° — « Les crises, dit Hobson, proviennent de la rupture de proportion entre l'épargne (c'est-à-dire l'accumulation) et la consommation ». Dans chaque société, il existe, à une époque déterminée, une proportion nécessaire entre l'augmentation de la production et celle de la consommation (15). C'est la rupture de cette proportion qui occasionne les crises. Lorsqu'une société épargne trop, comme

employment by misapplication of capital and labour as between trade and trade, too much being put into some trades, too little into others — the miscalculation of investors. For the characteristic feature of a full trade depression is its general character » (*The industrial system*, p. 292). V. *Rationalisation and unemployment*, p. 73. — *The evolution of modern capitalism*, pp. 275-277.

(12) *Rationalisation and unemployment*, pp. 129/131. — *The industrial system*, p. 272. — *From Capitalism to Socialism*, pp. 14/15.

(13) *The evolution of modern capitalism*, p. 303.

(14) « Indeed, the whole notion of periodicity may plausibly be challenged. For there is very little regularity either in the intervals or the general shape of trades curves » (Introduction au livre de A. H. ABBATI : *The Unclaimed Wealth*, 1924, p. 9).

(15) *The industrial system*, pp. 40-42.

la nôtre, elle crée une production exagérée de moyens de production, dont les prix baissent, et une consommation insuffisante d'objets de consommation, dont les prix baissent aussi (16). C'est donc une disproportion que crée la tendance à l'épargne excessive, et cette disproportion peut être exprimée par un manque de parallélisme dans le développement des deux grandes branches de production, celle des objets de consommation et celle des moyens de production (17). Présentée ainsi cette théorie apparaît donc comme une théorie de la disproportionnalité, et elle s'apparente facilement aux théories de la disproportionnalité proprement dites, c'est-à-dire celles qui attribuent les crises périodiques à des défauts de direction du capital et des différents facteurs de production. Du reste, par un raisonnement détourné, Hobson arrive à une conclusion semblable. Il considère qu'une société ne peut pas épargner indéfiniment (car l'épargne, doit selon lui, résulter tôt ou tard en une production d'objets finis qu'il s'agit d'écouler, ensuite, il est difficile de prévoir les modes de production et de consommation futurs d'une façon exacte, enfin il y a des formes de production qui ne sont pas susceptibles d'être épargnées), mais il admet que le processus interne de l'épargne, c'est-à-dire de l'accumulation, peut se développer et se développe énormément de façon à « ajourner » de plus en plus les phases ultimes du cycle de production, c'est-à-dire la consommation, l'emploi, la jouissance des

(16) *The economics of unemployment*, p. 38. — *From Capitalism to Socialism*, p. 16.

(17) *The industrial system*, pp. 52-55. — *The evolution of modern capitalism*, pp. 304-305. — *The physiology of industry*, pp. 109-110.

biens (18), et cet ajournement indéfini du but final, de la consommation, ne ressemble-t-il pas à une rupture dans le temps, comme la mauvaise direction du capital est une rupture actuelle dans l'espace ? Écoutons Hobson lui-même : « Mais si cette perte provenant de la mauvaise direction dans l'emploi du capital à une époque donnée est admise comme un phénomène naturel, pourquoi n'admettrait-on pas une erreur de direction générale et non pas d'une branche à l'autre et qui surviendrait d'une époque à une autre ? » (19). En d'autres termes, il existe une parenté évidente entre une erreur de direction de temps et une erreur de direction de lieu dans l'emploi du capital. La théorie de la surproduction rejoint donc une fois de plus celle de la disproportionnalité. Il est vrai, une distinction très fine, mais très importante continue à exister entre les deux : dans la première, la rupture doit nécessairement survenir, du moins est-elle nécessairement conditionnée dans l'état actuel des choses ; dans la seconde, au contraire, la rupture de proportion apparaît comme plutôt accidentelle, du moins n'est-elle pas nécessaire, inévitable, liée à la structure même du système.

(18) « The final link in a chain of economic processes ». (*The economics of unempl.*, p. 38). — Et il a même conçu cet « ajournement » comme indéfini : « The desire to save may lead individuals to increase their rate of production indefinitely beyond the desire for present or immediately future consumption ». (*The physiology of industry*, p. 104). — *The problem of the unemployed*, p. 95.

(19) *The evolution of modern capitalism*, p. 307. — Du reste, beaucoup d'auteurs considèrent la théorie de Hobson comme une simple théorie de la disproportionnalité. V. p. ex : P. W. MARTIN : *The limited market*, p. 178 ; P. W. MARTIN : *The problem of maintaining purchasing power*, pp. 11, 141, 171 ; H. G. MOULTON : *The formation of capital*, pp. 173, 176 ; C. H. DOUGLAS : *Social credit*, pp. 82-91 ; FOSTER-CATCHINGS : *Money*, pp. 332-339-346 ; FOSTER-CATCHINGS : *Profits*, pp. 321, 356/7.

L'on remarque chez Hobson qu'il considère le développement de l'épargne comme nécessairement, automatiquement excessif (20), et l'on trouve une réfutation de l'automatisme de correction dans les faits suivants qu'il considère comme prouvés : la chute du taux d'intérêt ne s'opère que pour une fraction du capital très petite en comparaison de celui qui est déjà engagé dans la production, ensuite les mouvements du taux d'intérêt ne sont eux-mêmes pas les moteurs essentiels des mouvements de l'épargne (21). Ces deux affirmations, pourtant, sont très sujettes à discussion.

Il faut faire ici cette remarque que cette rupture de proportion dont il est question est pour Hobson surtout une rupture entre le pouvoir de consommation et le *potentiel* de production (22). Cela correspond, du reste, à son exposé des faits, car Hobson insiste sur l'apparition d'un arrêt des machines, etc... avant que la surproduction véritable soit apparue. Les capitalistes pressentent la sous-consommation et arrêtent le flot à temps, ils transforment la surproduction en sous-production (23). La dépression

(20) *The evolution of modern capitalism*, pp. 307/8.

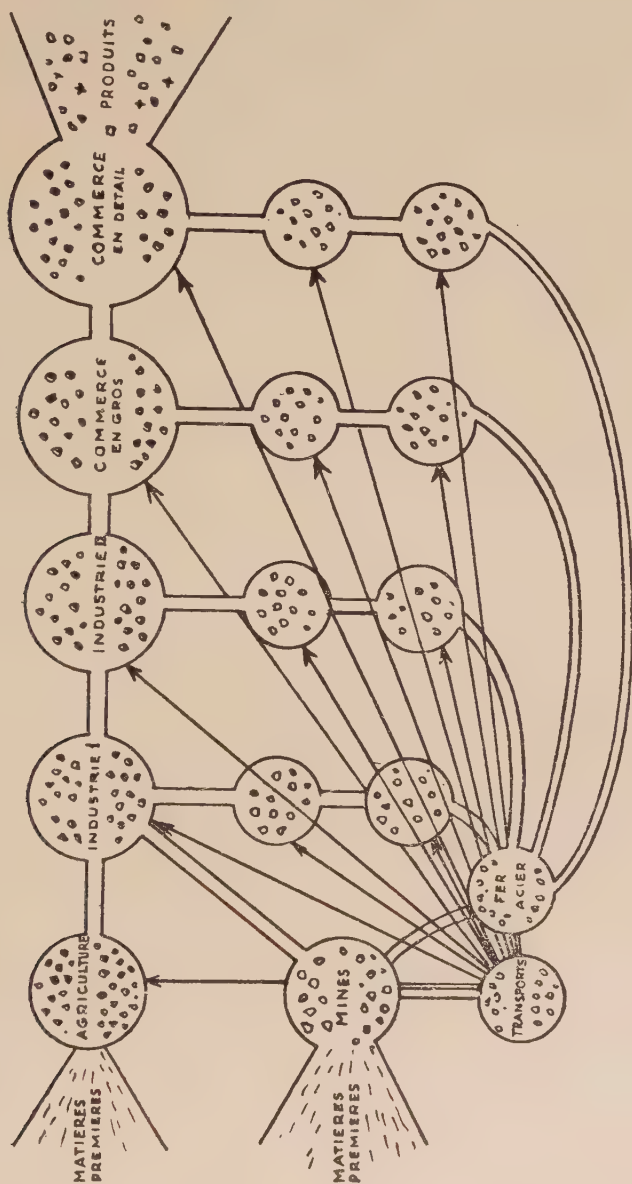
(21) *The evolution of modern capitalism*, pp. 307/8. — V. *The economics of unemployment*, pp. 51-53. — *The industrial system*, p. 296. — *The physiology of industry*, pp. 130/1. (Il parle ici seulement du « taux du profit »). — Il affirme que ce sont les revenus eux-mêmes qui déterminent l'épargne, et non le taux d'intérêt. (V. *From Capitalism to Socialism*, pp. 29/31).

(22) « The rise in wages must keep pace with the rise, not in production, but in productive power, if the balance is to be maintained ». (*Rationalisation and unempl.*, p. 76). V. aussi : *The industrial system*, p. 301.

(23) *The evolution of modern capitalism*, pp. 275 et 285. — *The problem of the unemployed*, pp. 60/61, 97. — V. explication par la concurrence dans : *The physiology of industry*, pp. 112/116.

PLANCHE III

Le processus de production représenté par J. A. Hobson : The Industrial System, p. 25.



est donc caractérisée par un manque de proportion entre la consommation et le potentiel, c'est-à-dire les possibilités de production. Il y a sous-consommation et menace de surproduction qui engendre la sous-consommation.

4° — Mais cet excès d'épargne, cette accumulation démesurée et toujours grandissante par rapport à la consommation, de quoi provient-elle ? D'une mauvaise répartition des revenus (24), répond Hobson. Les uns reçoivent trop, et par suite, épargnent trop. Les autres ne reçoivent pas assez, et, par suite, ne consomment pas assez (25). Si l'on ôtait des premiers (capitalistes) pour donner plus aux seconds (salariés), l'on rajusterait la proportion, car l'accumulation diminuerait et la consommation augmenterait. Mais cela n'occasionnerait-il pas une diminution générale de l'accumulation, de l'épargne, et par là même du progrès technique ? — Non, répond Hobson, car cela amènerait seulement une diminution du *taux* de l'épargne par rapport à la consommation, mais non pas nécessairement une diminution du volume de l'épargne (26). Au contraire, ce rajustement amenant un emploi meilleur et plus complet des facteurs de production, l'on peut s'attendre à une augmentation absolue de l'épargne concordant avec une distribution plus équitable des revenus (27). De même une

(24) Et non des « richesses », comme le dit Lescure en parlant des théories de la sous-consommation, (*Des crises générales et périodiques de surproduction*, pp. 413. Edit. 1932).

(25) *Rationalisation and unemployment*, pp. 55, 57, 62, 72/3, etc. Partout, toujours la même chose : « maldistribution of income ».

(26) *The economics of unemployment*, p. 38 — *Rationalisation and unemployment*, pp. 31-33.

(27) *The economics of unemployment*, pp. 40-41.

pareille distribution ne devrait pas forcément renchérir le loyer du capital, car le taux d'intérêt se règle sur l'épargne marginale, celle du plus petit épargnant. Dans le cas d'une meilleure distribution des revenus, l'épargnant marginal serait placé plus haut sur l'échelle sociale, car son sacrifice serait moindre (28).

L'inégalité des revenus engendre donc une accumulation excessive, en amoindrissant en même temps les chances d'un emploi rémunérateur des fonds accumulés. Il faudrait donc niveller les revenus et par là augmenter les perspectives d'emploi du capital ; ainsi serait véritablement favorisée l'épargne. Mais, si les chances d'emploi diminuent en raison directe des tendances à l'accumulation, d'où se fait-il que l'accumulation continue, qu'elle persiste même, alors que ses chances de rémunération diminuent ? Hobson nous a montré comment, suivant ses observations, la baisse du taux d'intérêt reste inopérante sur la formation des capitaux. Mais par là il n'a expliqué qu'un côté du problème, tout en laissant le principal sans solution. Car par là, il a seulement pu montrer pourquoi l'accumulation n'est pas arrêtée à temps par les régulateurs d'auto-correction. Mais s'il montre pourquoi l'accumulation ne s'arrête pas, il ne démontre pas encore pourquoi elle continue ? Pourquoi se développe-t-elle toujours plus fortement, quels sont les moteurs qui la meuvent ? S'il est vrai que le marché des objets de consommation règle le cycle de production, l'ac-

(28) Il faut noter ici une inconséquence chez Hobson, qui se sert de cet argument d'une part (*The economics of unemployment*, p. 48), tandis que de l'autre il combat la théorie du marginalisme (*The industrial system*, pp. 112-120).

cumulation doit faiblir avec la baisse du profit. Et si elle ne faiblit pas malgré la baisse du profit, les objets de consommation ne dirigent plus les mouvements du cycle. L'épargne se développe donc par elle-même. Hobson est acculé ici soit à adopter les vues d'un Tougan-Baranowsky, par exemple, soit à donner une autre interprétation des faits dans la phase de l'essor. Nous avons mentionné, il est vrai, que pour Hobson l'épargne, l'accumulation se développe d'une façon inconsciente, automatique, forcée... Il croit découvrir une sorte d'accumulation mécanique (29), qui vaut tant pour les grands que pour les revenus modiques (30). Il y a un désir, une nécessité d'épargner, sans égard au revenu qu'elle rapporte. Il y a des moments où l'épargne continuerait à croître même sans aucune rémunération et même avec rémunération de sa part (31). Il y a ensuite le conservatisme, la lenteur d'adaptation de la consommation. Dans la société moderne, les modes de production changent beaucoup plus vite que les modes de consommation (32). Enfin, il y a aussi la concurrence, les capitalistes, isolés, ne se rendent pas compte qu'en nuisant aux autres, ils se nuisent à eux-mêmes. La concurrence individuelle pousse la société capitaliste comme telle à une accumulation disproportionnée (33).

(29) *The evolution of modern capitalism*, pp. 307/8. — *The economics of unemployment*, p. 141. — *The problem of the unemployed*, p. 90-91.

(30) *The economics of unemployment*, p. 46/7. — V. aussi « There is another motive present, the desire to save. This is as real an acting motive as the desire to consume ». (*The physiology of industry*, p. 104).

(31) *The evolution of modern capitalism*, pp. 307/8.

(32) *The economics of unemployment*, pp. 33- 45, 55/6. — *The industrial system*, p. 181.

(33) *The evolution of modern capitalism*, pp. 28, 309, 316. — *The*

Telles seraient, brièvement, les causes qui pousseraient la société capitaliste à une accumulation excessive, qui ne tiendrait pas compte des possibilités d'écoulement sur le marché des objets de consommation.

5° Le développement par phases alternatives et la survenance des crises sont dus à la rupture de la proportionnalité : accumulation/consommation. Cette rupture de proportionnalité est elle-même conditionnée par l'inégalité des revenus. Mais cette condition est-elle celle de cause à effet, ou bien l'inégalité des revenus n'agit-elle qu'indirectement comme une source de convulsions périodiques ? C'est bien à cette seconde explication que se rallie Hobson — et ici nous toucherons au fond de sa théorie économique : la rupture de proportion entre l'accumulation et la consommation ne découle pas nécessairement de l'inégalité des revenus (Hobson conçoit aisément un système (34) à revenus inégaux se développant harmonieusement), elle est engendrée par l'existence du surplus, du surproduit. Qu'est-ce à dire ? Grâce à l'action conjointe de tous les facteurs de production, la société est capable de produire un excédent toujours plus grand, et cet excédent consiste en tout ce qui dépasse le strict nécessaire pour l'entretien ou l'amélioration du matériel existant (humain et non organique). Après déduction des coûts de production et d'amélioration, il reste donc un excédent du produit social qui représente le fruit économique du progrès techni-

physiology of industry, pp. 112 et suiv. — *The problem of the unemployed*, p. 86 et autres.

(34) *The economics of unemployment*, p. 70.

que (35). Cet excédent ou surplus non mérité (36) représente donc une masse flottante de richesses qui peuvent être soit consommées, soit accumulées, et qui sont accaparées par les *divers* facteurs de production suivant leur force sociale (politique, économique) à un moment donné (37). Cette force repose tantôt sur des conditions créées artificiellement, tantôt sur des avantages naturels (38).

C'est l'emploi non économique de ce surplus qui crée les convulsions périodiques de notre système. La source des crises périodiques doit être cherchée dans l'existence de cette masse de surproduit, fruit du progrès social tout entier, et qui est appropriée d'ordinaire par la classe des capitalistes (39). Et c'est l'emploi non économique de cette masse qui amène les crises : elles servent soit à stimuler le luxe et les dépenses improductives, et par là elles occasionnent des irrégularités dans la production, ou bien elles contribuent à l'accumulation excessive (40). Celle-ci est

(35) *The industrial system*, pp. 56-82. — *The economics of distribution*, pp. 295-361. — *From Capitalism to Socialism*, pp. 32-34.

(36) HOBSON l'appelle tour à tour : *unearned income*, *unearned surplus*, *unproductive surplus*, *surplus income*, *waste surplus*, *surplus price*, *scarcity price*, *excessive payments*, *forced gains*, *scarcity gains*, *differential rents*, *unappropriated surplus*, *scarcity rent*, *unearned gain*, *unearned increments*, *unearned payment*, *surplus product*, *unnecessary payment*, *surplus wealth*, *unearned elements*, *improperly digested surplus*, *unneeded income*, *surplus earnings*, *idle surplus of income*, *unearned wealth*, etc...

(37) *The industrial system*, pp. 136-144. — *From capitalism to Socialism*, pp. 24/5.

(38) *Ibid.*, p. VII et autres. — *From Capitalism to Socialism*, p. 32.

(39) Elle peut, du reste, très bien être appropriée par n'importe lequel des autres facteurs de production, suivant les conditions artificielles ou naturelles qui créent en sa faveur une situation de monopole. Hobson le souligne à plusieurs reprises. V. p. ex. : « No single factor can be regarded as the residual claimant ». (*The industrial system*, Introd. p. VII).

(40) *The industrial system*, pp. 294 et 296.

stimulée non point par la concurrence (comme chez Laurat, par exemple), mais par l'incapacité des bénéficiaires du surplus, qui sont en petit nombre, à adopter leur consommation à la croissance de leurs revenus (41). Chez Hobson, le manque d'adaptation de la consommation joue un rôle primordial dans la psychologie de l'accumulation (42). Les capitalistes ne consomment qu'une petite partie de leurs revenus grandissants parce qu'ils ne peuvent pas élargir leur mode de vie assez vite (malgré le principe de l'infinité des nécessités humaines !), et, surtout ils accumulent presque automatiquement un revenu qu'ils gagnent sans effort (43) (d'où surplus non mérité !), sans en sentir une nécessité « courante ». Les bénéfices résultant d'une répartition plus équitable des revenus seraient donc doubles : d'abord l'accumulation qu'elle créerait proviendrait non d'un surplus non mérité, dont on sous-estime la valeur et qu'on épargne presque automatiquement, mais de revenus vraiment gagnés et qui seraient épargnés dans une proportion normale vis-à-vis des sommes destinées à la consommation; ensuite les fluctuations seraient évitées et la masse d'accumulation globale serait même plus forte (quoique le taux en fût moindre) vu l'emploi plus complet et plus élargi des facteurs de production. Un surplus non mérité est donc générateur de crises, un surplus mérité établirait l'harmonie dans la production.

(41) *Ibid.* p. 295.

(42) *The economics of unemployment*, pp. 33, 45.

(43) *The industrial system*, pp. 294/295. — *The problem of the unemployed*, pp. 88/9.

6° — L'accumulation excessive signifie une restriction de la consommation, car Hobson est partisan de la conception classique suivant laquelle toute épargne signifie une consommation différée (44). Ce sont donc les prix des objets finis qui devraient commencer à baisser. Cependant d'ordinaire, ce mouvement de baisse est appréhendé par les banquiers et les commerçants (45), qui anticipent sur la baisse réelle des profits et freinent le développement ascendant. Une fois cet arrêt amorcé, le mouvement opposé est virtuellement déclenché. Si le « freinage » a été trop brusque et rapide, une crise financière et commerciale vient aggraver la crise économique (46). Les mouvements du crédit ne font qu'amplifier et exagérer les fluctuations du cycle (47).

Nous avons dit que les banquiers et les commerçants freinent le mouvement de hausse, car ils appréhendent la sous-consommation ; la baisse du taux de profit est pour eux un indice suffisant. Les produits s'écoulent de plus en plus difficilement aux prix donnés. Il y a déjà une tendance future à la baisse des prix. L'activité se ralentit, les banques rétrécissent le volume des crédits, certaines usines de moyens de production produisant trop, doivent arrêter leur production ; des ouvriers sont congédiés, le chômage se développe (48). Le pouvoir d'achat devient manifeste-

(44) *The evolution of modern capitalism*, p. 296.

(45) *The economics of unemployment*, pp. 60-62.

(46) *The economics of unemployment*, p. 63.

(47) *The economics of unemployment*, p. 66. — *The industrial system*, p. 299.

(48) *The economics of unemployment*, p. 64.

ment insuffisant et les prix fléchissent. Ceci amène une nouvelle baisse des revenus, etc...

Cependant à la première apparition d'une baisse des prix, Hobson entrevoit la possibilité d'un rajustement si, les revenus restant les mêmes la consommation s'élargissait en raison directe de cette baisse des prix. Mais c'est ici qu'intervient son idée chère de la lenteur d'adaptation de la consommation (49), cette lenteur empêche les consommateurs d'élargir assez rapidement les achats et l'engorgement du marché est inévitable. De même ce « conservatisme » de la consommation, une fois le mouvement descendant déclenché, empêche l'écroulement du système, car la consommation ne baisse que lentement, et elle absorbe très vite une part toujours accrue du revenu, si bien qu'à un certain moment l'équilibre épargne/consommation est rétabli, le cycle peut recommencer (50). Nous voyons ici que la théorie de Hobson est moins une théorie du pouvoir d'achat, c'est-à-dire, de la sous-consommation relative, mais plutôt une théorie de la sous-consommation absolue, car le pouvoir d'achat, les moyens de consommer ne manquent pas, c'est seulement le manque de volonté, le manque d'adaptation des couches consommatrices qui empêche l'écoulement des produits (51).

(49) « But this is where the conservatism of consumption operates ». (*The economics of unemployment*, p. 55). — V. aussi : « The real question at issue is one of time ». (*The physiology of industry*, p. 123). — V. H. Gottschalk, *Die Kaufserafthehre*, p. 56, etc...

(50) *The economics of unemployment*, p. 56.

(51) « This is not due to lack of money or purchasing power. For with every act of production is distributed in wages, rents, interest, profit, a sum of money sufficient to buy what is produced, if utilised without delay by those who receive it. There is not lack of inco-

7° — Une fois le mouvement de baisse déclenché, l'on assiste à un congédiement des ouvriers, à un arrêt des machines, à une inactivité des capitaux (52). La dépression est caractérisée par un chômage général de tous les facteurs de production (53). Plus exactement, Hobson définit la dépression comme un manque d'utilisation du potentiel de production (54). « La dépression est due au manque d'adaptation suffisant de la consommation à la croissance de la puissance productive » (55). Les différents facteurs de production sont là, mais il manque le pouvoir de coordination, ils ne peuvent être utilisés, car le marché ne pourrait absorber les produits aux prix donnés (56). C'est la baisse du taux de profit qui donne le signal du faiblissement de la capacité d'absorption du marché (57). Il manque le pouvoir d'achat pour absorber la production aux prix donnés le pouvoir d'achat ne se développant pas en proportion du taux d'accroissement des forces productives. Il y a un décalage entre la croissance du potentiel de production et celle du pouvoir d'achat. Les produits ne sont pas écoulés assez rapidement (58). Il y a donc non seule-

me to buy all that is produced ». (Underconsumption and its remedies dans *The burden of plenty*, HUTTON Ed., p. 47).

(52) *The evolution of modern capitalism*, pp. 275, 285.

(53) « The unemployed question is not distinctively or peculiarly a labour question : it is the problem of the simultaneous excess of all the factors of production ». (*The industrial system*, p. 297).

(54) Cf. MOULTON.

(55) *The industrial system*, p. 301. — *The problem of the unemployed*, p. 59 et suiv.

(56) *Rationalisation of the unemployment*, pp. 40/41 et 132/133.

(57) *The economics of unemployment*, pp. 62/63.

(58) *The industrial system*, p. 306. — *Rationalisation and unemployment*, p. 132. Pourtant, les vues de Hobson diffèrent ici de celles de Foster-Catchings, car contrairement à eux, il considère que le

ment une insuffisance de quantité de pouvoir d'achat, il y a aussi insuffisance de rapidité de son emploi (59).

C'est le chômage sur toute la ligne qui est un des grands arguments des surproductionnistes contre les disproportionnalistes. Et c'est surtout ce chômage latent et persistant de tous les facteurs de production qui prouve que le mal n'est pas partiel, ni temporaire, mais qu'il est bien général et chronique. Comme la majorité des auteurs que nous étudions ici, Hobson a surtout dirigé son attention vers la période de *dépression*. Il faut noter, en passant, que Hobson a dénoncé également comme une forme de gaspillage du potentiel productif, la croissance des intermédiaires et des emplois « improductifs » (60). D'autre part, il faut aussi souligner que dès ses premiers écrits, Hobson a très bien su distinguer l'épargne de l'investissement. Il parle, en effet, constamment d'un état d'épargne excessive, qui ne trouve pas les canaux d'investissement nécessaires, vu que ceux-ci sont strictement limités par la consommation (61). De ce fait, il existe périodiquement des

pouvoir d'achat est distribué en même temps que sont créés les biens auxquels il est destiné. (V. *Rationalisation and unemployment*, p. 42).

(59) « Goods are being produced faster than they can get sold ». (V. Introduction au livre de A. H. ABBATI : *The unclaimed wealth*, 1924, p. 10. — Un peu plus loin, Hobson exprime une opinion qui diffère de sa théorie générale et rappelle plutôt celle de P. W. MARTIN. Il dit en effet à la p. 11 : « If everybody (spent) all the money he received. either in buying consumable goods or in buying capital goods (plant material, etc.), there could be no failure of effective demand, and therefore no unemployment, apart from minor errors or miscalculations ». Ainsi il semble ici confondre en une notion unique les objets de consommation et les moyens de production. — V. aussi : *From Capitalism to Socialism*, p. 8.

(60) *The problem of the unemployed*, pp. 66/72.

(61) *The problem of the unemployed*, pp. 74 suiv.

masses de capitaux de prêt, sans emploi (62). Il nous semble donc que certaines critiques des théories de Hobson (par exemple celle de Keynes) ne sont pas assez fondées. Et il nous semble aussi que Hobson a très bien vu le problème sous l'angle présenté par H. G. Moulton. Moulton croit innover, mais il ne se doute pas que Hobson a décrit le même phénomène quarante ans avant lui !

8° — Au cours de la dépression tous les revenus baissent (63). Mais la consommation ne baisse pas aussi rapidement, d'abord à cause de sa lenteur d'adaptation (64), ensuite parce que les profits baissent plus fortement que les salaires et ceux-ci sont surtout destinés à la consommation courante (65). Cela fait que le pouvoir de consommation par rapport au potentiel de production s'accroît au cours de la dépression, ce qui en d'autres termes signifie un rajustement de la proportion accumulation/consommation (66). D'autre part, il y a l'accroissement de la population qui amène une augmentation lente mais sûre de la consommation. C'est un second facteur du rétablissement de l'équilibre. Un troisième facteur réside dans la cessation de l'accumulation, les profits diminuant rapidement et les capitaux étant découragés par le manque suffisant de rémunération et de sécurité de placement. Enfin, les capitaux existants eux-mêmes s'en vont grossir la spéculation, ils s'investissent dans des valeurs déjà existantes, les

(62) *The problem of the unemployed*, pp. 79, 87. — V. *contra*, p. 81. — V. aussi : *Confessions of an economic heretic*, pp. 180-182.

(63) *The Industrial system*, p. 306.

(64) *The economics of unemployment*, pp. 33, 45 et autres.

(65) *The economics of unemployment*, pp. 69/70.

(66) *The Industrial system*, p. 303.

terrains par exemple. Ces quatre facteurs, la croissance de la population, l'accroissement de la quote-part des salaires, la cessation de l'accumulation nouvelle et la fuite des capitaux existants dans la spéculation doivent nécessairement rétablir un équilibre entre le taux de la consommation et celui de l'accumulation. Les conditions requises pour un renouvellement du cycle sont donc présentes, une nouvelle ère de prospérité va s'en suivre (67). Pour éviter le retour de ces fluctuations, il faudrait maintenir la proportion grâce à une augmentation des salaires et des impôts (68). Cela augmenterait la part de la consommation. En poursuivant une politique active des travaux publics l'Etat accélérerait l'emploi des fonds (69).

(67) *Rationalisation and unemployment*, pp. 132/4. — *The Industrial system*, pp. 305/6.

(68) *The Industrial system*, p. 307.

(69) *Ibid*, p. 310.

CHAPITRE IV

LUCIEN LAURAT

Lucien Laurat est professeur à l'Institut supérieur ouvrier à Paris ; il est un membre influent du mouvement syndicaliste en France. C'est le plus fécond des écrivains français de ce groupe. C'est en même temps le seul qui ait apporté des contributions vraiment originales à la doctrine de la sous-consommation. Par les schémas qu'il a construits (publiés dans la revue *La Critique Sociale*) il est entré dans les discussions sur l'accumulation du capital, qu'il semble avoir clos. Il a écrit un très grand nombre d'études. Son style est clair, ses écrits sont nourris de preuves statistiques.

1. Conception semi-organique. — 2. Sous-consommation et disproportionnalité. — 3. La suraccumulation. — 4. Les débouchés non-capitalistes. — 5. Leur nature et leur rôle. — 6. La périodicité. — 7. Concurrence et progrès technique.
-

1° — Laurat considère les crises comme des phénomènes inhérents au système capitaliste et il accepte leur périodicité comme prouvée. Il a une conception organique du système capitaliste. « Autrefois il y eut bien des périodes de disette dues à des guerres dévastatrices ou à des catastrophes naturelles. Mais l'apparition du capitalisme sur la scène mondiale, l'expansion du capital sur tous les continents du globe donna naissance aux crises modernes, qui tendance de prix voilées ou opposées, par exemple, période dique -- elles se renouvellent tous les sept à onze ans... » (1). Comme la majorité des théoriciens de la sous-consommation Laurat est peu favorable aux explications monétaires des crises. De même, il n'attache aux phénomènes des prix qu'une importance secondaire, il y voit bien des signes caractéristiques, mais ce ne sont que des signes extérieurs, des symptômes, des conséquences et non les causes des cycles et des crises (2). Pour lui, le capitalisme se développe par phases ascendantes et descendantes de prix, qui se succèdent tous les sept à onze ans. L'auteur n'a pas l'air d'adhérer aux explications des mouvements cycliques de longue durée (3). Il n'envisage pas non plus, comme par exemple Lederer, des mouvement cycliques à tendance de prix voilées ou opposées, par exemple, période d'essor avec des prix en baisse. Pour lui « la crise se place au point culminant des prix où l'ascension fait place à une

(1) *Bilans*, cent années d'économie mondiale, p. 101.

(2) *Bilans*, p. 105. — *Un système qui sombre*, p. 138.

(3) *Bilans* p. 103 (du moins aux explications données par certains autres auteurs).

chute plus ou moins rapide » (4). Ou plus exactement, elle se place au moment où l'indice général des prix commence à fléchir, tandis que les prix des matières premières continuent encore à hausser (5). C'est une définition somme toute assez claire. Pourtant, elle ne fournit que l'aspect extérieur du problème. Les causes des crises, c'est-à-dire, l'explication intérieure, semblent ressortir moins nettement des exposés de Laurat, car ils prêtent quelquefois à équivoque. Dans certaines de ses explications, en effet, il semble admettre que les crises (= ruptures de proportion entre la production et la consommation) sont inhérentes au régime capitaliste (6), tandis que l'intervention des milieux extra-capitalistes ne servirait que de soupape de sûreté, et prolongerait les cycles en accentuant les crises (7) — dans d'autres études, au contraire, il semble affirmer que les crises (et les mouvements cycliques) ne pourraient avoir lieu sans la présence des débouchés extra-capitalistes. L'intervention de ces débouchés expliquerait les crises, et déterminerait leur périodicité (8). Faute de parails débou-

(4) *Bilans*, p. 102.

(5) *Bilans*, p. 107.

(6) *L'économie soviétique*, p. 34.

(7) « Sans le milieu extra-capitaliste, ces contradictions éclateraient rapidement de nouveau. Mais le milieu extra-capitaliste permet au capitalisme de continuer la phase ascendante du cycle même lorsque le système capitaliste produit déjà un excédent qu'il est incapable d'absorber. Sans ce milieu, le « plafond » serait plus vite atteint... » (*La crise mondiale*, p. 102)

(8) « Ce sont les producteurs indépendants (= paysans et artisans), dont le capitalisme a absolument besoin comme débouché. Toute l'histoire de l'industrialisme moderne, depuis son origine, se ramène à l'ouverture de débouchés dans les régions paysannes-artisanes aux quatre coins du monde. C'est ce qui explique la périodicité des crises ». (*Bilans*, pp. 108/9). — Voir aussi : *La crise mondiale*, pp. 101-103. — *Economie planée contre Economie enchaînée*, pp. 14, 18,

chés, il pourrait tout au plus y avoir une crise permanente du système capitaliste (9). Il s'en suivrait donc que Lurat est partisan tantôt d'une explication purement organique, tantôt d'une explication semi-organique des crises. Car les théories de Rosa Luxemburg et Karl Kautsky, dont il semble bien être l'adepte, sont des théories semi-organiques ; elles font, en effet, intervenir des milieux extra-capitalistes, étrangers au système, pour expliquer le phénomène des crises capitalistes.

Il nous semble pourtant que Lurat admet plutôt la première des explications, c'est-à-dire la théorie purement organique, doublée de la théorie des milieux extra-capitalistes. C'est une conception qui, du moins, ressort plus nettement de ses récents travaux. Il admet donc les contradictions internes du capitalisme (« assainissement intérieur »), mais elle sont voilées ou accrues par l'intervention d'un milieu non capitaliste (« expansion ») (10). C'est ce qui justifierait ses définitions de liquidation intensive de la crise (assainissement des entreprises, faillites, rationalisation...) et de liquidation extensive (conquête de nouveaux débouchés extra-capitalistes... (11). Le système capitaliste contiendrait donc en lui-même le germe de ces convulsions périodiques qu'on appelle crises ; l'intervention des débouchés extra-capitalistes les amplifierait et les rendrait

19, 46-47. — Voir surtout : *Contribution à la théorie des crises*, *La Critique sociale*, janv. 1933, p. 30.

(9) *Bilans*, p. 108.

(10) *La Crise Mondiale*, p. 109.

(11) *Economie planée contre économie enchaînée*, p. 77. — *Economie dirigée et socialisation*, p. 227. — *La liquidation socialiste de la crise*, pp. 15/25.

plus fortes. Mais cette intervention servirait surtout à expliquer les mouvements de longue durée, les phases ascendantes du capitalisme (1848/1873 et 1896/1914) étant des phases de développement de la politique impérialiste (12).

En ce qui concerne les contradictions internes du capitalisme — Lurat semble les attribuer à l'effet du progrès technique (13). Et comme il fait dériver la course au progrès technique de la concurrence entre capitalistes, l'on peut ramener son explication entière — à la concurrence. C'est celle-ci qui serait donc la cause des convulsions périodiques du capitalisme. La concurrence serait donc la raison profonde des crises de surproduction (14) (x. 2°, 3° et 7°).

2° — Pour Lurat, il y a deux tendances fondamentales qui causent les crises. Il y a d'une part la baisse du salaire relatif, et d'autre part la surcapitalisation (15). La sous-consommation se combine avec la disproportion et c'est par leur action conjointe qu'éclatent les crises. Lurat opère, en somme, une synthèse des théories de la surproduction et de la disproportionnalité. C'est en décomposant la plus-

(12) Ici, LAURAT semble se contredire : Cf. pp. 103 et 116 suiv. *Bilans*.

(13) « C'est du progrès technique, de l'avance du capital vers une composition organique de plus en plus élevée, que déroulent les tendances fondamentales de l'économie capitaliste. Les lois de la surproduction relative, de la baisse, du salaire relatif, de la baisse tendancielle du taux de profit, ne peuvent être brisées que par l'arrêt du progrès technique ». (*Economie dirigée et socialisation*, p. 160).

(14) Ceci semble un peu en contradiction avec les passages des pp. 174-176 et p. 213 de *l'Economie dirigée et socialisation*, ainsi qu'avec la p. 29 de *La liquidation socialiste de la crise*.

(15) *Economie dirigée et socialisation*, pp. 156, 193, 210, 213, etc... V. aussi : *l'Econome soviétique*, p. 37.

value qu'il montre comment les deux courants se rejoignent. En effet, dans la plus-value il existe une partie que les capitalistes consomment et une autre qu'ils accumulent. Pourtant « malgré l'accumulation, l'équilibre entre la production et la consommation serait parfaitement concevable (ce que Rosa Luxembourg ne voit pas) si la fraction accumulée de pl correspondait rigoureusement au rythme d'accroissement de la demande, constituée par le total des salaires et par la fraction consommée de pl. Mais la concurrence oblige les capitalistes à renforcer l'accumulation. Il en résulte une disproportion croissante entre la consommation limitée du côté des salariés comme de celui des capitalistes, et l'accroissement forcé de la production (16) ». Ainsi, pour Laurat les crises découlent d'une rupture de proportion entre la consommation et l'accumulation, et cette rupture de proportion mène à la surproduction. « La surproduction elle-même est la conséquence d'une disproportionnalité » (17). Son explication des crises est au fond une théorie de la disproportionnalité prise dans un sens spécial.

Mais la disproportionnalité elle-même, de quoi découle-t-elle, est-elle inévitable en régime capitaliste ? Laurat semble bien l'admettre, car les capitalistes sont poussés à l'accumulation par la concurrence, vu que « l'entrepreneur doit élargir l'échelle de la production sous peine de périr » (18).

(16) *La Crise Mondiale*, p. 95. — V. aussi : *Economie dirigée et socialisation*, pp. 44/47. — *L'accumulation du capital, d'après Rosa Luxembourg*, pp. 177/8 et 184/6. — *L'économie soviétique*, p. 39.

(17) *La Crise Mondiale*, p. 96. — V. aussi : *Un système qui sombre*, pp. 210/216.

(18) Certains passages de ses ouvrages ne peuvent pas être pris pour des réponses satisfaisantes à cette question. (V. *Economie dirigée et socialisation*, p. 45. — *L'accumulation du capital d'après Ro-*

Ainsi, cette loi fatale du capitalisme ne s'appliquerait qu'à un régime de *libre* concurrence. Si l'on abolissait complètement la *libre* concurrence, l'on pourrait maintenir le profit en évitant les crises ? Laurat ne semble pas avoir voulu envisager cette possibilité. Probablement parce qu'il identifie l'existence du profit et celle de la libre concurrence. C'est pourquoi il ne voit l'élimination des crises que dans une économie sans profit. Il n'a donc pas voulu tenter l'analyse d'un système d'économie dirigée avec profits capitalistes, où l'on tenterait de maintenir une proportion rigoureuse entre $plac (+ vac)$ et $plcon + vcon$, donc entre l'accumulation et la consommation (19). Son analyse des trusts et de l'économie monopoliste ne semble pas être une réponse à cette objection. La disproportion est, d'après lui, le produit de la concurrence. Et ainsi, c'est en somme la concurrence qui est la cause profonde des crises (20). Si l'on abolissait complètement la concurrence, ne pourrait-on pas maintenir le profit, en le proportionnant rigoureusement de façon à éviter le décalage $accumulation > consommation$. L'économie monopolisée des trusts n'est pas un système qui tend à opérer cette proportion, elle est créée, au contraire, pour maintenir coûte que coûte la disproportion, les surprofits. Du reste, la concurrence n'est pas abolie dans

sa *Luxemburg*, pp. 188/9 et 191/2. — Au fond, LAURAT a bien l'air d'admettre la possibilité énoncée plus haut, mais il considère qu'alors le système capitaliste ne serait plus du capitalisme, mais du socialisme (?). — V. aussi : *Un système qui sombre*, pp. 225/235. — *La liquidation socialiste de la crise*, p. 29. — *L'accumulation du capital, d'après Rosa Luxemburg*, p. 190.

(19) *Economie dirigée et socialisation*, pp. 45/47, 160. — V. 1° et 7° *L'économie soviétique*, p. 38.

(20) V. *Contribution à la théorie des crises*, p. 30.

l'économie avancée des monopoles, Lurat l'affirme nettement lui-même (21) comme d'autres avant lui (22).

Notons, enfin, que l'auteur envisage aussi la disproportionnalité entre les différentes branches de la production industrielle, de même que celle entre l'agriculture et l'industrie, celle entre les différentes économies nationales (23), celle entre le capital actif et le capital sans fonction (24).

Soulignons, aussi, que si Lurat opère une synthèse des théories de la disproportionnalité et de la surproduction, et s'il fait dériver la seconde de la première, il ne manque cependant pas de bien en conserver la différence. Ainsi, il arrive à un certain moment à cette conclusion, que la disproportion pourrait bien être écartée, tandis que la surproduction (ou la sous-consommation) continuerait de subsister tout de même (25).

3° — Nous venons de voir que pour Lurat, la disproportion réside dans une rupture entre la consommation, ouvrière et capitaliste, et l'accumulation, qui tend constamment à croître, et qui amène la surproduction. Surproduc-

(21) V. *Problèmes de l'économie dirigée*, A II, p. 7. — V. aussi : *La crise mondiale*, p. 103. — *Bilans*, pp. 70/82. — *Economie dirigée et socialisation*, pp. 157/161. — *Un système qui sombre*, pp. 226 et suiv.

(22) V. p. ex. : LÉNINE : *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, chap. I.

(23) *La crise mondiale*, pp. 45 et autres. — *Bilans*, ch. III. — *Cinq années de crise mondiale*, p. 84.

(24) *Bilans*, ch. II. — *Economie dirigée et socialisation*, pp. 175/185.

(25) « Le jeu du taux de profit peut bien rétablir la proportionnalité entre les différentes sphères de l'économie. Mais il ne peut rien contre le rétrécissement relatif de la capacité d'achat qui est dû au fait que la force de travail est une marchandise, autrement dit à la propriété capitaliste qui exclut la grande masse des travailleurs de toute propriété (*Economie dirigée et socialisation*, p. 175).

tion équivaut à sous-consommation plus précisément à un manque de pouvoir d'achat. « En régime capitaliste, il y a suraccumulation par rapport à la capacité d'absorption (solvable) de la population » (26). C'est une sous-consommation relative, car il manque de pouvoir d'achat, et non de volonté d'achat. Dans le schéma de l'auteur, ce pouvoir d'achat se compose des salaires (v) et de la partie consommée de la plus-value capitaliste ($plcon$). Ce schéma correspond fidèlement aux fameux schémas de Karl Marx. C'est la partie accumulée de la plus-value ($plac$) qui croît trop vite en proportion de cette partie consommatrice ($v + plcon$) (27). Il y a donc une défaillance de pouvoir d'achat qui va s'accroissant et qui déterminera la crise de surproduction. Elle est due non à une répartition vicieuse des revenus (peut-être seulement indirectement) (28), mais à un emploi déréglé des revenus capitalistes (pl). Et cet emploi déréglé consiste en un excès d'accumulation (= « surcapitalisation ») (29), qui est elle-même actionnée par le moteur du profit.

C'est pourquoi l'auteur s'attaque à cette fonction du profit, et il considère que par sa suppression disparaîtra aussi la rupture de proportion qui est à la base de l'accumulation. Nous voyons donc que chez lui, le profit engendre la

(26) *La crise mondiale*, p. 81.

(27) La fraction $plcon$ est la partie « inconditionnelle », et la fraction $plac$ est la partie « conditionnelle ». V. : *La crise mondiale*, p. 96 et autres ; *Economie dirigée et socialisation*, p. 198.

(28) « L'organisation de l'économie mondiale ne pourra s'effectuer que par la suppression de la cause déterminante de la course aux débouchés extra-capitalistes : cette cause est le capitalisme et la répartition des revenus qui en découle ». (*Economie planée contre économie enchaînée*, pp. 18/19.).

(29) *Economie dirigée et socialisation*, p. 102.

sous-consommation par l'entremise de la suraccumulation (30). Et nous voyons chez lui, comme chez d'autres auteurs, tels que Hobson et Sternberg, que toute accumulation (31) signifie investissement, création de nouveaux moyens de production et d'outillage.

Avec l'abolition du profit capitaliste, l'auteur considère que le seul véritable remède aura été employé : la consommation tant de la classe ouvrière que de la classe capitaliste sera obtenue d'une façon certaine (32). Sa théorie est donc une théorie de la sous-consommation capitaliste et ouvrière. Et c'est aussi une théorie de la sous-consommation absolue, car le pouvoir d'achat manque vraiment à la classe ouvrière, tandis que la classe capitaliste *détournerait* seulement son pouvoir d'achat d'un emploi adéquat. Il n'y a donc pas en réalité, une véritable pénurie de pouvoir d'achat, il y a plutôt une pénurie artificielle, voulue. Ce n'est donc pas une théorie du pouvoir d'achat. Il est vrai que l'auteur admet bien aussi quelquefois une sorte de sous-consommation voulue, donc absolue (33) chez la classe ouvrière, en parlant des bribes d'épargne (34). Ceci vaut

(30) « La baisse du salaire relatif et l'accroissement du taux d'accumulation conduisent aux crises » (*Economie dirigée et socialisation*, p. 145). — V. aussi : *Un système qui sombre*, p. 9. — *Cinq années de crise mondiale*, pp. 35/40, 90/91.

(31) Nous ne croyons pas que sa distinction minutieuse de l'accumulation et de l'épargne (V. *Economie planée contre économie enchaînée*, p. 107 et ailleurs...) puisse en rien changer à cette constatation.

(32) *Economie planée contre économie enchaînée*, pp. 54/72.

(33) V. : *La crise mondiale*, p. 109. — V. aussi cette définition de la sous-consommation : « La force de consommation retardera toujours sur la force de production ». (*L'accumulation du capital, d'après Rosa Luxemburg*, p. 185).

(34) V. *La crise mondiale*, p. 112. — *Bilans*, pp. 116/117. — V. contre la notion de sous-consommation absolue ouvrière : *Un système qui sombre*, p. 132.

surtout pour l'explication de la crise américaine de 1929.

Seulement, pour expliquer la survenance des crises périodiques (du moins dans les phases du capitalisme développé), Laurat fait intervenir les milieux extra-capitalistes. Sa théorie est une théorie de l'impérialisme, au même titre que celle de Sternberg. Son explication des crises de surproduction peut dans une certaine mesure être dénommée de semi-organique, nous l'avons dit plus haut. Ainsi s'élargit le cercle des consommateurs : en plus des capitalistes et des ouvriers (et des classes à revenus dérivés), il y a également les couches non capitalistes, les paysans, les artisans, les populations coloniales. Et comme c'est l'extension de la consommation à ces dernières classes qui voile et prolonge les cycles de production, c'est leur défaillance qui est le signal des crises (35) ; nous avons donc, avant tout, affaire à une sous-consommation non capitaliste. Par conséquent, pour être absolument précis, il faudrait qualifier une théorie pareille de théorie de la sous-consommation capitaliste, ouvrière et non-capitaliste (36).

4° — Pour Laurat la société capitaliste est donc caractérisée par cette poussée de profit, qui crée l'accumulation exagérée. Celle-ci déborde la consommation tant ouvrière que capitaliste et provoque ainsi les crises. Cependant, ce mouvement peut être voilé et la crise ajournée par la

(35) V. *La crise mondiale*, pp. 12 suiv., 95, 101/103. — *Bilans*, p. 109. — *Economie planée contre économie enchaînée*, pp. 8, 14. — *Contribution à la théorie des crises*, pp. 30/31.

(36) « La production capitaliste, dont la base de consommation se rétrécit vite... exige que le pouvoir d'achat exogène s'accroisse de plus en plus rapidement, ce qui est impossible. La crise éclate... » (*Contribution à la théorie des crises*, p. 31).

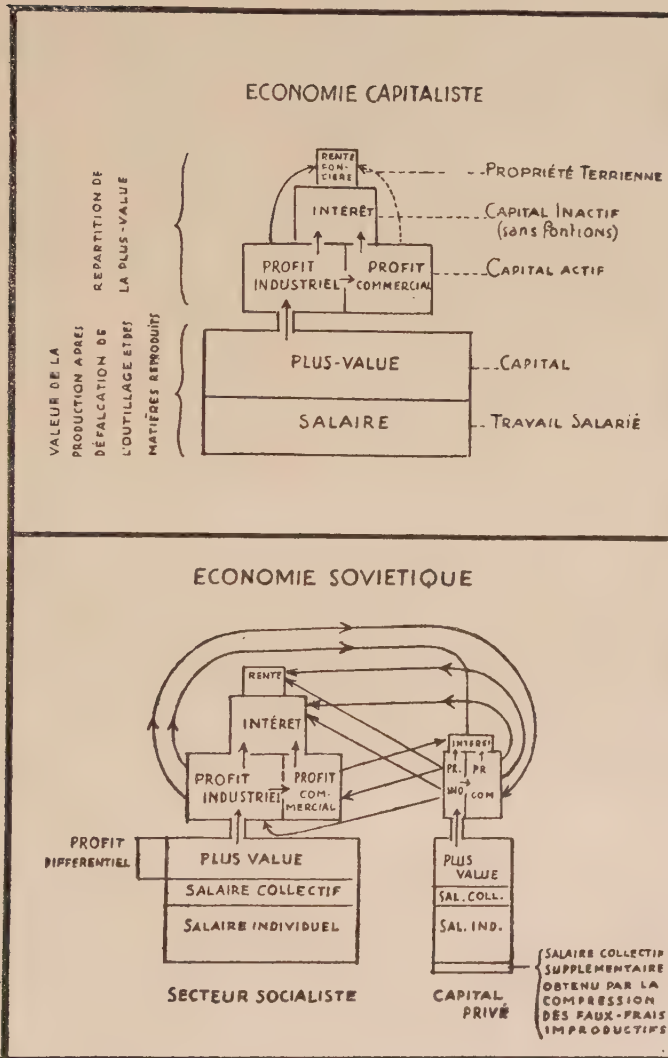
pénétration des débouchés extra capitalistes, c'est-à-dire de milieux qui ne tirent pas leurs revenus de la société capitaliste (dont les possibilités de consommation sont étroitement limitées). C'est en déversant leurs produits sur ces marchés non capitalistes, que les entrepreneurs retardent la crise et prolongent la période des cycles. Dans cette période « impérialiste » du capitalisme, les débouchés extra capitalistes deviennent comme les moteurs des cycles, les déterminantes de leur durée, les causes des crises. C'est eux qui expliqueraient la périodicité de celles-ci. Et l'on pourrait être tenté de croire que les crises, ainsi que les mouvements cycliques, ne pourraient être expliquées sans l'intervention de ces débouchés (37). Pourtant, il n'en est rien. Et Laurat le dit nettement : « sans le milieu extra-capitaliste, ces contradictions éclateraient rapidement à nouveau. Mais le milieu extra-capitaliste permet au capitalisme de continuer la phase ascendante du cycle même lorsque le système capitaliste produit déjà un excédent qu'il est incapable d'absorber. Sans ce milieu, le « plafond » serait plus vite atteint et chaque reprise aboutirait beaucoup plus rapidement à une nouvelle explosion de toutes ces contradictions. Le milieu non capitaliste offre au capitalisme encore cet autre avantage de rendre moins rigides les nécessités d'une proportionnalité rigoureuse entre les différentes branches de l'économie capitaliste » (38). Au fond, les crises sont déterminées par les contradic-

(37) V. *Economie planée contre économie enchaînée*, p. 14 : « la conquête de nouveaux débouchés, condition indispensable du régime ». V. aussi pp. 8, 46/47. — V. *La crise mondiale*, pp. 35, 101, 103 ; *Bilans*, p. 106, pp. 126-7 ; *Un régime qui sombre*, pp. 65, 79.

(38) *La crise mondiale*, p. 102. — V. aussi : *Economie planée*, p. 72 suiv.

PLANCHE 4

La répartition des valeurs d'après Lucien Laurat.
L'Economie soviétique, p. 410



tions internes du capitalisme et le manque de débouchés extérieurs. Leur liquidation comporte à la fois un processus d'assainissement intérieur et une extension des marchés non capitalistes (39). Elle est la vraie explication de Laurat.

Si l'on voulait peser dans la balance l'importance de ces deux grandes catégories de facteurs, on pourrait conclure que ce sont les débouchés extra-capitalistes qui jouent le rôle principal (40). Sans eux, le capitalisme serait exposé à de petites explosions fréquentes qui le secoueraient dans sa période de longue stagnation (41). C'est grâce à la sortie sur les débouchés non capitalistes que les petits mouvements ondulatoires de la production capitaliste se transforment en mouvements cycliques plus amples et plus prononcés, dont la durée a jusqu'ici varié entre 7-11 ans, et qui ont comporté régulièrement de véritables chutes, appelées crises. Sans l'intervention de ces débouchés, il n'y aurait pas eu de véritables crises, mais simplement des passages brusqués (et plus fréquents) de l'essor à la dépression (42). L'intervention des milieux extra-capitalistes lui sert aussi à expliquer les cycles de longue durée ; le premier allant de 1847 à 1873, a été arrêté par l'industrialisation partielle

(39) *La crise mondiale*, pp. 43, 95, 101-103, 109, 112. — *La liquidation socialiste de la crise*, pp. 15-25.

(40) V. *contra* : *Economie dirigée et socialisation*, p. 210 : « diriger le crédit sans s'exposer à des catastrophes »... vers les pays neufs.

(41) V. *Bilans*, pp. 120-132. — *Crise et plan*, p. 34. — *L'Impérialisme et la décadence capitaliste*, pp. 42-45. — *La liquidation socialiste de la crise*, pp. 10-13.

(42) *Un système qui sombre*, pp. 35/36. — *Contribution à la théorie des crises*, pp. 26-31.

des Etats-Unis et l'industrialisation de l'Europe occidentale ; le second allant de 1896 à 1914 a été rompu par l'industrialisation complète des Etats-Unis et celle de nombreuses autres parties du globe. Ces grandes pertes de marchés extra-capitalistes ont déterminé des périodes de stagnation du capitalisme, caractérisées par un marasme presque continu ; des oscillations fréquentes et des crises peu prononcées (ainsi la période de 1873-1896, de même celle d'après-guerre) (43). Si l'on veut donc saisir le sens exact de la pensée de Lucien Laurat, l'on peut dire que les vraies causes des crises, ou plutôt les causes des vraies crises résident dans la conquête et la saturation de débouchés extra-capitalistes. Et ceci vaut tant pour les crises cycliques que pour les dépressions de longue durée.

5° — Nous avons dit plus haut que c'est le milieu extra-capitaliste qui joue le rôle principal dans la conception des crises et des cycles économiques de Laurat. Mais quelle est sa conception du milieu extra-capitaliste ? — Elle représente une synthèse des idées de Rosa Luxemburg et Karl Kautsky, deux auteurs dont Laurat semble être le continuateur. Le milieu extra-capitaliste comprend d'un côté tous les « pays neufs » en général (44) (pas du tout ou peu industrialisés), de l'autre les couches paysannes et artisanes de toute la société. Les autres couches de la société

(43) *Cinq années de crise mondiale*, pp. 44/45. — V. aussi : « Dans un capitalisme « pur », composé uniquement de capitalistes et de salariés, nous aurions eu la crise en permanence » (*L'Impérialisme et la décadence capitaliste*, p. 31).

(44) V. *La crise mondiale*, pp. 95, 101.

(« vieilles classes moyennes » ; petits industriels marchands, rentiers, etc... — « nouvelles classes moyennes » : techniciens, comptables, employés, etc....) ne comptent pas pour Laurat, car ce sont des classes à revenus dérivés (45) du capitalisme ; du reste, elles sont en voie, dit Laurat, soit de disparaître, soit de se prolétarianiser (46). Les couches qui tirent leurs revenus (uniquement) du capitalisme peuvent seulement contribuer à participer à ses contradictions intérieures, mais nous avons vu que pour Laurat ces contradictions ne mèneraient pas à ces grandes convulsions périodiques qu'on appelle des crises. Pour expliquer celles-ci, il faut que le mouvement se déverse sur des couches qui ne tirent pas leurs revenus du système capitaliste. « Le capital n'a pas seulement besoin d'acheteurs disposant des moyens de paiement nécessaires ; il faut, en outre, que ces acheteurs tirent ces moyens de paiement d'une source indépendante du capital. La consommation des salariés n'est qu'un mal nécessaire... Aussi lui faut-il des débouchés dans les régions arriérées, à population essentiellement artisanale et paysanne dont le pouvoir d'achat ne dépend ni du profit, ni du salaire, mais des marchandises qu'elle produit elle-même avec ses propres instruments de travail » (47). C'est par cette expansion du marché que s'opère la liquidation extensive de la crise. Ces couches « non capitalistes » pourraient être toutes les classes qui ne vendent pas leur force de travail comme unique source de revenu,

(45) Cf. avec les « tierces personnes » de Strouvé, et les « revenus fixes » de Lederer.

(46) *Crise et Plan*, pp. 14-18 (« Le plan et les classes moyennes », III).

(47) *Bilans*, pp. 19, 72, 108 suiv.

car la caractéristique du capitalisme, c'est que la force de travail humain y figure comme marchandise et obéit aux lois du marché (48).

Par ailleurs, Laurat attribue un rôle plus effacé aux débouchés extra-capitalistes « lesquels offraient autrefois au capitalisme un volant d'équilibre bien plus considérable » (49). Dans ses dernières études, il ne parle plus, en effet, que de surprofits coloniaux.

Par contre, Laurat rejette avec force toutes les théories qui tentent d'expliquer la réalisation de la plus-value par l'emploi du crédit, par l'intervention de l'Etat ou par la demande « additionnelle » des capitalistes et des salariés (50).

6° — Lorsqu'on analyse chez Laurat la place et l'importance qu'il attribue aux débouchés extra-capitalistes, l'on voit bien que ce sont eux les pivots de sa théorie des crises. Ces débouchés servent d'abord à voiler les contradictions internes du capitalisme (51). Ils servent davantage : ils prolongent les phases des cycles, sans eux, il n'y aurait pas des phases aussi longues de prospérité ou de dépression (52). Sans eux, les contradictions internes du capitalisme mèneraient à de fréquentes oscillations. Mais plus

(48) *Economie planée*, p. 42. — *L'économie soviétique*, p. 30.

(49) *Histoire des doctrines économiques*, 1937, XX, p. 6.

(50) *L'accumulation du capital*, d'après Rosa LUXEMBOURG, pp.168-182.

(51) *La crise mondiale*, p. 95.

(52) *Idem*, p. 102.

encore, par le fait qu'ils prolongent et amplifient les mouvements cycliques, ces débouchés rendent possibles des changements plus graves, plus profonds, voire plus brusques (53). Ils ne les rendent pas seulement possibles, ils les occasionnent régulièrement. Ce sont eux qui amènent les crises. Et ils les amènent périodiquement. Ces débouchés déterminent donc non seulement les crises, mais aussi leur rythme périodique (54). Enfin, pour couronner cet enchaînement des faits, l'intervention des débouchés non capitalistes sert à expliquer les mouvements de longue durée. Ce sont les grandes poussées et les reculs de l'expansion impérialiste qui se trouvent à la base de ces grands mouvements interdécennaux, mouvement de baisse dans la première moitié du xix^e siècle, mouvement de hausse dans le troisième quart, mouvement de baisse dans le dernier quart, mouvement de hausse à l'aube du xx^e siècle, mouvement de baisse depuis la fin de la grande guerre (55). Ces grandes alternances espacées sur 20-30 années trouveraient leur explication dans ce flux et reflux de la poussée expansionniste, aussi bien que les alternances de moindre envergure, dites cycliques et espacées de 7-12 années. Voilà toute l'importance des marchés extra-capitalistes, et l'on voit qu'elle n'est pas petite. Il est vrai que si l'on veut aller plus au fond des choses, on ne trouve pas chez Lurat une explication précise de la durée des périodes cycliques. (Il en

(53) *Idem*, p. 103.

(54) *Bilans*, pp. 108 suiv. — *Economie planée*, pp. 14, 18, etc...

(55) *Bilans*, pp. 116 suiv. — *Crise mondiale*, p. 10. (Il semble se contredire à la page 9 *Crise mondiale*). — V. *Contribution à la théorie des crises*, pp. 30-31.

donne pour les intradécennales). Pourquoi les marchés extra-capitalistes se développeraient-ils et se *rétréciraient*-ils tous les 7-11 ans ? Laurat semble admettre des causes sinon accidentelles du moins diverses et irrégulières (56). Du reste il accepte la périodicité de 7-11 ans sous toutes réserves (57).

Chez l'auteur, ce sont donc les débouchés nouveaux qui impriment au capitalisme son rythme ondulatoire. La conquête des débouchés signifie en même temps leur perte, « car chaque région arriérée qui s'industrialise, chaque pays non capitaliste où s'implante le capitalisme, non seulement cesse d'être un débouché, mais devient un concurrent dangereux » (58). Comme les autres théoriciens de l'impérialisme, Laurat ne reconnaît pas l'importance de l'industrialisation justement au point de vue de l'élargissement du débouché quoiqu'il ne manque pas de le signifier à certains endroits (59).

Il faut encore ici préciser le sens que revêt cette notion du débouché extra-capitaliste dans le rôle que lui attribue Laurat ; dans sa polémique sur la question de l'accumulation, il a en effet tenu à préciser que les débouchés extra-capitalistes ne sont pas destinés à absorber toute la plus-value généralement admise : « Nous croyons que l'affirmation de Rosa Luxemburg doit être modifiée en ce sens que non pas toute la plus-value destinée à la capitalisation,

(56) Saturation des marchés, risques excessifs, etc... V. *La crise mondiale*, p. 101.

(57) *Bilans*, p.

(58) *Economie dirigée et socialisation*, p. 48.

(59) *Economie dirigée et socialisation*, p. 85. — V. aussi : *L'accumulation du capital d'après Rosa Luxemburg*, pp. 977/8.

mais bien la plus-value capitalisable moins la partie nécessaire à l'élargissement de la production pour la consommation croissante de la classe capitaliste doit être écoulee dans les milieux extra-capitalistes » (60). Par là, il a fait un apport original et important à la théorie de l'accumulation. Rosa Luxemburg avait corrigé les schémas de Marx en y apportant l'accroissement de la productivité du travail, c'est-à-dire la modification progressive de la composition organique du capital. Laurat modifie lui-même les schémas de Rosa Luxemburg en y ajoutant l'accroissement du taux d'accumulation capitaliste (61). Par là, il arrive à la conclusion que les milieux non capitalistes ne sont nécessaires que pour absorber la partie de la plus-value qui dépasse les besoins d'une consommation accrue (mais moins fortement que l'accumulation (62).

7° — Le progrès technique est aussi l'un des facteurs indispensables pour l'explication des crises économiques. Laurat souligne « le grand mérite de Rosa Luxemburg d'avoir introduit le progrès technique dans les schémas de Marx » (63) et il définit ces progrès comme productivité croissante du travail. « Progrès technique signifie qu'un travailleur peut, dans un laps de temps donné, transfor-

(60) *L'accumulation du capital*, d'après Rosa Luxemburg, p. 193.

(61) V. Contribution à la théorie des crises, *La critique sociale*, p. 25 suiv.

(62) « La plus-value capitalisable ne pourra être réalisée à l'intérieur du système que dans la mesure où sa capitalisation correspondra à la satisfaction des besoins futurs accrus ». (*Contribution à la théorie des crises*, p. 29). — Laurat est allé ici plus loin que Sternberg, mais nous n'insisterons pas sur la différence.

(63) *Bilans*, p. 95.

mer des quantités accrues de matières » (64). C'est donc une notion assez étroitement définie. Elle répond du reste complètement à la conception que s'en faisait Karl Marx, qui, fidèle à sa théorie de la valeur, parle toujours de l'accroissement de la productivité du travail (65). Le progrès technique est fonction de la loi tendancielle de la baisse du profit. Les capitalistes réagissent contre cette tendance « en rationalisant encore davantage, d'où il résulte : 1° la diminution relative de la consommation de la classe capitaliste (puisqu'elle investit une fraction croissante de son revenu) ; 2° l'accélération de la baisse relative du salaire, donc la limitation accentuée de la capacité d'achat de la classe salariée ; 3° l'accélération en fin de compte, de la baisse du taux de profit. Ces trois facteurs (qui découlent tous du progrès technique dans le cadre capitaliste) conduisent le rapitalisme périodiquement à des crises de plus en plus profondes et prolongées. Ils le poussent en outre à chercher sans répit, à travers le monde entier, des consommateurs supplémentaires » (66). Le progrès technique est donc intimement lié à la loi tendancielle du profit à la baisse. Il en est la conséquence, tout autant que la cause. Et c'est par son action détournée que la course au profit engendre les crises économiques. L'on peut donc tracer le schéma suivant : il y a d'abord la concurrence entre ca-

(64) *Problèmes de l'économie dirigée*, AI p. 6. — *Economie dirigée et socialisation*, p. 37/8.

(65) MARX : *Kapital*, Livre III, partie 3°.

(66) *Problèmes de l'économie dirigée*, AI p. 8. — V.*Economie planée*, pp. 44/45. — En même temps, le progrès technique crée la surpopulation relative, loi signalée déjà par KARL MARX (*Economie dirigée et socialisation*, p. 156. ; V aussi p. 184).

pitalistes, celle-ci crée la tendance à la baisse du profit qui pousse à la rationalisation, celle-ci engendre la sous-consommation et la surcapitalisation, celles-ci poussent à la conquête de nouveaux débouchés, qui elle-même conduit aux crises. L'apparition des crises est donc conditionnée par la rationalisation, le progrès technique. Et ce progrès technique est toujours conçu comme une augmentation de la productivité du travail ouvrier, augmentation du capital constant par rapport au capital variable, « élévation progressive de la composition organique du capital » (67).

Pour Laurat, le progrès technique est cause du chômage (68). « Le progrès technique conduit inexorablement à la surproduction relative » et à la baisse du salaire relatif (69). Et le progrès technique lui-même est la conséquence du jeu de la concurrence (70) — du moins y trouve-t-il son stimulant. Le chômage est donc indirectement lié à la concurrence (v. points 1° et 2° de cette étude), à laquelle peuvent se ramener, dans la pensée de Laurat, toutes les causes des crises capitalistes. —

(67) *Cinq années de crise mondiale*, pp. 35/36.

(68) Du moins sous la forme de la propriété privée capitaliste (*Economie dirigée et socialisation*, pp. 40/42). — V. aussi : *Un système qui sombre*, p. 176.

(69) *Economie dirigée et socialisation*, p. 123. V. aussi p. 133 : « Le chômage qui sévit en permanence, dû à la fois au rétrécissement du marché mondial et aux progrès techniques accélérés (*chômage technologique*)... ».

(70) *Economie dirigée et socialisation*, pp. 156, 158-161. — V. aussi : *Contribution à la théorie des crises*, p. 30.

CHAPITRE V

EMIL LEDERER

Emil Lederer est Autrichien de naissance, mais il a développé toute son activité en Allemagne. Avant la guerre, il écrivit une série d'études sociales, après la guerre, il aborda les questions proprement économiques, et en 1925, publia sa théorie des crises et des cycles. Il publia une série d'études, dont un *Traité d'Economie politique*, qui a eu plusieurs éditions. C'est celui d'entre les auteurs examinés ici qui a donné la plus complète théorie des cycles et des crises, que Joseph Shumpeter a qualifiée de « remarquable ». Son style est assez difficile, sa méthode très abstraite et déductive. Il se sert de très peu d'exemples. C'est un pur théoricien.

1. Conception organique. — 2. La disproportionnalité des prix et des revenus. — 3. Importance des produits finis. — 4. Rôle des revenus fixes. 5. Nature de ces revenus. — 6. Autres facteurs importants. — 7. Le crédit additionnel. — 8. Le progrès technique.
-

1° — Lederer considère le phénomène des crises économiques comme faisant un tout avec le cycle de production capitaliste. Un accroissement de la demande (ou une possibilité certaine) de produits finis donne le point de départ d'une augmentation de la production. Elle est conditionnée par la rationalisation qui a été effectuée au cours de la phase de dépression et de stagnation. Le crédit facilite une rapide augmentation de la production et une généralisation de plus en plus forte de la hausse des prix. C'est l'essor sur toute la ligne. Mais les prix montent plus vite que les revenus. Les salaires, les traitements, les ventes montent moins vite que les profits. Et comme ceux-ci servent surtout à des investissements, il arrive à un moment qu'une rupture éclate entre le pouvoir d'absorption du marché et les prix de la production. C'est la crise de sous-consommation. Il faut baisser les prix, les profits se découragent, le mouvement est renversé (1). Lederer considère donc les crises comme inévitablement liées à la structure du système capitaliste. Cependant, il laisse entrevoir des possibilités de prévention des crises (politique des cartels (2), organisation du crédit, stabilisation de la monnaie). Pourtant le seul vrai remède réside dans une économie planifiée (3).

(1) « Das Nachlassen des Beschäftigungsgrades ist das sicherste Symptom für den Wandel der Konjunktur » (*Konjunkturen und Krisen*, p. 363).

(2) V. ses conclusions dans *Konjunkturen und Krisen* (pp. 411-413).

(3) V. surtout son étude *Planwirtschaft*, 1922, et aussi *Deutschlands Wiederaufbau*, 1920, (p. 12 et autres).

2° — L'on peut ramener, dit Lederer, toute explication des crises économiques à des ruptures de proportion et toutes les théories (du moins les théories organiques) aboutissent à des phénomènes de disproportion, qui sont de l'essence du système de production capitaliste. Lederer le dit nettement dans son étude *Zur Morphologie des Krisen* (4), tandis qu'il semblait auparavant combattre les théories de disproportion dans *Konjunkturen und Krisen*. Lederer est donc partisan des théories organiques et il considère la disproportion comme le moyen le plus général de donner une explication aux crises du cycle capitaliste. Chez Lederer, la notion de disproportion revêt trois formes : la disproportion, au sein des différentes branches de production (irrégularité du développement), disproportion entre les différentes branches (inégalité de développement), disproportion dans l'organisation de l'économie tout entière (longueur du processus d'investissement, etc...) (5). L'on pourrait ici reprocher à Lederer de négliger la disproportion dans le développement économique des différents pays ou groupes de pays. On en trouve des traces cependant dans certaines de ses études, qui font croire qu'il y a également pensé (6). Mais la vraie disproportion chez Lederer, c'est celle qui résulte du manque de concordance dans le développement des différents prix. « La cause des

(4) « Ich glaube dass letzten Endes jede ökonomische, enrogene Krisentheorie irgendwie, ineine Disproportionalitätstheorie ausmünden muss ». (MAYER : *Die wirtschaftstheorie des Gegenwart*, 1928, p. 1 et suiv. — V. également son étude : *Wege aus der Krise*, 1931, p. 4...).

(5) *Konjunkturen und Krisen*, p. 384.

(6) V. *Deutschlands Wiederaufbau durch Sozialisierung*, p. 64.

mouvements cycliques réside pour moi dans la différence d'élasticité des prix » (7). Les prix des produits varient différemment de ceux des services. Il y a disproportion entre mouvements de prix et de revenus. De même que les premiers varient plus fortement que les seconds, de même les prix de certains produits varient plus fortement et plus rapidement que ceux d'autres. La notion de disproportion est donc prise dans un sens très large. Et c'est comme telle que Lederer l'accepte comme une explication générale des crises. Ramenée à des formules plus restreintes, elle ne satisfait plus Lederer, qui dans son étude *Konjunktur und Krisen*, critique les différentes autres théories de disproportion. Ainsi, il leur nie la possibilité d'expliquer des crises générales, sauf dans des cas exceptionnels comme par exemple, une récolte beaucoup trop abondante ; ces cas, pourtant ne pourraient pas fournir matière à une explication de la régularité des crises (8). Il est vrai que dans des études plus récentes, Lederer semble se rapprocher quelque peu de certaines des théories qu'il a combattues ; ainsi en est-il de la théorie de l'épargne (9). Quant à la disproportion dans l'organisation du système de production et des échanges, Lederer y a formulé des vues qui rappellent celles de A. Aftalion, car cette disproportion consiste pour lui dans la longueur et la dissociation des diverses phases, de sorte que, par exemple, les capitaux en s'investissant obéissent à des motifs qui sont loin de

(7) *Zur Morphologie der Krisen*, p. 2

(8) *Konjunktur und Krisen*, pp. 374 et 386.

(9) V. *Wirkungen des Lohnabbaus*, 1931, pp. 28-30, *Planwirtschaft*, p. 9.

répondre à ceux qui auraient mû leurs titulaires... En ce qui concerne la longueur même du processus technique — qui correspond à la vraie idée d'Aftalion — Lederer la considère non comme une cause essentielle des cycles, mais simplement comme une composante qui détermine la longueur du cycle (10). Il s'en suivrait de là qu'il n'admet pas une longueur uniforme ou à peu près des cycles économiques.

3° — On ne voit pas très clairement dans les exposés d'Emil Lederer quelle est la catégorie de prix qui donne le branle aux autres et déclenche les mouvements de hausse ou de baisse. Sont-ce les produits finis ou les moyens de production ? (11). Lederer semble admettre les deux hypothèses et pourtant nous croyons que dans sa pensée c'est de l'industrie de consommation que partent les mouvements initiaux. Ce sont donc les prix des produits finis qui impriment leur rythme au cycle économique. Il est vrai que les entrepreneurs peuvent prévoir ou pressentir ce mouvement dans les industries de consommation directe ; ils déclencheront alors un mouvement anticipé dans les industries de transformation. On croira alors que le départ est donné par ces industries intermédiaires. Ainsi, il est possible que l'observateur enregistre tantôt le démarrage des moyens de production, tantôt au contraire celui des produits finis. Du reste, Lederer a envisagé le problème sous ses aspects multiples et il ne manque pas de

(10) *Konjunkturen und Krisen*, pp. 385/386.

(11) Voir à ce sujet les paries II et V de *Konjunkturen und Krisen*.

signaler la possibilité de mouvements cycliques sans variations des prix, ou même avec des variations en apparence contradictoires. Par exemple, baisse des prix en temps de prospérité (12). Ce ne sont là, pourtant que des trompe-l'œil, et l'observateur avisé saura vite dégager des conclusions exactes sans s'en tenir exclusivement au mouvement des prix. Ce qui est déterminant, c'est l'activité des entrepreneurs (13) et ce qui la détermine c'est la marge des profits. Et ce qui détermine la marge des profits c'est l'écart entre le prix de vente et les prix de revient. Et les prix de vente dépendent des possibilités d'écoulement sur le marché et le but de tout écoulement c'est la consommation de produits finis. C'est au fond l'industrie consommatrice qui reste le foyer des mouvements cycliques et cela répond bien, à notre avis, à la pensée d'Emil Lederer. Une des meilleures preuves peut, du reste, en être trouvée dans une de ses études plus récentes, où Lederer affirme catégoriquement que ce n'est pas des industries « reproductives » que part l'essor, mais tout spécialement de l'industrie du bâtiment qu'il considère comme une production de biens de consommation à longue échéance (14).

(12) *Zur Morphologie der Krisen*, p. 4.

(13) Pour reprendre la phrase citée plus haut : « Nach den Ermittlungen Jastrows (in seinen Untersuchungen über den Arbeitsmarkt) ist das Nachlassen des Beschäftigungsgrades das sicherste Symptom für den Wandel der Konjunktur und zeigt sich schon erhebliche Zeit vor dem Abbröckeln der Preise. » (*Konjunkturen und Krisen*, p. 363.)

(14) « Es ist also gar nicht richtig dass in der Vorkriegszeit die Konjunktur stets mit der wachsenden Erzeugung von Produktionsmitteln einsetzte. Diese belebte sich zwar auch bald, wurde aber eben zum Guten Teil, soweit Kohlen und Eisenproduktion in Frage stand, durch die wachsende Bautätigkeit angeregt... Diese Belebung der Wohnbautätigkeit war aber natürlich eine Produktion von — lang-

4° — Si les changements dans la consommation directe sont les conditions premières des fluctuations cycliques, ce sont les variations des revenus (prix des services) à l'intérieur des groupes sociaux qui provoquent ces changements. Ici nous touchons à l'essentiel de la théorie d'Emil Lederer qui est une théorie de la sous-consommation. En même temps, nous retrouvons ici en lui l'observateur des phénomènes sociaux, l'homme qui a pendant de longues années fait des recherches minutieuses sur le développement et la position sociale des différentes classes. Nulle part mieux qu'ici le socialiste ne se rattache à l'économiste, et l'explication du phénomène social l'aide à résoudre un problème économique. Toute l'œuvre antérieure d'Emil Lederer semble ici rejoindre son nouveau champ d'activité, qu'il a abordé après la guerre. Les revenus des différentes classes sociales varient différemment et ce sont ces écarts qui détermineront les crises ou mèneront à la reprise. Pendant la période d'essor les prix montent le plus vite, les profits suivent de près le mouvement, les salaires sont en retard, les traitements et rentes restent très en arrière. Au fur et à mesure, de la montée des prix, la somme globale des salaires, traitements et rentes diminue par rapport à la somme des prix. La poussée de ceux-ci finit par créer une insuffisance du pouvoir d'achat des revenus *fixes* et accule les profits à la baisse. La baisse des profits signifie le déclenchement de la crise. Celle-ci est

dauernden Konsumgütern. » (*Planwirtschaft*, p. 28). — Dans une étude encore plus récente, Lederer a repris quelque peu la thèse des moyens de production. (*Steuerlose Weltwirtschaft, Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, p. 653-654.)

donc la conséquence de l'insuffisance de pouvoir d'achat des masses. Le marché ne peut pas à un moment donné, avec les revenus donnés absorber les produits déversés aux prix donnés. Il faut ou bien une baisse des prix ou une hausse des revenus. C'est d'habitude la baisse des prix qui intervient et entraîne tout un mouvement de déflation qui est la dépression. C'est donc la disproportion entre les prix des produits et les prix des services (= revenus) qui détermine les crises, disproportion entre la somme globale des uns et la somme globale des autres (15). Pour la reprise, le mouvement est opposé : dans la dépression les prix ont baissé plus vite que les revenus et le pouvoir d'achat augmente relativement à la somme des prix. Cela provoque un mouvement de réveil de l'activité.

5° La notion des revenus fixes est une des caractéristiques de la théorie d'Emil Lederer. C'est par cette notion surtout que sa théorie de sous-consommation revêt une certaine originalité. C'est une notion fort élargie du schéma initial donné par Marx, qui avait réduit la société à la classe des entrepreneurs et celle des ouvriers. Lederer corrige ce schéma simplifié et le ramène plus près de la réalité. Il appuie surtout sur les traitements et les rentes qu'il considère encore bien plus que les salaires, comme la masse statique qui freine et arrête tant les mouvements de hausse que ceux de baisse. Notons en passant qu'il est des études dans lesquelles Lederer semble admettre des

(15) La théorie de Lederer est donc une théorie de sous-consommation capitaliste et ouvrière.

fluctuations plus prononcées des traitements que des salaires (16), mais nous pouvons négliger ces cas et considérer que la pensée fondamentale de Lederer, c'est que les salaires suivent mieux les mouvements des profits que les traitements et les rentes. Ce sont donc surtout ces deux catégories de revenus qui (jointes aux salaires ouvriers) contribuent au déclenchement des mouvements cycliques ascendants et descendants. Par conséquent, la critique manque un peu son but lorsqu'elle reproche à Lederer l'insuffisance des preuves que fournit sa statistique des salaires comparés aux mouvements des prix et exposée dans son étude *Konjunkturen und Krisen* (17). Par contre, ce qu'on pourrait reprocher à Lederer, c'est qu'il néglige les revenus des classes non capitalistes, tels les paysans. Le fait qu'il les mentionne tout-de-même dans ses études (18) démontre très bien qu'il les considère comme une classe à part n'entrant pas dans son schéma social initial (19). Cette lacune s'avère d'autant plus grande si l'on veut confronter

(16) *Wirkungen des Lohnabbaus*, p. 7. — Il en est même où il ne parle que de salaires, p. ex.: *Technischer Fortschritt und Arbeitslosigkeit*, 1931, pp. 75-94.

(17) Dr Hellmut Gottschalk, *Die Kaufseraftleone*, 1932, p. 17. — Voir aussi : *Deutschlands Wiederaufbau*, p. 48.

(18) *Konjunkturen und Krisen*, p. 399, commentaire des tableaux statistiques. — A la page 403, il cite quelques phrases : « In der gleichen Weise wirken die landwirtschaftlichen Kreise der Bevölkerung. Der Absatz ihrer Produkte ist in den wichtigsten Industrieländern garantiert und der Preis ist vielfach durch Zollgesetzgebung auf einem Niveau gehalten, das Rentabilität verbürgt. Derart ist ihre Kaufkraft auch in der Krise — weil alle ihre Produkte nur einen Teil des Inlandbedarfs decken, also auch verkauft werden können, wenn die Gesamtnachfrage sinkt — nicht gebrochen oder auch nur wesentlich gemindert. » — V. aussi ses études *Wirkungen des Lohnabbaus*, pp. 16 et 26, *Planwirtschaft*, p. 32. *Die Lähmung der Weltwirtschaft*, *Archiv f. S. S.*, mars 1932, p. 8.

(19) *Konjunkturen und Krisen*, p. 368.

la théorie d'Emil Lederer avec les faits révélés par la crise économique mondiale. Dans son explication, en effet, des causes de la grande crise, Lederer ne pourrait manquer d'attribuer un rôle primordial à l'évolution des revenus de la classe rurale (20). C'est du reste, une des graves lacunes d'une de ses études plus récentes (21).

Ainsi, pour en revenir à la pensée de Lederer, ce sont les revenus *fixes* (traitements, rentes) et les salaires qui déterminent les mouvements cycliques. Dans leur rigidité, en effet, ils ne suivent pas les mouvement des prix, si bien que leur somme est tantôt moins grande (essor), tantôt moins petite (dépression) que la somme des prix. Mais d'où vient-elle cette rigidité des revenus fixes ? (22). Lederer l'explique par deux faits : les prix des services sont fixés par des contrats à longue échéance et les syndicats sont dans l'impossibilité de pratiquer une politique de monopole restrictive. Cependant, il ne faudrait pas croire que Lederer considère les revenus fixes comme immuables ou que seul leur pouvoir d'achat nominal peut croître. Au contraire, et Lederer le dit à maintes reprises, le pouvoir d'achat global des revenus fixes et surtout des salaires croît en temps de prospérité, mais pas assez. Si, par exemple, il n'y avait pas de mouvement prononcé des prix (rationalisation, augmentation de la productivité), il pourrait y avoir (augmentation des moyens monétaires), croissance du

(20) V. à ce sujet Eugène VARGA : *La Crise économique, sociale, politique*, 1935, chap. III, pp. 75-91. — Voir aussi L. LAURAT : *La Crise mondiale*, Paris, 1935, p. 52 et autres.

(21) *Wege aus der Krise*, 1931.

(22) La critique, nous semble-t-il, a ici aussi été injuste. Voir Dr H. GOTTSCHALK, *op. cit.* p. 42, cf. avec *Konjunkturen und Krisen*, p. 389. — V. aussi *Technischer Fortschritt und Arbeitslosigkeit*, p. 75.

pouvoir l'achat réel des revenus fixes, mais elle serait sans doute moindre que celle des profits (23).

6° — Cette discordance dans les variations des prix des produits et des prix des services est donc la clef de voûte du système d'Emil Lederer. Le rôle qu'il attribue aux revenus fixes est essentiel et indispensable, sans eux il ne pourrait s'imaginer les alternances dans le rythme de l'économie. En attribuant aux revenus fixes ce rôle prépondérant, Lederer fait des classes consommatrices les stimulants des mouvements cycliques. Par là, déjà, il était logique qu'il plaçât le centre de gravité dans les produits de consommation directe et qu'il vît dans les mouvements ou les tendances de leurs prix les points de départ des montées ou des descentes. Sa conception du rôle des revenus fixes nous amène donc, elle aussi, à affirmer que la pensée fondamentale de Lederer au sujet des mouvements initiaux — va sans hésitation aux prix des produits des industries de consommation (plus spécialement, on l'a vu, des industries du bâtiment). Si donc le mouvement des prix est déclenché dans les industries des moyens de production, ce dont Lederer envisage la possibilité (24), c'est parce que les entrepreneurs ont prévu ou pressenti un mouvement analogue dans les industries de consommation. Ici, Lederer prétend corriger les conceptions de Joseph Schumpeter (25),

(23) Notons en passant que cette notion de revenus se retrouve incidemment dans les ouvrages antérieurs à Lederer. — Ainsi, ils correspondent à ce que Aftalion appelle : « d'une façon générale tous ceux qui ne dépendent pas de la prospérité industrielle. » (*Crises*, I, p. 299.)

(24) *Konjunktur und Krisen*, p. 362 et autres.

(25) *Ibid.*, p. 368.

auteur qu'il cite le plus volontiers et auquel il semble reconnaître le plus d'influence sur sa propre œuvre. Ici également, Lederer s'oppose le plus nettement à la théorie de l'épargne, à laquelle en d'autres lieux, il fait d'assez larges concessions (26). Cependant, si ce sont les revenus fixes, par leur pouvoir d'achat consommateur, qui déterminent les mouvements cycliques, ils n'en sont pas les seuls, et les mouvements sont conditionnés par deux autres éléments indispensables : le crédit supplémentaire et le progrès technique. Nous allons les analyser tous les deux et par là nous aurons terminé l'énumération des principaux points de la théorie des crises d'Emil Lederer.

7° — Le crédit joue un rôle important et même essentiel dans la pensée de Lederer; c'est le crédit par son expansion, qui généralise la reprise, c'est le crédit, par sa contraction qui amène la crise. Sans l'expansion du crédit, la reprise ne pourrait être ni générale ni si vive, sans l'expansion du crédit, Lederer ne saurait du reste s'expliquer les mouvements discordants des prix et des revenus. Cependant si le crédit est essentiel, il n'est pas le seul à financer l'activité. Lederer ne méconnaît pas le rôle de l'épargne, il lui accorde même une place très importante, mais il lui nie le rôle de stimulant, il en fait seulement une base, une plate-forme sur laquelle va se superposer cet échaffaudage du crédit, créateur des activités. Les épargnes ne cessent de s'accumuler même pendant la période de dépression, mais ce n'est qu'additionnées

(26) *Ibid.*, p. 379 et autres.

d'une forte dose de « crédit supplémentaire » qu'elles peuvent contribuer au déclenchement de l'essor (27). Les épargnes restent donc la base de tout financement des activités, et Lederer ne néglige pas de le faire ressortir à maints endroits (28), mais elles sont insuffisantes à elles seules (précisément parce qu'elles sont investies durant la dépression) à financer une reprise, il faut le crédit supplémentaire, une création anticipée de pouvoir d'achat qui va accélérer, amplifier, faciliter le mouvement qui se dessine. Le crédit ne se substitue donc pas à l'épargne, il ne fait plutôt que la devancer (29). Le crédit sert à créer de nouvelles activités, il provoque une demande de moyens de production et une demande de main-d'œuvre, et par là entraîne une hausse. De branche en branche, de groupe à groupe, le crédit se déverse en cascade sur toute l'économie et crée par ses effets rapides, une hausse générale. Comme les revenus (fixes) ne suivent pas ou pas assez rapidement, ce sont eux qui paient les frais de cette expansion

(27) Ersparnisse aus der Zeit der Depression strömen jetzt dem Wirtschaftsleben der Industrie zu und darüber hinaus wird Kredit als « Zusätzlicher » gewährt. Bei näherer Überlegung wird man finden dass die Bedeutung dieses « Zusätzlichen » Kredits in den modernen Konjunkturen besonders gross sein muss. Denn die Ersparnisse waren ja auch in der Depressionszeit « angelegt » und so ist nur mit zusätzlichem Kredit, also neugeschaffener Kaufkraft, eine sehr erhebliche Ausdehnung des Produktionsprozesses möglich. Erst dadurch wird ja eine allgemeine Preissteigerung eingeleitet. » (*Konjunktur und Krisen*, p. 387).

(28) *Konjunktur und Krisen*, v. notes pp. 374, 377-78, 387-88. — *Deutschlands Wiederaufbau*, pp. 7-8.

(29) « Bei Gewährung Zusätzlichen Kredits braucht die Akkumulation der Ersparnisse nicht erst abgewartet werden » (*Konjunktur und Krisen*, p. 390). — « ...dass die Kreditgewährung lediglich eine Ausdehnung der Produktion beschleunigte oder erleichterte, welche auf dem Wege der Ersparnisse erfolgt wäre ». (*Id.* p. 392).

par une diminution relative de leur pouvoir d'achat. Ils sont acculés à une « épargne forcée » (30) et cette épargne forcée est contenue dans l'inflation du crédit qui crée la conjoncture (31). C'est cette injection de crédit qui est cause de la hausse des prix et c'est la masse de crédit injectée qui crée la discordance entre la somme des prix et celle des revenus, discordance qui amènera finalement la crise. Celle-ci sera donc un rajustement du pouvoir d'achat artificiel à sa valeur réelle. C'est en freinant le crédit et en laissant se développer l'épargne que l'on remet l'harmonie dans le rythme de l'économie (32).

8° — Une seconde condition essentielle qui préside aux mouvements cycliques c'est le progrès technique. Pour que l'essor soit déclenché il faut que soient créées de nouvelles conditions de production ou de distribution (inventions, perfectionnements, etc...) La période de dépression est une période de rationalisation. Pour la Dépression économique

(30) Terme que Lederer attribue à tort à Schumpeter, puisque celui-ci l'attribue lui-même à L. V. MISES. (V. *Théorie de l'évolution économique*, par Schumpeter, trad. de Perroux, Paris, 1935).

(31) V. explications détaillées du mécanisme du crédit dans son étude *Technischer Fortschritt und Arbeitslosigkeit*, pp. 75-95, et *Ort und Greunze des Zusätzlichen Kredits*, Archiv. fur S. S., juin 1930.

(32) Nous pourrions, ici, reprocher à Lederer de n'avoir point attaché beaucoup d'importance aux possibilités de thésaurisation dont toute la vigueur s'est révélée au cours de la Crise mondiale. (Il n'en fait qu'une mention brève à la page 379, de *Konjunktur und Krisen*, et semble y avoir pensé dans *Morphologie der Krisen*, p. 7). — De même, il nous semble qu'il critique mal les partisans de la théorie de l'épargne en disant : « que le taux d'intérêt devrait, par suite de la concurrence des capitalistes qui accumulent l'épargne, tomber à zéro. » (*Konj. und Krisen*, p. 387). Mais c'est précisément ce qui est arrivé, ou presque. Durant la crise mondiale, les banques suisses ont, par exemple, refusé des dépôts, et le taux est tombé, dans beaucoup de pays capitalistes, à des niveaux vraiment dérisoires !

mondiale, Lederer croit qu'elle comporte non seulement un progrès technique considérable, mais un véritable bouleversement dans la technique de toutes les branches de l'économie. Et surtout, ce progrès s'opère à une rapidité telle que l'introduction de nouvelles productions ne parvient pas à absorber la main d'œuvre disponible. C'est ainsi qu'est créé un chômage structurel (33). Pour ne citer qu'un exemple des progrès foudroyants de la rationalisation d'après-guerre, Lederer s'en rapporte à une enquête de Dr Mendelssohn, d'après laquelle la production des houillères en Allemagne a augmenté entre 1913 et 1929 près de quatre fois plus que le nombre des ouvriers occupés (34). Au cours de la Dépression économique mondiale cette condition essentielle du progrès technique est pleinement réalisée, mais ce sont les deux autres qui font défaut; le développement des épargnes (la liquidité des banques est parfois assez grande mais insuffisante) pour rendre possible une expansion rapide du crédit et financer l'essor, 2) et c'est ici la cause principale de la persistance du marasme, la fermeté du pouvoir d'achat manque, les revenus fixes n'ont pas tenu bon comme dans les dépressions antérieures, le pouvoir de consommation n'a pas subi une augmentation relative aux prix. La baisse des salaires et des traitements a, en effet été parfois très forte au cours des dernières années (35). Ici il est nécessaire de faire cette remarque que si Lederer considère ces trois facteurs —

(33) *Technischer Fortschritt und Arbeitslosigkeit*, p. 72.

(34) *Wege aus der Krise*, p. 24.

(35) *Die Lähmung der Weltwirtschaft*, *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, mars 1932, p. 8.

revenus fixes, crédit progrès technique — comme nécessairement liés aux mouvements cycliques, il en envisage aussi d'autres dans le cadre plus large du développement graduel de la société. Ainsi deux autres facteurs fondamentaux sont à la base de ce développement : la croissance de la population et celle des épargnes (36). Mais pour en revenir au progrès technique lui-même, il faut noter là aussi que Lederer s'en fait une conception très large. Il entend par progrès technique un ensemble de conditions améliorées de la production. Ce peuvent être aussi bien des perfectionnements dans l'organisation que des découvertes de nouvelles branches de production, ou encore de nouveaux débouchés, ou bien des changements des méthodes de transports ou de réception des biens — tout aussi bien que de propres avantages techniques par suite d'inventions. Si l'on voulait donc ramasser dans une phrase tout ce qui entre dans cette notion, l'on pourrait dire que Lederer définit comme progrès technique tout ce qui comporte un abaissement des prix de revient (37). C'est une définition très large, et l'on pourrait faire ce reproche à son auteur que c'est là plutôt une définition du progrès « économique » que du progrès « technique ». — Notons, à la fin de cet exposé, que Lederer a, dans certains de ses travaux, formulé des vues plus étroites à cet égard, témoin cette définition où il a lié d'une façon indissoluble le progrès technique à l'investissement de capitaux fixes (38).

(36) *Ibid.*, pp. 12-13.

(37) *Ibid.*, p. 24.

(38) *Technischer Fortschritt und Arbeitslosigkeit*, pp. 40-51.

CHAPITRE VI

P. W. MARTIN

M.W. Martin, du Bureau International du Travail, a publié plusieurs

P. W. Martin, du Bureau International du Travail, a publié plusieurs ouvrages théoriques en anglais, dans lesquels il traite de la question de la pénurie du pouvoir d'achat et esquisse un plan de rajustement de cette pénurie. C'est un des rares théoriciens du groupe qui, à côté de Lederer, ait formulé une théorie complète du cycle économique. Son idée favorite c'est l'excès de capital liquide.

1. Conception organique et monétaire. — 2. Le pouvoir d'achat.
 - 3. Les débouchés. — 4. Les produits et les services finaux.
 - 5. Le court-circuit du pouvoir d'achat. — 6. Le concept de la disproportionnalité. — 7. Les autres causes des crises.
 - 8. L'équation du marché. — 9. Pénurie chronique et pénurie intermittente de pouvoir d'achat.
-

1° — P. W. Martin est également partisan d'une théorie organique. Sa conception est même celle d'un système capitaliste pur, arrivé à son stade avancé. Il insiste sur le fait que le cycle et les crises sont les caractéristiques non pas du capitalisme pris au sens large du terme, mais plus particulièrement du capitalisme moderne, du système industriel. La société dont parlaient les classiques était un ensemble de producteurs indépendants, les crises dont elle était victime provenaient de la disproportionnalité, elles étaient partielles et généralisées. Les classiques, avec J. B. Say en tête, ne commettaient en somme aucune erreur, car de leur temps de véritables crises de surproduction générale n'étaient pas encore possibles. Mais les crises modernes sont différentes, elles sont de vraies manifestations d'une surproduction sur toute la ligne, et elles ont été inévitables avec le fonctionnement du système tel que nous l'avons connu jusqu'à nos jours (1). C'est que les échanges sont interrompus par le chaînon de la monnaie et c'est ce caractère essentiellement monétaire de l'économie industrielle qui a été la raison des mouvements cycliques et des crises. La théorie de P. W. Martin est bien une théorie monétaire (2). Martin conçoit la société moderne sous l'aspect d'une entreprise capitaliste, une société par actions, dans laquelle

(1) *Unemployment and purchasing power*, 1929, pp. 9-12, — *The problem of maintaining purchasing power*, 1931, pp. 6-16, 94-107, 213. — *The limited market*, pp. 76-77.

(2) *The problem of maintaining purchasing power*, pp. 17-261-178. — La théorie de P. W. Martin a, du reste, ce trait, comme d'autres, de commun avec la théorie de Foster-Catchings. Voir, à ce sujet, W. C. MITCHELL, *Business Cycles*, article dans *Encyclopaedia of the Social Sciences* (ed. E. R. Seligman), T. I, p. 99.)

les individus offrent leur force de travail et leurs capitaux et reçoivent diverses rémunérations en monnaie... (3)

2° — P. W. Martin admet sans hésitation la périodicité des crises. Il parle constamment du « retour des phases de prospérité et de dépression, ainsi que des crises et des périodes d'essor » (4). Il admet non seulement la périodicité de ces phénomènes, mais même leur régularité. « Cette succession régulière, prospérité, crise, dépression, essor, est le trait caractéristique commun à tous les cycles économiques » (5). Il voit dans le retour continu de ces mêmes phénomènes une telle régularité et une telle similitude, que c'est pour lui une des raisons principales de leur rechercher une cause commune et profonde, cachée sous les multiples aspects extérieurs du phénomène (6). Du reste, « le cycle économique est un phénomène relativement simple » (7). Il y a d'un côté la somme des services et des produits définitifs, et de l'autre la somme de pouvoir d'achat, incorporée dans la quantité de monnaie. Si les deux sommes correspondent, il y a équilibre, et de fait notre système actuel tend vers cet équilibre (8); mais des facteurs viennent le

(3) *The flaw in the price System*, 1924, pp. 25-38. — *The p. o. Maintaining purchasing power*, pp. 16-22, 94-95. — *Unemployment and purchasing power*, p. 17.

Critique de la théorie de P. W. Martin : Foster-Catchings, *Profits*, p. 317.

(4) *The flaw in the price system*, pp. 10, 12, 54, 60, 64. — *The limited market*, pp. 10, 38, 55, 66, 78. — *The problem of maintaining purchasing power*, pp. 14, 34, 111, 112, 237, 265, etc... — *Unemployment and purchasing power*, p. 53 et autres.

(5) *The flaw in the price system*, p. 9.

(6) *The flaw in the price system*, p. 10.

(7) *The flaw in the price system*, p. 12.

(8) *The problem of maintaining purchasing power*, pp. XI, 82, 94, etc...

contrarier : à des intervalles réguliers il y a un manque de débouchés nécessaires pour écouler les produits à des prix rémunératifs (9). Ce manque de débouchés est dû à un manque de pouvoir d'achat. C'est lui qui détermine la périodicité des crises, car elles s'ensuivent dès que l'augmentation de la quantité de monnaie vient à faire défaut (10). La périodicité est donc liée aux mouvements de la monnaie, c'est-à-dire, du pouvoir d'achat. Martin n'a pas donné des chiffres précis quant à la durée des cycles, il ne fait que mentionner incidemment quatre, sept ou dix années (11).

3° — Pour Martin, les crises sont donc caractérisées par ce manque périodique de débouchés, « la rareté intermittente des marchés ». Le système capitaliste se trouve de temps en temps aux prises avec un surplus de produits invendables (= à des prix rémunératifs !) qu'il recherche alors à déverser ailleurs. D'où la lutte pour les marchés extérieurs, l'expansion mondiale, les guerres modernes (12). Martin est donc partisan de l'explication de l'impérialisme par la recherche des débouchés pour écouler le surproduit (13). Par sa conception de surproduit invendable,

(9) *The limited market*, pp. 53-55. — *The problem of maintaining purchasing power*, p. 265.

(10) *The flaw in the price system*, pp. 44-55. — *The limited market*, p. 45. — *The problem of maintaining of purchasing power*, p. 219. — Il est vrai que le manque de pouvoir d'achat, quoique généralement traduit par une disette de monnaie, ne l'est pas forcément toujours. (V. *The pr. of maintaining p. power*, p. 212).

(11) *The flaw in the price system*, p. 10.

(12) *The flaw in the price system*, pp. 6/8.

(13) Cf. LAURAT (*Controverses sur l'accumulation*). — *The Limited market*, pp. 100-104. — *The problem of maintaining purchasing power*, pp. 285, 288, etc...

Martin est entré dans les fameuses controverses sur l'accumulation. A la place des schémas plus compliqués qu'ont développés après Karl Marx, Tougan-Baranovsky, Rosa Luxembourg, Otto Bauer et tant d'autres — P. W. Martin a construit un schéma très simple d'une société à production et répartition organisées et est également arrivé à un surplus invendable dans un système dynamique (13). Cependant ce surplus semble être à ses yeux une portion absolument invendable, c'est-à-dire, impossible à faire écouler à des prix rémunératifs, même par la conquête de débouchés extérieurs. Cela ressort du moins de certains de ses passages (15).

4° — La cause fondamentale de l'apparition intermittente d'un surplus de produits invendable et des crises économiques qui en sont la conséquence — est à rechercher dans un manque périodique de pouvoir d'achat. Mais qu'est-ce que ce pouvoir d'achat ? P. W. Martin en donne la définition que voici : « Nous employons ce terme pour désigner ce qui sert actuellement à faire un achat, c'est-à-dire, la monnaie sous toutes ses formes; plus particulièrement la monnaie employée ou disponible pour acheter des produits » (16). Il faut donc bien avoir en vue la concep-

(14) V. *The flaw in the price system*, pp. 25-38.

(15) Ainsi ce passage : « Avec un pouvoir d'achat qui, de temps en temps fait défaut, les marchandises ne peuvent trouver un marché à des prix rémunératifs, soit à l'intérieur du pays, soit à l'étranger. » (*The problem of maintaining purchasing power*, p. 265).

(16) *The problem of maintaining purchasing power*, pp. 19-20. — Par produits, Martin entend les produits finis, ou tous les objets de consommation, les moyens de production à l'état fini, ainsi que les services accomplis. Ces notions seraient à discuter, et il nous semble

tion du pouvoir d'achat telle que se l'est faite l'auteur : pour lui, il y a à un moment donné le marché de tous les produits de consommation ou production) et de tous les services (« finis ») avec leurs prix qui sont fixés par les coûts monétaires de production (17). De l'autre côté il y a le courant opposé, celui des moyens de paiement de toutes sortes, dont les sources essentielles sont les mines d'or, la planche à papier et le crédit de banque (18). Les deux courants se rejoignent sur le marché où il y a une tendance à l'équilibre entre les objets et services offerts (à des prix déterminés par les coûts monétaires) et les moyens d'achat qui y parviennent (19). Pourtant cet équilibre est de temps en temps rompu par différents facteurs qui contribuent à créer soit une surabondance soit une insuffisance de moyens d'achat (20). Pour P. W. Martin le problème se présente surtout sous l'aspect d'une défaillance régulière du pouvoir d'achat (21). Il n'est donc pas question d'un manque d'emploi latent du potentiel de production (22), mais de l'impossibilité en un temps donné d'écouler tous les produits

que l'auteur ne justifie pas assez clairement cette classification. — Voir aussi *Unemployment and purchasing power*, pp. 14-15.

(17) Toute la théorie de P. W. Martin se fonde, en effet, sur la théorie marxiste de la valeur. Il insiste beaucoup sur cette notion des coûts monétaires. Voir *The problem of maintaining purchasing power*, pp. 42, 95, 100, 160, 164 et autres.

(18) *The p. of. m. p. power*, p. 49 et autres. — *Unempl. and purchasing power*, p. 31 et autres. — *The limited market*, p. 40, etc...

(19) V. *Maintaining purchasing power*, pp. 82 et autres.

(20) *The flaw in the price system*, p. 82. — *The limited market*, p. 54.

(21) *The flaw in the price system*, p. 83.

(22) Problème que P. W. Martin envisage et examine également (cf. HOBSON et MOULTON), mais auquel il attribue une importance secondaire (« inadequate pressure of purchasing power »), *Maintaining purchasing power*, p. 5 et autres. Voir plus bas.

et les services offerts. Pour P. W. Martin, l'attention doit avant tout être concentrée *sur le marché* pour voir si la masse des produits et services offerts (« actuellement ») est achetée par la masse des moyens de paiement offerts (« actuellement ») sans égards si l'appareil de production pourrait déverser un nombre plus grand de produits ou si la masse des acheteurs possède plus de moyens de paiement (23). Il ne cherche donc pas à savoir ce qui pourra advenir, mais ce qui actuellement advient sur le marché. Et l'expérience démontre que le marché est périodiquement régorgé de produits et services qui ne peuvent être vendus à des prix rémunérateurs, c'est-à-dire, couvrant les coûts monétaires de production. Tel est le problème. En d'autres termes, il y a une défaillance périodique de pouvoir d'achat (24) adéquat.

5° — Mais cette défaillance périodique de pouvoir d'achat, génératrice de crises, d'où provient-elle, en quoi consiste-t-elle ? (25).

— En règle générale, elle consiste simplement en une insuffisance de moyens monétaires venant du côté des acheteurs. Elle peut aussi consister en une arrivée trop forte de marchandises sur le marché (p. ex. liquidation des stocks, etc...) ou prendre d'autres formes, p. ex. l'augmentation subite du coût de production qui fait monter les

(23) *Unemployment and purchasing power*, p. 45 et autres.

(24) Sans négliger l'autre aspect du problème, l'insuffisance latente de l'afflux monétaire, dont il sera question plus bas.

(25) Nous nous dispenserons, pour ce point de citation, car c'est ici le noyau de la thèse de P. W. MARTIN. Elle se trouve exposée dans tous ses ouvrages, sur toutes les pages.

prix, etc... Pourtant sa forme essentielle, la plus apparente, c'est celle d'un manque de moyens d'achat pour absorber les quantités données de produits et de services à des prix couvrant au moins les frais de production.

Mais cette « disette » de pouvoir d'achat, d'où provient-elle ?

— Il peut y avoir, ici aussi, plusieurs causes, p. ex. la thésaurisation, la lenteur plus ou moins grande de l'emploi de la monnaie, le paiement des dettes ext., des impôts, etc... Mais la cause esentielle, primordiale, celle qui prime toutes les autres et qui doit servir d'explication principale pour le phénomène des crises périodiques de « surproduction » — c'est le « court-circuit » de la monnaie, c'est l'emploi réitéré de la monnaie à une même fin, au lieu qu'il le fût alternativement aux deux fins de production et d'achat. La monnaie doit servir, en effet, d'abord à créer la production, ensuite à l'acheter. Elle est injectée d'abord sous forme de pouvoir d'achat (salaires, dividendes etc...) qui rémunère la création des biens; ce même pouvoir d'achat doit servir à acheter ces mêmes biens. S'il se refuse même temporairement, à cette destination, ce pouvoir d'achat créé par la production est dévié — et grâce à la forme monétaire de l'économie moderne, il est possible qu'il y ait non seulement des déviations partielles (disproportionnalités) de pouvoir d'achat créés avec la production, mais une déviation sur toute la ligne. Il y a un refus général du pouvoir d'achat à s'employer à l'achat. Une bonne partie des revenus tend à se réinvestir.

— L'on croirait suivre Hobson... Jusqu'ici c'est bien son idée d'un investissement trop fort des revenus. Mais Hob-

son pensait à un développement trop fort de l'épargne (par suite de l'inégalité des revenus) qui pousse à une croissance disproportionnée les industries de moyens de production par rapport à celles d'objets de consommation. Mais cela, aux yeux de Martin, n'est qu'une cause de disproportionnalité, il s'agit seulement d'une rupture de rythme dans le développement des différentes industries (26). Il s'agirait de rétablir un équilibre dans la production, de corriger un manque de proportionnalité, c'est tout. Et cette objection est très justifiée, nous sommes nous-mêmes arrivés à qualifier la théorie de Hobson de théorie de disproportionnalité. Pour Martin les revenus qui se refusent à acheter les objets de consommation courante et vont s'investir dans l'épargne ne doivent pas forcément créer un état de surproduction, ou plutôt de sous-consommation. Le « pouvoir d'achat » ne s'est pas encore dérobé, car si l'épargne sert à financer des achats de machines ou autres moyens de production, l'acte final du moyen de paiement est accompli, le « circuit » est complet. La défaillance du pouvoir d'achat ne s'ensuit que lorsque celui-ci est employé deux (ou plusieurs) fois à une même fin, au lieu qu'il fut employé *alternativement* (27). Exprimé plus concrètement le problème se résout à ceci : le pouvoir d'achat épargné, au lieu d'« acheter » les produits qu'il a servi à créer, s'emploie de nouveau à stimuler la création, c'est-

(26) *The flaw in the price system*, p. 38. — Hobson ne fait pas de différence entre l'emploi de l'épargne à l'achat de capital fixe ou son investissement comme capital circulant. V. *The problem of the Unemployed*, p. 79.

(27) *The flaw in the price system*, p. 24. — *The problem of maintaining purchasing power*, pp. 11, 144, 171. — *The limited market*, pp. 78-79.

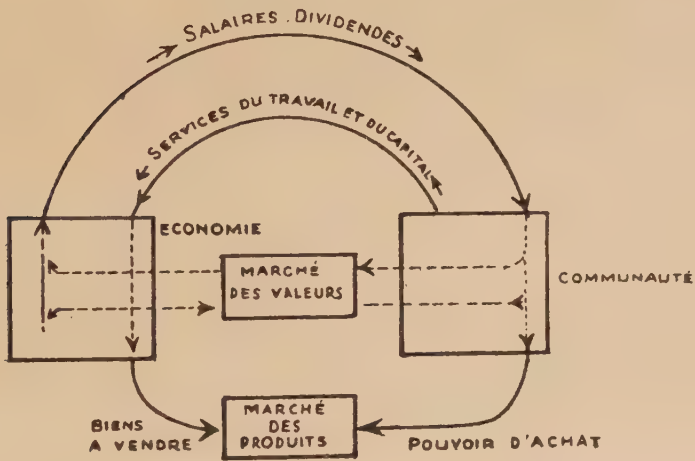
à-dire, sous forme de salaires, traitements, dividendes... De ce fait, il est employé deux fois (ou plus) comme moyen liquide, tandis qu'il n'arrive qu'une fois sur le marché comme moyen fixe d'achat. Il sert deux fois (ou plus) à produire des objets qu'il ne vient acheter qu'une seule fois sur le marché des produits (et services) finis. Tel est le problème posé par P. W. Martin.

6° — Nous avons donc vu que pour P. W. Martin le problème essentiel du manque de pouvoir d'achat consiste dans l'emploi des fonds comme moyen de roulement (salaires, traitements, etc..) deux fois, tandis qu'ils n'arrivent qu'une seule fois sur le marché comme moyen d'achat. Pour plus d'aisance dans l'expression, nous pourrions dire que pour lui le problème c'est d'empêcher les fonds de servir deux (ou plusieurs) fois comme moyens de paiement et une seule fois comme moyens d'achat. Paiements et achats doivent se suivre alternativement, et si l'ordre est interrompu, la monnaie manque à son juste fonctionnement. Mais à pousser jusqu'au bout le raisonnement de Martin, l'on arrive à des conclusions intéressantes. S'il s'agit d'empêcher que la monnaie s'emploie deux fois à payer le travail — qui crée les biens à vendre — alors qu'elle ne sert qu'une fois à en acheter le produit, l'on arrive à cette constatation que la monnaie ne doit pas acheter trop de travail par rapport aux produits. Car dans le système capitaliste (28), la force de travail est aussi une

(28) Surtout tel que se le conçoit P. W. Martin. V. note 3 1°. — V. *The problem of maintaining purchasing power*, pp. 19-20 et 279 n. — V. aussi les graphiques.

PLANCHE 5

Le circuit économique représenté par P.-W. Martin : *The problem of maintaining purchasing power*, p. 231



marchandise, elle a aussi son marché et son prix (29), et payer des salaires ou des traitements c'est acheter la force de travail. Par conséquent il faut empêcher un afflux trop fort de l'épargne vers les moyens de roulement ou en d'autres termes, il faudrait proportionner l'emploi des fonds pour la création du capital liquide et pour celle du capital fixe. Si l'on veut tirer toutes les conséquences du système capitaliste pur, tel que se le représente P. W. Martin, l'on devra arriver à cette conclusion que dans son fonctionnement actuel il y a un manque de proportion dans l'emploi des capitaux sur le marché des produits et sur celui du travail et que c'est ce manque de proportion entre les deux marchés qu'il faudrait corriger. C'est donc aussi une théorie de la disproportionnalité !

Nous n'entrons pas ici dans la critique de la théorie de P. W. Martin, ni des conceptions qu'il a énoncées au sujet du capital, des biens, du pouvoir d'achat (30). C'est peut-être surtout sa notion de « produits finis » (objets de consommation et de production et services rendus définitivement) qui prêterait à critique. Ce qui nous importe c'est de donner une analyse juste de sa théorie et de la classer dans l'ordre des idées que nous examinons ici. De ce chef, nous disons que c'est aussi une théorie de la disproportionnalité, car elle peut être formulée comme voici : le système « industriel » souffre d'un abus de capital liquide (31), un

(29) Il est vrai régis par d'autres lois que celles régissant le marché des produits.

(30) V. *The problem of maintaining purchasing power*, pp. 19-23. — *Unemployment and purchasing power*, p. 12-13.

(31) V. la caractéristique que donne WESLEY C. MITCHELL de la théorie de P. W. MARTIN : « Martin ascribes the deficiency of buying

même pouvoir d'achat étant employé plusieurs fois aux fins de production et une fois aux fins de consommation, Comme le capital liquide consiste surtout dans l'achat de la force de travail, l'on peut dire qu'il y a une rupture périodique de proportion entre l'achat de la force de travail et l'achat des produits du travail, ou en d'autres termes, une rupture de proportion entre le marché des services et celui des produits.

7° — Si la théorie de P. W. Martin tend à expliquer les crises cycliques par le besoin exagéré de capital liquide en période d'essor, elle n'en est pas la seule explication. Il faut rendre cette justice à l'auteur et montrer qu'il a épuisé aussi les autres principales sources d'explication; mais il s'est arrêté surtout à celle qu'il considère comme la principale, la cause fondamentale (32), et c'est d'elle qu'il a fait sa théorie. Ainsi, il énumère comme « autres facteurs » qui influent sur l'activité économique : la vague de pessimisme, la production disproportionnelle, l'expansion disproportionnelle, le progrès technologique, les fluctuations saisonnières, les « rémunérations » exagérées... Il s'arrête surtout sur le pessimisme des hommes d'affaires, auquel il attribue une influence de premier ordre (33). Il note aussi le phénomène du « retard » des produits sur

power, not to saving by corporations and individuals, but to the need of larger « liquid capital » which prosperity brings » (*Business Cycles, The problem and its setting*, 1927, p. 40. V. aussi p. 51).

(32) V. *Maintaining purchasing power*, p. 154.

(33) V. *Maintaining purchasing power*, pp. 141-155. — *The limited market*, p. 48-50.

les salaires, ainsi que des dividendes sur les produits (34). Le mécanisme de la distribution des revenus impliquerait par lui même une sorte de rythme : il y aurait d'abord trop de moyens d'achat, les salaires étant distribués aussitôt ; après cela suivrait une surabondance de produits, car ils viendraient subitement se déverser sur le marché (sauf le stockage) ; après quoi les revenus se rattraperaient par la distribution des dividendes. Cette sorte de rythme commencerait donc par des additions surabondantes de capital liquide, ce qui crée une pléthore préalable de pouvoir d'achat. La politique des banques en période d'essor contribue à accentuer les effets de ce début de perturbations (35). L'arrivée des produits sur le marché est voilée au début et pendant un certain temps par la politique des banques qui créent du pouvoir d'achat. Mais cela ne peut durer indéfiniment, et la crise s'en suit bientôt plus aiguë (36).

Apparemment, c'est la politique des banques, avec leur restriction du crédit, qui cause les crises (37). Au fond la cause c'est le déversement des produits, qui suit à une certaine distance le déboursement des salaires, tandis que le pouvoir d'achat des dividendes retarde. Dans la dépression, les dividendes sont distribués et contribuent à augmenter les achats (matériel, etc...) ; ils sont souvent distribués même en période de complète stagnation, alors

(34) *The limited market*, p. 47. — *Maintaining purchasing power*, pp. 29, 72, 76.

(35) *The flaw in the price system*, p. 46.

(36) *The flaw in the price system*, pp. 40, 45, 55.

(37) *The limited market*, p. 45.

que les profits ne sont plus réalisés. En second lieu, très souvent l'on continue à conserver et rémunérer le personnel tout en arrêtant une partie de la production. En troisième lieu, pendant la dépression on vend de grandes quantités de produits au-dessous des coûts de production. Quatrièmement, nombreux sont ceux qui pendant la dépression, par suite de la baisse des revenus, font appel à leurs économies... Tous ces faits (38) joints au phénomène principal — une réduction du capital liquide, — contribuent à augmenter la consommation, c'est-à-dire, l'emploi direct du pouvoir d'achat, et amènent un rajustement automatique, point de départ d'un nouveau cycle (39).

8° — P. W. Martin n'a pas seulement pris en considération les multiples causes qui déterminent les mouvements cycliques avec les crises et les dépressions, en tentant d'en dégager une principale, qu'il a développée avec beaucoup de soin et de sagacité. Il a de plus présenté cette même « cause » principale sous ses différents aspects, car un manque de pouvoir d'achat dépend de quatre facteurs lui-même, qui forment ce que l'auteur a dénommé l'équation du marché; ces quatre facteurs sont : les additions aux fonds de roulement (capital liquide), les quantités de produits stockés, la quantité de monnaie en circulation et la quantité de monnaie retenue par le public (40)... Cette équation représentant l'équilibre dynamique, est formulée

(38) *Unemployment and purchasing power*, pp. 53-54. — *The limited market*, pp. 53-55.

(39) MARTIN a ajouté encore un facteur de « rajustement », c'est le crédit à la consommation. (V. *Maintaining purchasing power*, p. 62).

(40) V. *Maintaining purchasing power*, p. 295.

par l'auteur sous cette forme : $A + D = B + C$, dans laquelle A = additions au capital liquide, tendant à créer le « court-circuit », donc à causer une pénurie du pouvoir d'achat, D = quantité de monnaie retenue par le public, tendant également à créer un manque de pouvoir d'achat; B = volume des stocks accumulés volontairement, ce qui correspond à une augmentation du pouvoir d'achat vis-à-vis des biens jetés sur le marché; C = addition à la quantité de monnaie en circulation, ce qui augmente en chiffres absolus le pouvoir d'achat à la disposition du public (41). Les facteurs devraient ainsi se neutraliser deux à deux pour qu'il y ait équilibre. Les variations de n'importe lequel des quatre facteurs forment des variations du pouvoir d'achat; une augmentation des marchandises stockées équivaut à une augmentation du « pouvoir d'achat » — inversement un afflux de fonds pour le paiement de nouveaux ouvriers, c'est-à-dire, une augmentation du capital liquide équivaut à une réduction du pouvoir d'achat (42). L'afflux de nouvelles quantités de monnaie provient des mines d'or, de la planche à papier et du crédit de banque. Il peut s'opérer soit à travers les industries ou directement par l'entremise de la consommation (43). La retenue du pouvoir d'achat par le public s'opère soit sous forme de thésaurisation, soit sous un emploi plus lent des moyens de paiement (poches, porte-monnaies, etc...) ou sous forme d'une augmentation des comptes débiteurs dans les banques

(41) *Maintaining purchasing power*, pp. 101-103.

(42) *Maintaining purchasing power*, p. 78.

(43) *Maintaining purchasing power*, pp. 49-56. — *Limited market*, pp. 39-40. — *Unemployment and purchasing power*, p. 31-39.

Ces voies par lesquelles est créée une pénurie du pouvoir d'achat se trouvent renforcées par la croissance de la population, l'augmentation des impôts, ainsi que l'accroissement des transactions entre les individus (44).

9° — Pour faire une analyse complète de la théorie de P. W. Martin, il faut aussi dire que son explication de la pénurie de moyens d'achat est une explication bicéphale; il y a d'abord le manque périodique du pouvoir d'achat, qui amène les crises aiguës, c'est ce que l'auteur appelle *deficiency of purchasing power*; il y a ensuite une insuffisance latente du pouvoir d'achat, qui occasionne une inactivité constante d'une partie de l'industrie; c'est ce que l'auteur dénomme *inadequate pressure of purchasing power*. Il est de ce fait plus complet que Harold G. Moulton qui s'efforce surtout d'expliquer ce dernier phénomène, ou John A. Hobson qui accorde son attention surtout au premier. Ces deux phénomènes bien distincts l'un de l'autre, forment ce que l'auteur appelle d'une façon générale « l'insuffisance du pouvoir d'achat » (45). Elle sert donc à expliquer tant les *crises périodiques* du système qui sont les manifestations d'une pénurie intermittente et aiguë du pouvoir d'achat — que l'état de *dépression chronique* qui a surtout caractérisé la période d'après-guerre, et qui a été l'illustration la plus claire d'un défaut chronique du pouvoir d'achat disponible sur le marché des produits et services (=finis). La défaillance du pouvoir d'achat est donc cette pénurie périodique, très accentuée, qui occasion-

(44) *Maintaining purchasing power*, pp. 76-77.

(45) *Maintaining purchasing power*, p. 153.

ne les crises et, qui est déterminée par les mouvements des différents facteurs qui l'affectent (additions au capital liquide, mouvement des stocks, afflux ou raréfaction de la quantité de monnaie). Le défaut chronique du pouvoir d'achat est ce manque d'utilisation constant d'une certaine marge du potentiel productif. Il découle précisément des différents « autres » facteurs qui influent sur l'activité économique : le pessimisme dans les affaires, la production disproportionnelle, l'expansion disproportionnelle, le progrès technique, les variations saisonnières, l'augmentation des coûts de production... (46). Le pessimisme des gens d'affaires semble, aux yeux de l'auteur, un facteur très important et il cite entre autres économistes Pigou, qui a basé son explication des cycles sur le facteur psychologique (47). La production disproportionnelle (hypertrophie de certaines branches par rapport aux autres) peut toujours apparaître faute de véritable direction de l'économie, et aux yeux de l'auteur, elle ne sera jamais complètement éliminée. L'expansion disproportionnelle est plus grave, c'est une véritable sur-capitalisation de certaines branches, ou une substitution d'une production qui réduit une autre à la mort (vapeur à la place du charbon, etc). Le progrès technique tend à améliorer les conditions des consommateurs et de ceux qui restent embauchés, mais crée un chômage chronique qui contribue à amoindrir d'une façon absolue le volume du pouvoir d'achat. Les variations saisonnières sont dues à l'influence du climat, des coutumes, etc. Elles

(47) *Maintaining purchasing power*, pp. 141-153. — *The Limited*

(46) *Maintaining purchasing power*, pp. 141-153. — *The Limited market*, pp. 48-50.

(47) *Maintaining purchasing power*, pp. 166-170, 218.

pourraient être contrecarrées justement par un afflux régulier du pouvoir d'achat. Enfin, l'augmentation déraisonnable des coûts de production tant de la part des travailleurs (trade-unions) que de celle des capitalistes (cartels, trusts, etc), contribue à créer le chômage d'une partie de la main-d'œuvre et par là, de nouveau, une diminution du pouvoir d'achat. Tous ces facteurs sont intimement liés au second des deux phénomènes centraux — à savoir au défaut chronique du pouvoir d'achat, qui explique les dépressions latentes, mais ne donne pas la vraie cause des crises périodiques de sous-consommation (48). Ce qui ne veut pas dire qu'en guérissant cette dernière cause, il ne faut pas en même temps remédier à la première.

(48) *Maintaining purchasing power*, pp. 154-155, 233.

CHAPITRE VII

HAROLD G. MOULTON

Harold G. Moulton est le directeur de la grande institution américaine Brookings Institution. Déjà pendant les années de la guerre mondiale, Moulton a publié des ouvrages remarquables sur la banque. Lors de l'entrée des Etats-Unis en guerre, il a contribué à la mobilisation économique du pays. Au cours de la Crise Mondiale, il a fait publier par la Brookings Institution une série de volumes traitant plus spécialement du problème économique américain. Un grand nombre de ces études est sorti de sa plume. Ce n'est pas un vrai théoricien des crises, mais ses conclusions sont néanmoins intéressantes.

1. Théorie de la dépression chronique. — 2. Sous-consommation et sous-production. — 3. Epargne et investissements. — 4. L'inflation des valeurs. — 5. L'augmentation des revenus. — 6. Les trois remèdes. — 7. Les hauts salaires. — 8. La baisse des prix.
-

1° — Harold G. Moulton est un théoricien de la dépression. Dans ses ouvrages, il ne parle pour ainsi dire pas des crises, et lorsqu'il y fait allusion, il les dépeint comme des phases aiguës de la dépression (1). Pour lui, le développement moderne de la société capitaliste présente surtout les aspects d'une dépression chronique, qui est très marquée dans la phase ascendante. Moulton néglige non seulement le phénomène des crises, mais il s'éloigne aussi de celui de la dépression — tel qu'il est conçu par la majorité des économistes. Pour lui, les phases de « prospérité » et de « dépression » sont moins des phénomènes distincts, des courants opposés, que des différences de degré d'un même phénomène, d'un même courant, qui est l'avance du système capitaliste, avance lente et par-dessus tout insuffisante. Pour lui, ces deux phases du développement capitaliste sont caractérisées moins par des différences que par des similitudes et la seule grande différence qu'on peut découvrir entre elles, c'est une différence de similitude, les mêmes symptômes étant plus accentués dans l'une que dans l'autre. Pour résumer : Moulton voit un problème fondamental dans le développement du capitalisme moderne, c'est le problème du chômage (2). Le chômage est une caractéristique aussi bien de la période d'essor que de celle de dépression. Dans la première, l'inutilisation du potentiel

(1) V. p. ex. : « acute unemployment » ou « acute business depression » (*Income and economic progress*, pp. 88 et 121).

(2) Pris dans le sens général, tel que lui attribue, p. ex. HOBSON, c'est-à-dire chômage de *tous les facteurs* de production, l'inutilisation d'une partie du potentiel général de production.

de production va jusqu'à 20 %, dans la seconde, elle atteint même 50 % (3). Et cette caractéristique est due non à une défaillance fonctionnelle du système, mais elle est plutôt une tare structurale du régime. Car, une certaine marge de non-utilisation de l'appareil productif est concevable dans un système « compétitif », mais cette marge est restreinte et son ampleur est déterminée par les mouvements du taux de profit (4).

La théorie de H. G. Moulton est donc une théorie proprement organique. Le système capitaliste contient un vice de structure, qui l'empêche de travailler à plein rendement. Il se développe par phases alternatives dont les mouvements sont dictés par des causes diverses (5) (surtout par les oscillations de la consommation) (6) ; ces phases sont caractérisées par une utilisation tantôt plus grande (7) (« essor »), tantôt plus petite (« dépression ») du potentiel de production (7). Les symptômes visibles de ces mouvements ondulatoires sont les fortes contractions de la production, plutôt que les faibles oscillations des prix (8). Et le processus tout

(3) Ces données s'appliquent, bien entendu, aux Etats-Unis d'Amérique, et principalement à la période du xx^e siècle, qui a surtout servi aux observations et conclusions de l'auteur. V. Préface à « *The Formation of Capital* », *Economic progress without economic revolution*, p. 9, *Income and economic progress*, p. 30.

(4) *The formation of capital*, pp. 153-154.

(5) *The formation of capital*, pp. 55, 73, 102... « For whatever reasons... ». « The problem of recovery is to get a forward movement of substantial proportions started somewhere ».

(6) *The formation of capital*, p. 71.

(7) « The process involves rather a larger utilization of our productive energy at certain periods when an expansion occurs in the output of both capital and consumption goods and then a smaller utilization of our productive energy when the construction of both capital and consumption goods is declining » (*The formation of capital*, p. 48).

(8) « The striking characteristic of a recovery period, typically spea-

entier présente l'aspect d'une utilisation défectueuse des possibilités de production, problème initial et fondamental du capitalisme moderne.

La théorie de H. G. Moulton n'étant pas une théorie des crises proprement dite, il ne fait pas d'allusion à la question de la périodicité. Pourtant, il y fait incidemment allusion et parle de « fluctuations périodiques » et du « caractère rythmique » du mouvement des affaires (9).

2° — Le problème que se pose H.-G. Moulton est donc un problème tant de « dépression » que « d'essor », c'est un problème de chômage général et permanent. Il se préoccupe moins d'atténuer les fluctuations de ce chômage que d'en éliminer les véritables causes. Quelles sont ces causes ? D'abord l'auteur s'appuie sur les chiffres de l'économie américaine pour démontrer qu'il n'y a pas de disparité entre la production et la consommation, les deux se développant parallèlement ou plutôt, la production se réglant fidèlement sur la consommation (10). Il y a donc simultanément sous-consommation et sous-production, et non alternativement (11), comme chez d'autres auteurs (par exemple Hobson). Il y a une sous-consommation et une sous-production latentes, tantôt plus fortes, tantôt plus faibles, mais elles sont toujours parallèles ; des divergences surgissent seulement temporairement, lorsqu'en période de

king, is not the moderate increase in prices, but rather the great expansion in the volume of production » (*The formation of capital*, p. 115).

(9) *Income and economic progress*, pp. 6-8.

(10) « Evidence shows conclusively that consumption and capital formation do expand and contract together » (*The formation of capital*, p. 43).

(11) *The formation of capital*, p. 47.

déclin la consommation se contracte plus rapidement que la production (12).

Quoique pour H. G. Moulton ce soit la consommation qui détermine le volume et le taux d'accroissement de la production (13), il ne veut pas se cantonner à cette simple affirmation et il admet aussi bien que les mouvements du cycle peuvent être commandés par les changements dans le processus de production lui-même (14). En analysant les différentes crises du capitalisme, il montre que le mouvement de baisse est parti de centres différents, et la crise de 1929 elle-même n'est pas sortie d'une restriction de la consommation, ni de la production, ni de la baisse des prix des produits de consommation ou de production (15). Mais si les mouvements ondulatoires peuvent partir de centres différents, Moulton n'admet pas qu'ils puissent présenter de graves disparités dans le développement des différentes branches de l'industrie. « Nous ne trouvons aucune confirmation de l'affirmation d'après laquelle l'expansion du capital et l'extension du processus de reproduction peut être continué indéfiniment pendant que la consommation est en déclin. L'accroissement du capital et l'élargissement de la consommation sont des phénomènes concomitants et concurrents » (16). C'est pourquoi la seule véritable issue,

(12) « So called overproduction made its appearance, as always, in the ensuing depression when consumption fell off faster than production could be curtailed » (*Economic progress without economic revolution*, p. 18). V. aussi *Income and economic progress*, p. 62.

(13) *The formation of capital*, pp. 71-72. — *Income and economic progress*, p. 43.

(14) *Ibid.*, p. 73.

(15) *The formation of capital*, pp. 56-69.

(16) *The formation of capital*, p. 48.

c'est de stimuler en même temps la consommation et la production, qui s'entr'aident par leur action cumulative (17).

Le problème n'est donc pas dans une production excessive de moyens de production par rapport aux biens de consommation, ni dans une surproduction de ces derniers par rapport à la consommation elle-même. Le problème c'est une insuffisante consommation et une insuffisante production en même temps, la seconde dérivant de la première (18). Mais d'où se fait-il que la consommation est insuffisante ? La réponse réside : dans une « mauvaise distribution du pouvoir d'achat » (19). On épargne trop et on ne consomme pas assez, et, plus il y a de gros revenus, plus forte est cette disparité. En 1929, les 2/3 de l'épargne totale des Etats-Unis étaient fournis par 2,3% de la population (20).

3° — Mais si l'on épargne trop par rapport à ce que l'on consomme, et si l'on ne produit pas en excès de ce qu'il faut pour consommer, que devient cet excès d'épargne ? C'est ici que nous arrivons à l'une des thèses fondamentales de Moulton. Production et consommation se développent

(17) « The best hope of success in stimulating a strong recovery movement through concerted action would be to operate on both the consumption side and the capital side simultaneously, for each might be expected to reinforce the other » (*The formation of capital*, p. 74).

(18) Il faut noter ici que si Moulton parvient, à l'appui de données statistiques, à montrer le parallélisme entre la production et la consommation, il tombe, par contre, dans une *petitio principii* en voulant démontrer que la production se règle sur la consommation. (V. *The formation of capital*, pp. 42-43).

(19) *Economic progress without economic revolution*, p. 17. — *Income and economic progress*, p. 87.

(20) *Income and economic progress*, p. 40.

parallèlement, mais *ce n'est pas le cas de l'épargne et de la production*. Il n'y a pas de relation forcée entre l'épargne et les investissements. L'auteur veut détruire la conception classique d'après laquelle toute épargne mène à un investissement, à une création de moyens de production. Au contraire, l'épargne diminue la production de biens de consommation aussi bien que celle de moyens de production, les investissements s'opérant seulement en période d'expansion de la consommation et dans la mesure de cette expansion (21). Par conséquent : investissements = consommation, mais épargne $\geq$ investissements (22). Dans la consommation, mais épargne $<$ investissements (22). Dans la période moderne du capitalisme, il y a régulièrement un excès d'épargne sur les investissements. Nous verrons plus bas de quelle façon cet excès d'épargne s'absorbe. Une autre question nous intéresse ici : c'est de savoir comment l'on peut concevoir une expansion de la consommation suivie en même temps d'une expansion de la production, Moulton étant partisan de la conception classique suivant laquelle l'épargne est une consommation différée (23). C'est par l'entremise du crédit, répond l'auteur. Dans la phase d'essor, le crédit bancaire — et commercial — sert à alimenter la production parallèlement à l'expansion de la consommation (24). Ainsi, lorsque la consommation s'élargit et que par là elle crée une insuffisance d'épargne, c'est le crédit qui y supplée, ce sont les banques qui fournissent les fonds

(21) *Income and economic progress*, pp. 41-43. — *The formation of capital*, pp. 137, 156.

(22) *The formation of capital*, p. 27. — Cette différenciation entre épargne et investissement n'est pas neuve, elle se rencontre déjà chez les anciens théoriciens des crises, comme p. ex. POHLE, SCHAFFLE, etc...

(23) *The formation of capital*, p. 34.

(24) *The formation of capital*, pp. 107-108.

nécessaires au financement de cet agrandissement de la production.

Ainsi, la thèse essentielle de Moulton, c'est que l'épargne se développe sans égards à la possibilité d'investissements, ou en d'autres termes, que les investissements ne se règlent pas sur l'épargne mais sur les possibilités de consommation. Chez lui il y a donc une sorte de développement automatique de l'épargne (v. 5°), mais non pas un automatisme de l'épargne = investissement. Dans l'économie moderne il y a une tendance de l'épargne à se développer plus vite que la consommation (25), et une tendance des investissements à se développer moins vite que l'épargne (26). Des masses de fonds flottantes restent ainsi en disponibilité. Ainsi en 1929 il y avait, de l'avis de l'auteur, environ 15 milliards de dollars de fonds d'épargne aux Etats-Unis, tandis que la somme des investissements réels de l'année ne s'élevait qu'au tiers, c'est-à-dire à 5 milliards de dollars (27). Lors de l'entrée des Etats-Unis en guerre, il y avait une quantité considérable de fonds disponibles, mais il manquait l'outillage nécessaire pour être employé immédiatement (28).

4° — Il existe donc une masse flottante de capitaux disponibles qui ne s'emploient pas dans la création de nouvel outillage productif. Où va-t-elle ? Moulton énumère les pos-

(25) *The formation of capital*, pp. 135-136.

(26) Avant la guerre, l'épargne était, au contraire, insuffisante à satisfaire les besoins d'investissements. (*Economic progress without economic revolution*, p. 15. — *The formation of capital*, p. 160).

(27) *Income and economic progress*, p. 44.

(28) V. *The war and industrial readjustments*, p. 8.

sibilités suivantes de leur emploi en dehors des investissements : a) placements à l'étranger, b) achats de valeurs existantes, c) couverture de déficits budgétaires, d) disponibilités en banque (29). Dans le passé c'est surtout le premier expédient qui a servi de soupape, tandis qu'après la guerre, ce fut le second. Les Etats-Unis d'Amérique ont connu l'inflation des valeurs (30). La crise de 1929 a éclaté sur le marché des valeurs et ce ne sont que ses effets qui ont amené une restriction de la consommation (31). Ainsi, c'est une sous-consommation latente de la période de 1922-1929 qui a créé une pléthore de fonds et celle-ci a amené par ricochet une sous-consommation aiguë en 1929.

Ce phénomène d'une masse de fonds disponibles qui ne s'emploie pas productivement rappelle singulièrement la conception du surplus improductif chez Hobson (32). Chez Moulton, comme chez Hobson, le problème réside dans l'utilisation adéquate et productive de ces fonds disponibles — pour le financement de la consommation et de la production en même temps (33). Seulement, tandis que Hobson considère que la disparition de ce surplus résoudra la question économique et sociale, et qu'une redistribution des revenus est suffisante — Moulton trouve dans la redistribution (d'ailleurs partiellement réalisable) (34), une solu-

(29) *Income and economic progress*, pp. 44-45. — *The formation of capital*, pp. 152-153.

(30) « Security inflation » (*The formation of capital*, p. 151).

(31) *The formation of capital*, pp. 56-57. — Cf. LAURAT (*Bilans*, page ?...).

(32) Cf. « Windfall profits », gains de spéculation (*The formation of capital*, p. 149).

(33) *The formation of capital*, p. 35.

(34) *Income and economic progress*, p. 81. — Hobson nous a confirmé oralement son point de vue lors d'une entrevue récente.

tion insuffisante et dans l'absorption du surplus un avantage assez maigre. Ce qu'il demande c'est une avance encore bien plus forte (v. plus bas 5°) de *tout* le revenu social.

Quant à l'exportation des capitaux, condition d'une exportation des produits, Moulton la considère comme un palliatif qui a dans le passé servi à voiler les contradictions internes du capitalisme. C'est, du reste, pour lui, un expédient tout à fait passager. Car, dit-il, l'exportation des produits ne dure qu'un certain temps et elle fait place à un excès d'importation aussitôt que commence le paiement des intérêts et dividendes (35). Du reste, il conclut en se posant cette question bien simple : comment, à l'aide de l'exportation de capitaux, pourrait-on amener une augmentation simultanée de toutes les exportations sur les importations (36). L'on pourrait ici faire ce reproche à l'auteur qu'il méconnaît complètement la véritable théorie de l'impérialisme, car dans sa conception, l'expansion capitaliste doit s'opérer vers d'autres pays capitalistes ; il semble vouloir ignorer l'existence d'une moitié du monde à l'état non capitaliste (37).

Si l'on regarde de plus près l'explication de Moulton, l'on arrive facilement à la conclusion qu'elle est aussi une théorie de la disproportionnalité. Car on peut la présenter sous l'angle que voici : la suraccumulation (38) crée un

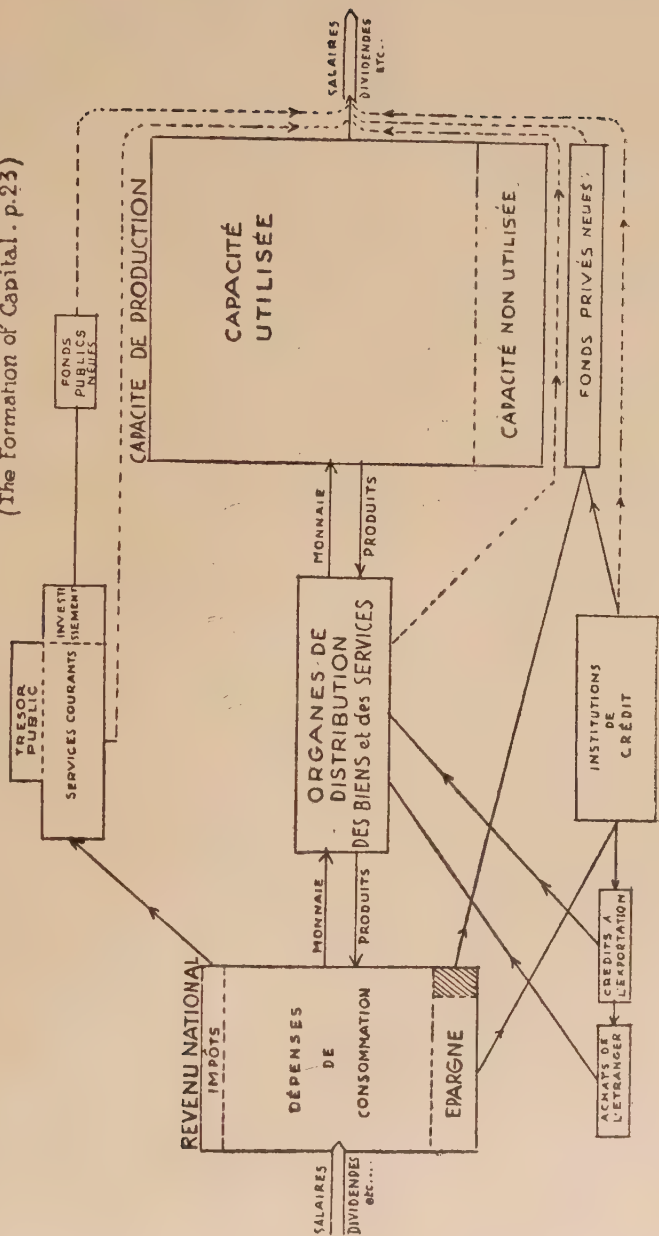
(35) *Income and economic progress*, p. 55.

(36) *Income and economic progress*, p. 59.

(37) Cf. R. LOUZON : *La déchéance du capitalisme*, p. 3. — Fritz STERNBERG, *Der Imperialisms*, p. 23.

(38) Qui est elle-même la conséquence de la sous-consommation, qui elle-même dérive de la mauvaise distribution des revenus.

PLANCHE VI Le Circuit Economique d'apres H.G.Moulton.
(The Formation of Capital. p.23)



état de disparité entre le marché des produits et le marché des valeurs. Cette suraccumulation n'est pas à même de créer une disproportion entre les deux branches du marché des produits (moyens de production — objets de consommation), mais par contre elle amène un développement disharmonique entre le marché des produits et celui des valeurs. Comme chez P. W. Martin, l'épargne s'emploie trop sur le marché du travail par rapport au marché des produits, chez H. G. Moulton, l'épargne s'emploie trop sur le marché des valeurs par rapport au marché des produits. C'est la direction du capital qui fait fausse route. Les deux concepts peuvent donc être ramenés à des explications de disproportionnalité.

5° — La démonstration de Moulton se résout à dénoncer un excès d'épargne qui ne s'emploie pas à des investissements, mais qui va grossir la spéculation sur les valeurs. L'existence même de cet excès d'épargne est une preuve de l'insuffisance de consommation (l'auteur est, en effet, partisan de la théorie classique !) et il provient d'une mauvaise distribution du pouvoir d'achat. Il faudrait donc s'attaquer à cette dernière. L'auteur analyse les possibilités d'une redistribution des richesses, et trouve qu'une pareille tentative est absolument infructueuse (39). Il passe à l'analyse des revenus et arrive à la constatation qu'une égalisation complète en est impossible, et qu'en fin de compte les résultats qu'elle donnerait seraient loin d'être satisfaisants. Pour les Etats-Unis d'Amérique, cette solution équivaldrait

(39) *Income and economic progress*, p. 77.

à une redistribution d'environ 20 % du revenu total de la nation (40). Une redistribution des revenus remédierait dans une certaine mesure au mal, car ce sont les gros revenus qui créent l'excès d'épargne (41) et plus grand est leur nombre, plus forte sera cette tendance. En 1929, les dépôts d'épargne privés s'élevaient aux Etats-Unis à 15 milliards de dollars, dont 13 millions étaient fournis par 10 % de la population (42). L'accroissement du nombre des gros revenus, surtout visible après la guerre, n'a fait qu'amplifier un phénomène qui était déjà manifeste au début de ce siècle (43). Il s'ensuit donc une nécessité de proportionner l'afflux des fonds vers les investissements et leur emploi aux fins de la consommation — ce qui est, du reste, difficilement réalisable dans notre société individualiste qui bannit la contrainte économique (44). Mais même s'il était possible de réaliser une égalisation des revenus et de régulariser la production : moyens de production/biens de consommation, le problème serait loin d'être résolu, car il s'agit moins de partager les ressources existantes que d'en créer de bien plus fortes encore. Le problème c'est d'augmenter le revenu national d'une façon absolue (45). A l'appui des chiffres établis pour les Etats-Unis, l'auteur

(40) *Income and economic progress*, p. 81.

(41) *Economic progress without economic revolution*, p. 12. — Aux gros revenus, il faut ajouter aussi l'accumulation des profits des sociétés (*Income and economic progress*, p. 156. — Cf. FOSTER-CATCHINGS).

(42) *Income and economic progress*, p. 40.

(43) MOULTON semble admettre l'impossibilité pour les détenteurs de gros revenus — de les consommer — (*Economic progress wec. rev.*, p. 12. — *The formation of capital*, p. 149).

(44) *The formation of capital*, p. 34.

(45) *Economic progress without an economic revolution*, p. 20.

démontre que pour créer un standard de vie satisfaisant à toute la population américaine, il faudrait augmenter la production de 75 % par rapport à ce qu'elle était en 1929 (46). Il faut donc augmenter la consommation en augmentant le revenu national global.

6° — Une augmentation de la consommation doit avant tout être recherchée dans une augmentation du pouvoir d'achat des masses c'est-à-dire de l'immense majorité de la population qui ne jouit pas encore des nécessités élémentaires du bien-être. Moulton analyse successivement trois procédés pour arriver à cette fin : les hauts salaires, les travaux publics, la baisse des prix.

L'action des pouvoirs publics lui semble insuffisante, et tout au plus peut-elle, à ses yeux, servir de stimulant passager, pour amorcer la reprise (47). Mais, les travaux publics ne représentent pas un moyen efficace pour remédier à une insuffisance *chronique* de pouvoir d'achat, vu qu'ils créent ce pouvoir sans créer les biens de consommation courante équivalents (48). Nous voyons ici que Moulton diffère bien des autres théoriciens de la sous-consommation, car il ne se contente pas de demander une création simple de pouvoir d'achat supplémentaire ; pour lui il existe une pénurie de pouvoir d'achat parallèle à un manque de production. C'est toujours une sous-consommation accompagnée d'une sous-production. C'est pourquoi sa préoccupation constante est de stimuler non seulement la

(46) *Income and economic progress*, p. 38.

(47) *Income and economic progress*, p. 96.

(48) *Economic progress without economic revolution*, pp. 22-23.

consommation, mais en même temps la production (= de biens de consommation). Quant à l'aide au chômage, Moulton la considère aussi comme un simple expédient de crise mais la déconseille comme politique permanente (49).

7° — L'auteur est déjà plus favorable à la politique des hauts salaires, car ils servent à augmenter la part des masses salariées dans le revenu social total, et par là ils opèrent une redistribution des revenus à leur source tandis que l'intervention des pouvoirs publics par l'imposition ne l'opère que tardivement, après que les fonds eussent passé du processus de la production entre les mains des individus (50). Une augmentation des salaires ne doit, naturellement, pas être accompagnée d'une hausse correspondante des prix, sinon leur effet en est annulé (51). Elle doit, par conséquent, s'opérer au détriment de la masse des profits. Pourtant, les profits ne doivent pas nécessairement baisser par suite de la politique des hauts salaires. Car la consommation étant stimulée, le volume des transactions augmentera, et les profits rattraperont sur la quantité ce qu'ils perdent sur le taux (52). Il faut noter ici que Moulton semble ne pas trop vouloir tenir compte de la limite de décroissance des charges générales, phénomène qui ressort pourtant clairement des statistiques qu'il fournit à l'appui de son argumentation (53).

(49) *Income and economic progress*, pp. 88-89.

(50) *Income and economic progress*, p. 102.

(51) *Economic progress without economic revolution*, p. 25.

(52) *Income and economic progress*, pp. 148-151. — *Economic progress without economic revolution*, p. 42.

(53) Cf. HOBSON, qui insiste beaucoup sur ce phénomène (*V. Industrial system*).

Moulton, quoique favorable à la politique des hauts salaires, ne la considère pourtant pas comme un remède suffisant, du moins pas « pour l'instant, et probablement pas encore pour beaucoup d'années » (54). Les organisations ouvrières n'ont obtenu dans le passé que des avantages maigres et partiels, souvent certains groupes d'ouvriers ont été avantagés au détriment d'autres (55). La politique des hauts salaires affaiblit la position de l'économie nationale sur le marché international et elle n'a été obtenue dans le passé que très péniblement, sous la pression des organisations syndicales ou de la pénurie de main-d'œuvre ; la plupart du temps elle a été annihilée par la hausse des prix (56). L'auteur avoue que le pouvoir d'achat réel des masses salariées a augmenté dans le passé, mais cette augmentation a été très lente et difficile, vu la concurrence qui a régné et règne encore dans notre système économique. (57) Du reste la politique des hauts salaires, pour atteindre son véritable but, devrait être pratiquée sur toute la ligne simultanément, ce qui semble difficilement réalisable à l'heure actuelle (58). De plus, une dernière objection s'impose ici aussi : cette politique favoriserait la population industrielle au détriment de la population rurale (qui, aux Etats-Unis d'Amérique, forme les 44 % de la population totale) et

(54) *Income and economic progress*, p. 114.

(55) *Income and economic progress*, p. 113.

(56) *Economic progress without economic revolution*, p. 28.

(57) *Income and economic progress*, pp. 108-112. — *Economic progress without economic revolution*, p. 26.

(58) « All business enterprisers must raise wages simultaneously if they are to receive the benefits of expanding purchasing power » (*Economic progress without economic revolution*, p. 27).

accentuerait le conflit, déjà latent, entre l'industrie et l'agriculture (59).

Si Moulton est sceptique quant aux vrais bénéfices de la politique des hauts salaires, il semble plus disposé à l'égard de la méthode de participation aux gains, et pour deux raisons : elle incite à une augmentation de la productivité des travailleurs, et elle crée une augmentation du pouvoir d'achat qui n'implique pas une hausse des prix, vu qu'elle n'entre pas dans les coûts de production (60).

8° — Nous arrivons enfin à la conclusion finale qui couronne les investigations entreprises par H. G. Moulton. C'est le troisième d'entre les moyens cités pour augmenter le pouvoir d'achat des masses, la baisse des prix. Les conclusions de l'auteur sont catégoriques à cet égard : la baisse des prix a été dans le passé la seule véritable issue du capitalisme, et elle le restera aussi pour l'avenir. « La seule voie par laquelle les gains résultant du progrès technique peuvent être distribués d'une façon continue et automatique à toute la population, c'est celle de la réduction des prix » (61). Le procédé de la déflation des prix est pour l'auteur le moyen le plus naturel employé jusqu'à présent pour amener une augmentation de la consommation. Pour lui le problème n'est pas, comme pour d'autres auteurs (62) dans une insuffisance de pouvoir d'achat ; celui-ci existe, mais il ne peut pas acheter la production qui devrait

(59) *Income and economic progress*, p. 123. — *Economic progress without economic revolution*, p. 33.

(60) *Income and economic progress*, pp. 115-116.

(61) *Income and economic progress*, p. 128.

(62) P. ex. P. W. MARTIN ou C. H. DOUGLAS.

lui échoir si le libre jeu des forces économiques s'opérait. C'est donc une véritable théorie de la sous-production, engendrant la sous-consommation. La crise d'après-guerre est la conséquence directe de cette politique de sous-production délibérée dont l'aspect extérieur a été la tendance à la stabilité des prix. Cette tendance a empêché les fruits du progrès technique à se propager en créant une augmentation du pouvoir d'achat réel des masses. De cette façon, « l'un des moyens essentiels dont disposait le système capitaliste pour amener un rajustement a cessé virtuellement de fonctionner » (63).

Quelles ont été les causes de cette défaillance dans le fonctionnement du système ? Il faut en rechercher les origines un demi-siècle en arrière, lorsque diverses formes d'organisation de la production ont fait leur apparition (64). Les cartels, les monopoles, les organisations syndicales ont contribué de plus en plus à créer une rigidité des prix et à priver le capitalisme de sa souplesse d'adaptation. Après la guerre, les gouvernements ont, sous diverses formes, favorisé la politique de stabilisation des prix. Et si l'on a de temps à autre posé la question de l'augmentation du pouvoir d'achat des masses, cela a toujours été par la politique des hauts salaires et non point des bas prix (65). Les diverses formes d'organisations monopolistes (cartels, trusts, etc...) ont contribué à prévenir une chute nécessaire des prix. Pour autant que cette chute a eu lieu —

(63) *Income and economic progress*, p. 138.

(64) *Economic progress without economic revolution*, pp. 37-38. — *Income and economic progress*, pp. 134 et suiv., 162.

(65) *Income and economic progress*, p. 141.

et elle a eu lieu dans une faible mesure chez les prix de gros — elle a été finalement neutralisée par l'augmentation démesurée du processus intermédiaire. C'est ainsi que les bénéfices possibles d'une certaine réduction des prix de gros ont été absorbés par les intermédiaires, et ce fait les prix de détail sont restés pratiquement stables entre 1922 et 1929 (66). Le consommateur a été complètement spolié des fruits du progrès technique, en d'autres termes son pouvoir d'achat réel n'a pas subi l'augmentation que lui promettait l'avance rapide du capitalisme moderne.

Harold G. Moulton arrive à la conclusion que le seul vrai moyen pour créer une augmentation du pouvoir d'achat des masses, c'est la baisse des prix, car elle va à toutes les couches de la société, surtout aussi les couches non-industrielles (67). La baisse des prix, c'est l'augmentation universelle du pouvoir d'achat. L'auteur nie que par là les profits doivent être découragés par la baisse des prix, car une baisse de leur taux sera compensée (et même dépassée !) par une augmentation de leur volume et il attire surtout l'attention sur le phénomène de la décroissance progressive des frais généraux (68). Du reste, « au lieu qu'une expansion des affaires dépende d'une hausse antécédente des profits, c'est l'augmentation de la masse des profits qui dérive d'une expansion des affaires » (69).

(66) *Income and economic progress*, p. 131-133. — *Economic progress without econ. revolution*, pp. 35-36.

(67) *Income and economic progress*, p. 123. — De plus, ce procédé est en harmonie avec le système compétitif (*Economic progress without economic revolution*, pp. 31-32).

(68) *Income and economic progress*, p. 151. — *Economic progress without econ. revolution*, p. 42.

(69) *Income and economic progress*, p. 153.

CHAPITRE VIII

ERICH PREISER

Preiser est un jeune théoricien allemand, auteur d'une théorie des cycles économiques, dans laquelle il a essayé de donner une synthèse des principaux courants. Pourtant, il n'a pas manqué d'y ajouter des contributions personnelles, et il a cru pouvoir dénommer sa théorie de « théorie de la suraccumulation ». Ses idées sont cependant fortement apparentées à la théorie générale de la sous-consommation, et c'est pourquoi nous lui donnons une certaine place dans notre étude.

1° — La théorie d'Erich Preiser est une théorie à proprement parler organique. L'auteur est, du reste, un théoricien de la conjoncture, son étude principale est un traité des cycles économiques. Il n'envisage la crise que comme une phase du cycle et du reste il ne l'envisage que comme une phase plutôt exceptionnelle. En effet, comme pour beaucoup d'autres théoriciens des cycles, pour Preiser également les crises sont les passages catastrophiques de la prospérité à la dépression ; ils ne suivent pas forcément chaque phase de prospérité, mais apparaissent plutôt lorsque celle-ci a été accompagnée d'une tension trop forte du crédit à court terme, conséquence d'un optimisme exagéré. Les crises sont donc pour lui surtout des crises de crédit. Au reste, ces crises de crédit accompagnent assez régulièrement le passage de la prospérité à la dépression, qu'elles rendent très « raide » (1). Les crises ont donc leur place dans le système des fluctuations cycliques, et par là leur conception est bien organique. Elle l'est aussi par le fait que l'auteur fait dériver les fluctuations économiques et l'apparition régulière des crises de la structure même du système capitaliste (2). Il est vrai que chez lui c'est moins un défaut d'organisation qu'un défaut de fonctionnement, mais il n'en reste pas moins que le système capitaliste tel qu'il fonctionne actuellement ne peut empêcher la survenance périodique d'un effondrement du crédit et d'une régression générale de l'activité économique (3).

(1) *Grundzüge der Konjunkturlehre*, p. 130-131.

(2) *Id.*, p. 86.

(3) *Id.*, p. 126.

2° — La théorie de Preiser se rapproche beaucoup de la théorie de l'épargne excessive de J. A. Hobson, de même qu'elle a de nombreux points de contact avec la théorie de Lederer. Pourtant elle s'en diffère par le fond de son explication, qui réside, nous le verrons plus bas, dans la distinction subtile entre l'épargne autonome et l'épargne hétéronome. Pour Preiser, comme pour Hobson, la rupture provient de ce que l'accumulation est trop forte par rapport à la consommation. Pendant la prospérité les fonds accumulés se développent trop rapidement et s'investissent mal par rapport aux possibilités de la consommation finale. Et celle-ci reste le but, et le seul but possible, de toute production. « A la longue, une production dirigée seulement pour elle-même et non pour la consommation, est inconcevable » (4). Preiser est donc tout à fait dans la ligne de la théorie de la sous-consommation. Il l'est aussi lorsqu'il affirme qu'à un certain moment les circonstances peuvent amener une production trop forte par rapport à la somme des revenus destinés à la consommation (5). La communauté d'idées avec la théorie usuelle de la sous-consommation consiste donc surtout à faire ressortir que le développement de la production « pour la production » doit avoir des bornes, et que ces bornes sont fixées par la consommation finale (6). Si nous faisons ressortir cette communauté de conception, c'est parce que Preiser s'écarte quelque peu de la théorie habituelle, il en représente plu-

(4) *Grundzüge der Konjunkturtheorie*, p. 117.

(5) *Id.*, p. 119.

(6) *Id.*, pp. 106, 120-121.

(7) *Id.*, p. 115.

tôt une variante. Il le dit lui-même, car il caractérise sa théorie comme « une théorie qui est pour un certain degré une théorie de la sous-consommation purifiée et modifiée » (7). Il la dénomme « théorie de la suraccumulation » (8).

3° — En quoi consiste cette théorie de la suraccumulation ? Elle repose sur la distinction que fait l'auteur entre l'accumulation « *autonome* » et l'accumulation « *hétéronome* ». La première dérive d'un changement dans l'emploi du pouvoir d'achat, la seconde découle d'un changement dans sa *répartition* (9). Cette distinction est importante, dit l'auteur, car c'est elle qui détermine si une épargne sera « excessive » ou non. L'épargne autonome ne peut jamais être excessive. C'est l'épargne qui provient de l'emploi du pouvoir d'achat pour des fins de consommation d'une part, et pour des fins d'investissement d'autre part. Cette épargne a un caractère plutôt régulier et stable et ses mouvements sont dirigés par l'état des prix et du loyer de l'argent. Lorsque le mécanisme des prix et des taux fonctionne bien, les investissements seront guidés d'une façon rentable, le principe économique ne sera pas violé, les épargnes ne seront pas excessives. La consommation finale guidera, à travers tous les détours de la production moderne, les investissements, et ceux-ci resteront en harmonie avec les possibilités d'écoulement (10). Comme H. G. Moulton, Preiser est d'avis que les investissements ne sont jamais excessifs, et que la production se règle fidèlement sur la

(8) *Id.*, p. 85.

(9) *Grundzüge der Konjunkturlehre*, pp. 44/45.

(10) *Id.*, p. 75/78.

consommation. Le parallèle entre les deux auteurs — c'est que Preiser a énoncé une affirmation théorique dont Moulton a opéré la vérification par les faits.

Cependant, Preiser envisage aussi l'autre aspect des choses. C'est lorsque l'épargne n'est pas autonome, mais provient d'un changement dans la répartition des revenus.

4° Les changements dans la répartition des revenus créent une épargne — différente de la simple abstention de consommation volontaire — de deux façons générales : d'une part, elle peut provenir du fait de changements survenus du côté des produits, et d'autre part de changements survenus dans les revenus mêmes. Lorsqu'il y a par exemple une récolte déficitaire d'un certain produit, une partie de la population est privée d'une quantité de son pouvoir d'achat ; c'est déjà une épargne forcée. Si par contre, lorsque les gains des entreprises sont accrus, leur partage s'opère d'une façon inégale, alors, le changement est dirigé directement vers la répartition des revenus, il ne vient pas du côté des biens (11). C'est à un changement pareil que pense l'auteur, et c'est sur lui qu'il fonde son explication principale des cycles et des crises. Lors d'un élargissement de la production, les profits s'agrandissent au dépens des salaires. L'ascension des prix est accompagnée d'une montée plus forte des prix que des salaires et cela occasionne une redistribution des revenus (12). Le retard des salaires est causé par deux facteurs : la pression de l'armée de réserve industrielle et l'inélasticité de

(11) *Grundzüge des Konunkturtheorie*, p. 45.

(12) *Id.*, p. 65.

ces revenus (13). La faute initiale est donc dans le manque d'harmonie entre le fonctionnement du marché des produits (et des capitaux) d'un côté et celui du marché du travail de l'autre (14). Cette redistribution des revenus qui s'opère dès la période d'essor va être décisive pour les mouvements du cycle de production. Le fait même que ce sont justement les profits qui augmentent a deux conséquences très importantes : d'abord, l'accumulation s'opère à un taux accéléré, ensuite elle s'opère d'une façon automatique. L'épargne créée par les profits industriels a un tout autre caractère que l'épargne provenant d'autres sources de revenus. Cette épargne n'est pas guidée par le mécanisme du marché. Les règles des prix et des taux d'intérêt n'influent pas directement sur elle. L'accumulation des entrepreneurs s'opère d'une façon instinctive, automatique, impulsive. Et ce qui est surtout caractéristique, elle sert surtout à l'auto-financement des entreprises. Elle ne passe pas par les canaux des établissements de crédit. C'est la raison principale pour laquelle cette accumulation n'obéit pas aux lois du marché (15). Elle se développe sans égards aux possibilités d'écoulement. La consommation perd la direction de la production. Les investissements cessent de se régler sur la consommation finale (16).

Cette théorie est donc semblable à celle de Hobson. Toutes les deux sont des théories de l'accumulation excessive. Pourtant il existe une différence : chez Hobson, toute épar-

(13) *Id.*, p. 97.

(14) *Id.*, p. 87.

(15) *Id.*, p. 80.

(16) *Id.*, p. 83.

gne pousse à des investissements excessifs ; chez Preiser, ce n'est que l'épargne hétéronome qui le fait. Tandis que chez Hobson toute inégalité de revenus tend à créer une épargne « excessive », chez Preiser cette tendance ne découle que d'une inégalité où les revenus qui s'accroissent sont justement des profits. C'est l'accumulation provenant des profits qui par son caractère même occasionne un excès d'investissements dans les industries de moyens de production. C'est cette sorte d'accumulation, et seulement elle, qui mène à des crises de surproduction, car elle occasionne une perte de direction, des investissements qui ne sont pas rentables, une dérogation aux indications normales du marché (17).

5° — En montrant que c'est l'accumulation hétéronome qui pousse à l'excès des investissements, Preiser a en même temps voulu dire que la cause de cet excès réside dans le retard des salaires sur les profits en période d'expansion. Pourtant ce retard des salaires ne correspond pas à la notion habituelle de sous-consommation relative, adoptée par la plupart des auteurs que nous étudions ici. Chez Preiser il a l'autre signification, c'est-à-dire qu'il représente un abaissement des coûts de travail (=de production) (18) et si la crise qui doit s'en suivre sera, malgré tout, l'expression d'une discordance entre une production élargie et une consommation inadéquate, elle n'en sera pas moins la conséquence non pas d'une consommation insuffisante, mais d'une accumulation déréglée. La diminution relative de la

(17) *Id.*, p. 85, 86.

(18) *Grundzüge der Konjunkturtheorie*, pp. 86, 120.

consommation ne cause pas la crise de surproduction, elle la rend possible. La sous-consommation est donc plutôt un facteur indirect de crises chez Erich Preiser (19).

Par ce caractère indirect qu'il donne à la sous-consommation, Preiser en fait en même temps une explication de disproportionnalité. Chez lui, en effet, la crise ne vient pas des suites d'un engorgement du marché des objets de consommation. Au contraire, du fait même que la consommation, par suite du retard des salaires, baisse relativement, les investissements dans les industries d'objets de consommation seront freinés, car ces industries sont en contact direct avec le marché final (20). Dans les industries de moyens de production, il y aura, au contraire, un déploiement des investissements quasi-automatique, vu que les épargnes proviennent de profits industriels et que ces industries n'ont pas de contact direct avec le marché final. Ces industries se développent donc « pour elles-mêmes » ; mais pour un certain temps seulement. Car tôt ou tard, le défaut de direction se fera jour. Le manque de contact avec le marché de consommation sera révélé. Et la forme de cette crise sera la surabondance de production dans un groupe d'industries (= moyens de production) par rapport à d'autres (= objets de consommation). C'est, en somme, l'aspect classique de la disproportionnalité. C'est au fond la même conclusion que celle d'un Hobson ou d'un Sternberg. Seulement, Preiser y est arrivé par une voie détournée. Pour lui ce n'est pas seulement la surabondance de l'épargne, et ce n'est pas simplement l'inégale répartition des revenus, qui

(19) *Id.*, p. 118.

(20) *Id.*, p. 99.

amène les crises de surproduction. C'est la qualité de cette accumulation, la qualité de cette inégale répartition qui est déterminante. Une même quantité d'épargne, si elle était par exemple autonome, se répartirait harmonieusement entre les diverses branches et n'occasionnerait pas de crise. L'accumulation hétéronome, au contraire, pousse à l'accroissement démesuré des industries de moyens de production par rapport à celles d'objets de consommation. Lorsque cette disproportionnalité (21) se fait jour, les premières freinent leur production; leurs entrepreneurs arrêtent les investissements. Les fonds ne vont pas maintenant grossir la consommation et rétablir l'équilibre; ils s'abstiennent et amplifient le déséquilibre. C'est maintenant que se fait sentir la véritable sous-consommation. Il y a une « stérilisation » de pouvoir d'achat (22). La surproduction des industries de moyens de production amène leur forte contraction, ce qui provoque une vive diminution de pouvoir d'achat et crée un état de surproduction dans les industries d'objets de consommation aussi. (23) La théorie de Preiser est une théorie de la surproduction partielle généralisée.

(21) *Grundzüge der Konjunkturtheorie*, p. 120 et autres.

(22) *Id.*, p. 101.

(23) *Id.*, pp. 102, 108, 111 n.

CHAPITRE IX

FRITZ STERNBERG

Fritz Sternberg est un économiste allemand qui a rapidement acquis une renommée internationale, grâce à son premier gros ouvrage « *Der Imperialismus* », publié en 1926. Il est le continuateur de Rosa Luxemburg qu'il veut compléter autant que Karl Marx lui-même. Il a écrit plusieurs ouvrages dans lesquels il a développé, à fond, la théorie de l'impérialisme. C'est un des néo-marxistes les plus en vue.

1. Conception semi-organique. — 2. Triple théorie des crises. — 3. Théorie de l'impérialisme. — 4. Les débouchés extra-capitalistes. — 5. La concurrence capitaliste. — 6. La disproportionnalité .
-

1° — Fritz Sternberg est un marxiste. Il a développé les idées de Karl Marx et de ses successeurs. Il a surtout approfondi le problème de l'accumulation du capital et des crises. Sa conception est semi-organique. Si, chez Laurat, il peut y avoir encore des doutes là-dessus, chez Sternberg la situation est tout à fait nette : il ne conçoit pas la société capitaliste comme un tout homogène. Pour lui, il n'existe pas de véritable société capitaliste. Elle n'a jamais existé, elle n'existe pas, elle n'existera pas (1). Ce que nous appelons société capitaliste, c'est un monde mixte, où une moitié est plutôt industrialisée et l'autre est encore à l'état vierge, présentant toutes les formes anciennes d'économie, depuis l'économie naturelle jusqu'au système féodal du Moyen-Age. Le monde est une juxtaposition d'un courant qui se dit capitaliste et de toutes les autres formes qui ne le sont pas, le courant capitaliste subjuguant de plus en plus les autres formes d'organisation économique. Pourtant, ce courant n'arrivera jamais à inonder la planète entière. Le capitalisme n'a pas existé à l'état pur dans le passé, il ne pourra jamais être réalisé complètement à l'avenir. Le jour où il aura conquis l'univers, il cessera d'être ce qu'il est. Le capitalisme comme tel ne peut être conçu qu'à l'état mixte, c'est-à-dire lié à des sociétés non capitalistes, qui lui permettent de se développer et se propager (2). Ce n'est que sous cet aspect qu'il peut être dépeint d'une façon réaliste ; ce n'est

(1) « Marx hat im « Kapital » den Akkumulationsprozess in seiner Reinheit darstellen wollen ; es hat diese Reinheit niemals gegeben, es gibt sie nicht, und ich werde zeigen dass es sie nicht geben kann. Solange es Kapitalismus gibt, hat es noch einen nichtkapitalistischen Raum gegeben... ». (*Der Imperialismus*, p. 23).

(2) *Der Imperialismus*, pp. 23, 82/3.

que tel qu'il peut être étudié avec ses lois et ses tendances. Le capitalisme en lui-même porte les germes d'une société mixte, les lois de son développement sont les lois d'une alliance avec le monde non-capitaliste. Pour expliquer le phénomène des crises, il faut toujours avoir en vue la poussée vers les pays et les couches extra-capitalistes. Cette poussée ou plutôt ces poussées, ont déterminé les grands courants économiques que beaucoup d'économistes ont dénommé les mouvements de longue durée : les époques de forte expansion vers les marchés extra-capitalistes ont été des périodes d'ascension soutenue, les époques de perte des débouchés non capitalistes ont été des périodes de régression, de dépression, de stagnation. Plus exactement. Sternberg distingue trois grandes époques historiques du capitalisme : 1) le jeune capitalisme (1^{re} moitié du xix^e siècle), pendant lequel s'est fait la pénétration du marché intérieur, c'est-à-dire des couches artisanes et paysannes de la population ; 2) le haut capitalisme ou jeune impérialisme (milieu du xix^e siècle-fin de la grande guerre), pendant lequel s'est fait aussi la pénétration des territoires non capitalistes, colonies, etc... ; 3) le capitalisme décadent, c'est-à-dire l'époque d'après-guerre au cours duquel les marchés non capitalistes ont presque disparu (3).

Mais la pénétration des marchés extra-capitalistes n'a pas seulement provoqué ces mouvements de longue durée. Elle sert justement à expliquer aussi les mouvements cycliques, de quelques années, et c'est là-dessus que se fonde la théorie des crises de Sternberg. Nous allons voir comment.

(3) *Der Imperialismus*, p. 160. — *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, p. 171, etc...

2° — Nous avons vu que la théorie du développement capitaliste chez Sternberg est une théorie semi-organique. Par voie de conséquence, sa théorie des crises l'est également. Nous avons également vu qu'il divise l'histoire du capitalisme en trois périodes : le jeune capitalisme, l'époque de l'impérialisme, le capitalisme décadent. A chacune de ces époques correspond un type de crises particulier. Il y a trois sortes de crises capitalistes : les crises du jeune capitalisme (première moitié du xix^e siècle), les crises de l'époque impérialiste (jusqu'à la fin de la grande guerre) (4), les crises du capitalisme décadent. La théorie des crises de Sternberg est donc une triple théorie.

Les premières crises ont été assez violentes, c'était l'époque de la pénétration du marché intérieur non capitaliste (5). C'est l'époque qui a servi à Marx pour rédiger sa conception de l'économie capitaliste. Cette époque n'intéresse pas trop Sternberg.

Par contre, son attention est surtout portée vers l'époque impérialiste, qui débute en Angleterre vers le milieu du xix^e siècle. Les crises de cette époque sont les crises classiques, celles que se plaisent à dépeindre la plupart des économistes. Ce sont des crises assez régulières qui se répètent à des intervalles plutôt réguliers (environ sept ans), qui ne

(4) *Der Imperialismus*, p. 160. — *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, pp. 44 suiv.

(5) L'on remarquera que Sternberg voit dans l'époque « impérialiste » une ascension quasi-continue du capitalisme. Il ne reconnaît donc pas la période de baisse de 1873/1896 ; du reste, il la nie expressément, en se basant sur des statistiques de la production, etc... et non seulement des prix (*Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, p.) Par là, il se rapproche de Lederer qui reconnaît les mouvements d'essor avec prix stables ou en baisse.

durent pas trop longtemps et n'ébranlent pas trop l'organisme économique. Après chaque crise, l'essor reprenait plus fort, le capitalisme faisait des pas rapides en avant. Ces crises ne semblaient donc que de brèves interruptions dans l'avance du capitalisme. Les périodes d'essor étaient prolongées, les périodes de dépression plutôt courtes.

Dans la phase décadente du capitalisme, les crises prennent un tout autre caractère. Elles sont plus fréquentes, plus longues, toujours plus pénibles à guérir. Les périodes de dépression s'allongent tandis que les périodes d'essor sont courtes. Comme le dit l'auteur, la prospérité devient l'exception, tandis que la crise est la règle (6). Avant, c'était l'inverse. L'époque décadente du capitalisme, c'est une période de dépression chronique (7). C'est, pour ainsi dire, la crise en permanence (8). Après la grande guerre, le capitalisme est entré, suivant l'auteur, dans son époque décadente. Sternberg a surtout étudié le développement du capitalisme allemand après la guerre, et il y découvre, en l'espace de sept-huit ans trois crises (une en 1926) (9). Ses conclusions là-dessus correspondent, du reste, aux recherches faites par d'autres auteurs (10).

Ainsi, Sternberg distingue trois sortes de crises dans le développement historique du capitalisme : celles de l'époque naissante, qui étaient assez violentes et régulières ; celles de l'époque impérialiste, plus bénignes ; celles du ca-

(6) *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, p. 45.

(7) *Der Imperialismus*, p. 129, 141. — STERNBERG l'appelle aussi Weltkrise, *Der Imper*, p. 194.

(8) *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, pp. 83/6.

(9) *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, p. 207, etc...

(10) V. D^r GUSTAV CLAUSING : *Die wirtschaftlichen Wechsellagen 1919/1932*, pp. 53 suiv.

pitalisme décadent, fréquentes, et faisant place à une véritable dépression chronique.

3° — Sternberg considère donc le capitalisme comme un système qui s'est développé grâce à l'apport des couches et des territoires non-capitalistes. Le capitalisme pur n'a jamais existé et n'existera jamais, car le jour où il devrait venir serait le jour de sa fin. Pourquoi ? — Parce que l'analyse théorique d'un capitalisme pur par hypothèse, démontre que celui-ci ne pourrait pas se survivre à lui-même. Cela ressort des schémas de Karl Marx. Du moins des *schémas corrigés* (II^e Livre) par ses successeurs. Car, Marx a commis des erreurs. L'hypothèse qu'il s'est faite d'un système capitaliste à l'état pur ne répond pas à toutes les prémisses du capitalisme. Marx a fait une faute en supposant une composition organique invariable dans les industries de moyens de production, aussi bien que dans les industries d'objets de consommation, et il en a commis une autre en prenant un taux d'accumulation fixe. Ces fautes, les successeurs de Marx se chargeront de les rectifier, en premier lieu Rosa Luxemburg. Elle construira ses propres schémas, dans lesquels elle tiendra compte des omissions de Karl Marx. Le taux d'accumulation dans les industries de consommation doit forcément varier, et ces variations sont dictées par les changements qui surviennent dans le développement des industries de moyens de production (11). Rosa Luxemburg tiendra compte aussi du progrès technique, qui s'exprime par l'augmentation de la composition organique du capital,

(11) *Der Imperialismus*, p. 94.

augmentation de la partie c (machines , etc..) par rapport à v (main-d'œuvre). Mais elle aussi, tout comme le grand maître, commettra des fautes. Et comme elle avait corrigé Karl Marx, elle sera elle-même corrigée par Fritz Sternberg. (Et celui-ci sera, à son tour, corrigé par Lucien Laurat). En développant les schémas, Sternberg trouve qu'il y a, dans un capitalisme pur, par hypothèse, un reliquat d'objets de consommation (« Section II ») qui reste toujours invendable (12). Rosa Luxemburg était arrivée à la conclusion que toute la partie capitalisable (pl^{ac}) de la plus-value devenait invendable. Sternberg trouve seulement un reliquat d'objets de consommation. C'est une différence plutôt quantitative. Le fond essentiel de la conclusion reste le même : le capitalisme ne peut se suffire à lui-même, il ne peut vivre seul. Il doit écouler quelque part ce surplus invendable. Les schémas le montrent ; l'histoire le prouve.

Il y a quatre moyens, dit l'auteur, pour faire écouler ce surplus ce sont : 1) l'augmentation du pouvoir d'achat de la population, 2) l'augmentation de la population elle-même, 3) la conquête de débouchés non capitalistes (pour le système entier), 4) le commerce extérieur sous toutes ses formes (pour chaque pays pris à part) (13).

La première des solutions ne peut exister en système capitaliste. Par son organisation même, il crée une pénurie forcée de pouvoir d'achat.

L'augmentation de la population est une condition du développement capitaliste, en même temps qu'elle en est une conséquence. Au fond, c'est surtout cette deuxième cons-

(12) *Der Imperialismus*, p. 97.

(13) *Der Imperialismus*, pp. 119, 157, 163,

tation qui vaut. Le développement capitaliste conditionne le développement de la population (14).

Restent donc les troisième et quatrième expédients. Ils sont, en somme, deux aspects d'un même problème. Nous allons voir en quoi il consiste.

4° — L'analyse mathématique montre que le capitalisme est obligé d'aller chercher des marchés en dehors du système. L'analyse logique montre pourquoi et comment ces marchés suppléent aux contradictions internes du capitalisme « pur ».

Le capitalisme ne débourse pas assez de pouvoir d'achat à ses serviteurs pour qu'ils puissent lui acheter tout leur produit. Ou plutôt, il leur débourse une quantité suffisante, mais il les empêche d'en faire complètement usage. Il lui reste par conséquent un surplus. Nous avons dit que des différents moyens d'écouler économiquement ce surplus, le capitalisme s'était surtout servi d'un seul : la conquête de marchés non capitalistes.

En quoi cette conquête contribue-t-elle à alléger la situation ?— Dans l'ordre logique des idées, elle a six fonctions par lesquelles elle rend au capitalisme les services qui lui sont nécessaires :

a) Les débouchés nouveaux fournissent au capitalisme de la main-d'œuvre fraîche, une augmentation de la population qui est nécessaire à son développement. L'accumulation du capital ne peut se concevoir sans une augmentation parallèle de la population. Celle-ci équivaut à l'apport

(14) *Der Imperialismus*, pp. 122/3.

d'un milieu exogène. Il y a un certain rapport qui doit exister entre la croissance de l'accumulation et celle de la population. Le capitalisme a besoin, Marx l'a déjà fait ressortir, d'une armée de réserve industrielle, dans laquelle il peut puiser à tout moment pour l'élargissement de la production. Lorsque, par suite des progrès rapides de la production, cette « armée de réserve se rétrécit, lorsque le prix du travail à l'intérieur commence à augmenter (15), le capitalisme cherche de nouvelles sources de main-d'œuvre à meilleur marché de façon à empêcher une hausse plus forte (16).

Ainsi, par l'expansion impérialiste, le capitalisme agrandit l'armée de réserve industrielle : à l'armée intérieure, il en ajoute une extérieure (17).

De cette façon, dit Sternberg, sont créées les possibilités pour le développement de l'accumulation. Cette première condition permet à $M-K$ (c'est-à-dire, la plus-value moins la partie d'objets de consommation) de se développer sans accrocs (18).

b) La conquête de nouveaux débouchés signifie également l'élargissement du nombre d'acheteurs. C'est la condition pour l'écoulement de K , c'est-à-dire du reste des objets de consommation. C'est une addition de pouvoir d'achat (19). Mais, quelle est au fond la signification de cette addition de pouvoir d'achat venant du dehors ? — Elle consiste

(15) *Der Imperialismus*, pp. 48/49.

(16) Cette conclusion rappelle un peu celle de Henryk Grossman, dont nous n'avons pas voulu parler dans cette étude. Cf. Louzon.

(17) *Der Imperialismus*, pp. 70, 198.

(18) *Der Imperialismus*, p. 130.

(19) *Der Imperialismus*, pp. 39/41, 198.

surtout dans la fourniture de matières premières, nécessaires au développement du capitalisme (20). Les pays neufs payent par l'exportation bon marché de leurs produits, qui sont principalement des matières premières industrielles. Ainsi, tandis que dans le premier cas, le capitalisme trouvait la main-d'œuvre nécessaire, dans ce second il se procure les matières premières, sans quoi il ne pourrait pas développer l'accumulation.

c) Par cette expansion est rendu possible le développement de c par rapport à v . Dans les schémas de Marx, les industries de moyens de production sont sensées garder la même quote-part proportionnelle dans la production globale. Cela ne répond pas à la réalité des faits. L'expansion impérialiste permet un développement accru de l'outillage industriel (21).

d) La conquête de nouveaux débouchés permet de surmonter les ruptures de proportion passagères au sein du capitalisme. Les rigueurs de proportion qu'imposent les schémas à la croissance supposée du capitalisme, peuvent être et sont en fait bouleversées par l'inégale avance des progrès techniques dans les deux grandes branches de production (22). Ainsi, il peut arriver que le reliquat d'objets de consommation soit à un moment donné plus grand en réalité que ne le supposerait la proposition théorique des schémas, les industries de consommation ayant fait brusquement une avance très forte. L'expansion impérialiste sert à écouler ce « surplus du surplus » également.

(20) *Der Imperialismus*, p. 144.

(21) *Der Imperialismus*, pp. 136/7.

(22) *Der Imperialismus*, p. 134.

e) Cette expansion amène par voie de répercussion une activité accrue dans le pays impérialiste, et par là augmente le nombre d'ouvriers occupés. Le pouvoir d'achat interne est raffermi (23).

f) Enfin, la poussée impérialiste retarde ce processus de rationalisation à l'intérieur du pays. Le chômage augmente moins rapidement qu'il ne l'aurait fait sans l'expansion. Cela contribue également à une augmentation relative du pouvoir d'achat intérieur (24).

Nous voyons ainsi une série de conséquences qui découlent de l'expansion impérialiste du capitalisme. Les quatre premières représentent la liquidation ou la prévention des crises actuelles du capitalisme, les deux dernières équivalent à l'ajournement ou l'affaiblissement de ces crises (25).

Telle est la véritable signification de la conquête des marchés extra-capitalistes, aux yeux de Fritz Sternberg.

5° — L'expansion impérialiste sert d'abord à liquider rapidement les crises ou même à les prévenir ; elle contribue aussi à les rendre moins violentes, car elle ajourne la « grande crise » du système. Tout consiste donc dans un relâchement des lois propres au capitalisme. Mais si cette expansion n'est qu'un expédient temporaire et illusoire, si par une industrialisation des régions non-capitalistes, celles-ci seront « perdues », à quoi bon cette expansion, pourquoi le capitalisme s'obstine-t-il à conquérir les marchés ? — C'est à cause de la concurrence, répond Sternberg. La

(23) *Der Imperialismus*, pp. 39/4i.

(24) *Der Imperialismus*, pp. 39/4i, 13i/2.

(25) *Der Imperialismus*, p. 156.

concurrence oblige les capitalistes à accumuler et à chercher de hauts profits. La concurrence est l'essence même du système capitaliste, la production capitaliste est anarchique, son moteur principal est la course aux profits. « L'augmentation du taux de profit est en même temps le moteur qui incite le capitaliste particulier à s'engager dans les colonies » (26). C'est la concurrence qui pousse les capitalistes à l'accumulation excessive, et c'est l'accumulation excessive qui les pousse à l'expansion impérialiste (27).

La concurrence capitaliste est donc la cause profonde des perturbations économiques. Chez Sternberg comme chez Laurat, la concurrence joue un rôle primordial, elle s'identifie presque avec le capitalisme, elle se confond avec la recherche du profit. Abolir la concurrence, ce serait tuer le système capitaliste et lui substituer un autre ordre économique. Chez les deux auteurs (28), il y a la même pensée : un capitalisme de monopole n'est plus du capitalisme (29).

Sternberg montre, à l'épreuve des faits, comment les capitalistes, poussés par la concurrence ont pu réaliser de gros profits grâce à l'expansion coloniale. Il remarque aussi que les différents pays capitalistes ont été poussés à l'impérialisme par la politique des hauts salaires de leurs organisations ouvrières (30). L'expansion, nous l'avons vu, est surtout dictée par le renchérissement de la main-d'œuvre autochtone. L'expansion crée l'armée de réserve extérieure

(26) *Der Imperialismus*, p. 69.

(27) *Der Imperialismus*, pp. 15, 25, 70, 84, 91, 109, 125, etc...

(28) Ce que Sternberg dénomme le « Generalkartell » (*Der Imperialismus*, p. 132).

(29) *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, p. 303.

(30) *Der Imperialismus*, pp. 80/81.

à bas salaires. Ainsi est rendue possible une augmentation des salaires (hauts) à l'intérieur et une augmentation des salaires à l'extérieur (bas) ; la masse globale des salaires est plus forte, elle a augmenté, mais par l'addition des salaires externes, très bas, le taux d'augmentation des salaires est comprimé (31). Ainsi s'explique ce phénomène à première vue paradoxal que le salaire réel global (= la masse entière des salaires) a augmenté, tandis que le salaire est comprimé (31). Ainsi s'explique ce phénomène à l'élément une baisse du salaire relative, mais bien absolue ! Cela révèle comment les profits et les surprofits gigantesques sont réalisés, car la plus-value capitaliste augmente en période d'expansion impérialiste plus que démesurément (32). Et pourtant les ouvriers *dans la métropole* sont contents, car ils voient leurs salaires augmenter dans une certaine mesure. L'époque du jeune impérialisme est une époque de hauts profits et de salaires soutenus. C'est elle seulement qui a pu donner naissance au révisionnisme que Sternberg dénonce de toutes ses forces (33). Le révisionnisme, dont le champion est la social-démocratie, représente aux yeux de l'auteur une réaction des temps meilleurs — mais éphémères ! — contre les prédictions pessimistes de Marx.

6° — La conquête de débouchés non-capitalistes est un expédient passager. Avec l'industrialisation de ces débou-

(31) *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, p. 28.

(32) *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, p. 131.

(33) *Der Imperialismus*, pp. 162, etc... *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, pp. 317 suiv.

chés le problème rebondit encore plus aigu, le capitalisme se retrouve avec ses contradictions internes. Mais en quoi consiste cette « perte » graduelle des débouchés ?

Sternberg trace les étapes suivantes :

D'abord, le capitalisme cherche à écouler les excédents d'objets de consommation, qui créeraient une crise de surproduction à l'intérieur du système. C'est ce qu'a fait l'Angleterre avec son industrie textile au cours du ^{xix}^e siècle.

Cependant très souvent, cette exportation n'est rendue possible que par l'exportation des capitaux. C'est la pratique des crédits à l'exportation. On ouvre des crédits aux marchés non-capitalistes, et l'on exporte tout le reliquat de la section II — objets de consommation — et même davantage ; et l'on passe aussi à l'exportation de moyens de production (Section I) qui servent à équiper lesdits marchés

—Cet équipement a, pourtant, ses mauvais côtés. Il est fatal à la Métropole. L'exportation des moyens de production développe tôt ou tard la production d'objets de consommation dans les parties exploitées. La section I tue la section II ; le reliquat d'objets de consommation de la métropole s'écoule de plus en plus difficilement. Il faut chercher d'autres marchés. La course aux débouchés neufs reprend de plus belle. Tel serait le rythme du développement semi-organique du capitalisme.

Avec l'avance rapide de l'industrialisation, les possibilités du marché externe disparaissent, le débouché extra-capitaliste se rétrécit. Le capitalisme est de plus en plus acculé vers lui-même. Il évolue vers son aspect pur où ses contradictions internes vont éclater et le détruire. Nous

sommes dans la phase du capitalisme décadent, mourant (34).

7° L'expansion impérialiste préside donc non seulement à ces mouvements de longue durée, qui forment des époques dans l'histoire du capitalisme moderne ; elle imprime son rythme aux mouvements cycliques également, et il faut ici une explication qui ira plus au fond des choses.

Sternberg pose, en effet, la question : pourquoi l'expansion impérialiste n'a-t-elle pas été un développement continu, une période d'ascension ininterrompue du capitalisme ? Il s'agit de donner une véritable explication des crises de l'impérialisme. La réponse est celle-ci : les crises de l'impérialisme sont l'effet de l'impossibilité d'une pénétration uniforme et progressive des marchés extra-capitalistes. Il y a toujours eu une irrégularité dans cette pénétration. (35). Mais on peut pousser la question plus loin : d'où vient cette irrégularité ? Sternberg donne ces trois raisons :

Il y a un manque de direction, les marchés extra-capitalistes étant encore assez mal connus ; le capital privé qui y pénètre peut facilement commettre des erreurs ; l'anarchie est la règle pour l'expansion comme pour le développement intérieur. Il est donc question ici de pures disproportionnalités, au sens classique du mot.

b) Il y a le développement inégal de la métropole et des parties exploitées. Ce développement est forcément disproportionnel. Il y a donc ici une notion de disproportionnalité plus large.

(34) *Der Imperialismus*, pp. 148/9, 151.

(35) *Der Imperialismus*, p. 150.

c) Il y a enfin la survenance de sous-consommation intermittente des diverses parties industrialisées, le reliquat d'objets de consommation (Section II) ne pouvant plus après un certain temps, continuer à être écoulé (36).

Ainsi, la survenance des crises dans la période de l'impérialisme se résout à la sous-consommation des masses non-capitalistes, jointe au développement inégal et disproportionnel du capitalisme dans la métropole et les colonies. Il y a une apparition intermittente de sous-consommation non capitaliste qui est accompagnée d'un défaut de direction, d'une rupture de proportions dans le développement et l'expansion du capitalisme.

Ainsi, dans la pensée de Sternberg, il y a une notion plus complexe de la disproportionnalité. Il y a d'abord la disproportionnalité ordinaire, c'est-à-dire l'inégal développement des différentes branches de la production capitaliste. Mais il y a aussi une autre notion que nous voudrions dégager de ses explications. La pénétration impérialiste consiste, en effet, à transformer d'abord les parties du globe qui ne sont pas entrées du tout dans le capitalisme, en économie marchande. C'est le stade de jeunesse du capitalisme. Mais il y a, après cela, la transformation plus importante : c'est la transition du stade de l'économie marchande à l'économie industrielle. C'est surtout cette œuvre qui fait le contenu de l'impérialisme. Et cette phase peut bien être caractérisée comme une lutte entre le jeune capitalisme (« Frühkapitalismus ») et le haut capitalisme

(36) *Der Imperialismus*, pp. 153/5.

(« Hochkapitalismus »), c'est-à-dire en un inégal développement de certains modes de production capitaliste par rapport à d'autres. Voilà encore un concept de disproportionnalité ! La théorie de Sternberg est du reste une théorie de la disproportionnalité, il n'y a aucun doute. L'auteur le dit lui-même (37).

(37) *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, p. 45.

CHAPITRE X

JACQUES DUBOIN

Jacques Duboin est un auteur bien connu en France. et qui a écrit plusieurs ouvrages sur les problèmes de la crise économique mondiale—. Son thème favori, ce sont les progrès de la technique qui ne sont pas suivis de progrès du bien-être. Nous sommes dans une nouvelle phase de la civilisation où l'abondance fait place à la rareté. Duboin est le théoricien de l'abondance, si nous osons ainsi nous exprimer. Il veut que la société s'arroe un ordre nouveau. « A la législation de la rareté il faut substituer la législation de l'abondance » ! Le machinisme se développe à pas trop rapides pour pouvoir être laissé dans le cadre de l'ordre juridique existant. C'est la concurrence qui fait développer le machinisme, parce que tous les entrepreneurs cherchent dans la rationalisation leur salut au dépens des autres. Au fur et à mesure du développement du machinisme, un nombre plus grand d'ouvriers restent en chômage. Il n'y a plus de compensation. Le progrès technique va à une allure trop rapide. L'armée formidable des chômeurs représente une énorme sous-consommation, que le Bureau International du Travail a récemment évalué à 500 milliards de francs ! Le chômage technologique

crée une perte immense de pouvoir d'achat qui est à la racine de la Crise Mondiale. Cette crise ne peut pas être comparée aux crises antécédentes. Et même les crises antécédentes ne peuvent pas être mises dans le même tas. « Cela remonte à peine à 150 ans ! Se baser sur une période aussi courte pour édifier une loi établissant la périodicité des crises de surproduction, n'est-ce pas un petit peu présomptueux ? » (1). Le chômage est la conséquence de la rationalisation et la cause du mal (2). C'est le chômage qui est l'expression de la sous-consommation, c'est lui qui est la cause essentielle de la crise (3).

(1) *En route vers l'abondance*, I, p. 33.

(2) *La grande révolution qui vient*, pp. 14, 19, 25, 43, etc...

(3) Et ainsi de suite dans toutes les études de Duboin : c'est toujours le chômage qui est la cause et non la conséquence du phénomène de la crise.

CHAPITRE XI

J. DURET

J. Duret est un interprète fidèle de Karl Marx ; c'est un marxiste pur, qui soumet à la critique ceux qu'il appelle les « détracteurs » du grand maître, et qui s'appuie exclusivement sur les textes authentiques du Capital et de l'Histoire des doctrines économiques pour formuler l'explication marxiste des crises et en démontrer la confirmation par les faits contemporains. Duret se pose donc en systématisateur des théories de Karl Marx et son but est de relier en un faisceau unique tous les fragments épars de la pensée marxiste sur les crises. « Certains économistes réputés sont extrêmement fiers d'exhiber des théories qui ne sont rien d'autre que des fragments tronqués de la doctrine marxiste. » (1).

Quels sont les fondements de l'explication marxiste des crises ? « L'anarchie de l'économie marchande, la sous-consommation des masses travailleuses et le rythme inégal de développement des différentes parties du capital social » (2). La théorie des crises de Marx est une triple

(1) *Le Marxisme et les Crises*, 1933, p. 74

(2) *Idem*, p. 78.

théorie, une explication à trois échelons : la rupture de proportionnalité, la sous-consommation ouvrière, la baisse du taux de profit.

La proportionnalité est rompue par le fait que le marché d'objets de consommation ne peut pas s'élargir assez rapidement en relation avec le développement de l'industrie des moyens de production. En effet « pour que l'équilibre entre la production des moyens de production et la production des produits de consommation ne soit pas rompu, la production de ces derniers doit progresser dans des proportions bien plus considérables que celle des moyens de production. » (3).

Cet insuffisant développement du marché d'objets de consommation est dû à la sous-consommation des masses laborieuses, surtout des ouvriers, mais aussi des capitalistes (dont la consommation est limitée par la nécessité et le désir d'accumuler) et des autres couches de la société (4).

La baisse du taux de profit intervient par suite de la limitation du marché et d'autres facteurs — on peut tous les énumérer dans l'ordre suivant : 1°) augmentation des salaires et diminution de l'intensité du travail ; 2°) prélèvement des différents capitalistes : commerce, propr. fonciers, rentiers et actionnaires ; 3°) ralentissement de la rotation des capitaux, le capital commercial doit élargir sa marge de bénéfices ; 4°) renchérissement des autres éléments du coût de revient, les matières premières, enfin

(3) *Idem*, p. 90.

(4) *Idem*, p. 92/93.

5°) « le taux de profit diminue à cause de l'augmentation de la composition organique de l'industrie. Ce facteur se manifeste dès que la quantité de marchandises est suffisante pour que les prix du marché soient déterminés par les capitaux à technique moyenne. Alors ces entreprises, non seulement n'ont plus de surprofits, mais elles ont un profit inférieur au profit moyen antérieur. » (5).

Les mouvements cycliques peuvent s'expliquer par la théorie marxiste de la valeur. « Ce n'est pas la valeur des marchandises qui se modifie parallèlement aux fluctuations cycliques, mais ces fluctuations peuvent être expliquées par les changements des facteurs déterminant la constitution des prix du marché » (6). La hausse des prix en période de haute conjoncture découle de l'augmentation des prix de production des entreprises travaillant dans les plus mauvaises conditions. C'est la conséquence du renchérissement des matières premières (sources de moins en moins riches ou de plus en plus éloignées), du renchérissement et de l'affaiblissement de la main-d'œuvre, de l'augmentation de la valeur des déchets, etc... Ici Duret fait cette remarque que Marx ne croyait pas que la hausse des prix, due à l'incapacité d'augmenter la production des matières premières dans les proportions voulues, pût être un phénomène général (7). Marx croyait que la production des mines, de la fonte des machines, etc... peut être élargie pour ainsi dire à volonté, et que la demande ne peut longtemps excéder l'offre. Duret critique ici cette opi-

(5) *Idem*, p. 106.

(6) *Idem*, p. 101.

(7) *Idem*, p. 97.

nion de Karl Marx et se range du côté de ceux qui en ont démontré l'erreur (Aftalion, Bouniatian, Cassel, etc...). De même il critique la subdivision qu'a faite Marx de la production capitaliste en deux grandes catégories : moyens de production et objets de consommation (ceux-ci en objets de luxe et objets de consommation courante). « Il va sans dire, qu'en réalité, la production capitaliste est infiniment plus riche en nuances, et qu'entre les différentes branches, qui sont autant de subdivisions des deux grandes catégories envisagées par Marx, une stricte proportionnalité s'impose. Les facteurs qui poussent à la rupture de l'équilibre sont donc bien plus nombreux » (8).

L'existence d'un marché non capitaliste est une soupape de sûreté. Il paralyse la tendance à la baisse du profit. Les crises peuvent être ajournées, surmontées grâce à ces marchés qui absorbent le surplus des marchandises produites et « permettent à l'économie de fonctionner normalement, même lorsque l'équilibre parfait est loin d'être réalisé » (9). La périodicité des crises peut s'expliquer par le renouvellement périodique du capital fixe. « La rotation du capital fixe, par sa nature même, s'effectue sous la forme de poussées violentes des crises » (10). La durée des cycles trouve son explication dans l'usure morale du capital fixe.

Duret ne croit pas à la possibilité d'éviter les crises en régime capitaliste, car il ne voit de remèdes que dans l'abolition du profit (11). Il nie aux cartels et monopoles la

(8) *Idem* p. 110.

(9) *Idem*, p. 117.

(10) *Idem*, p. 130.

(11) *Idem*, p. 136.

faculté d'abolir ou d'atténuer les crises : 1) il faudrait un trust mondial unique ayant le monopole complet d'une branche déterminée ; 2) les cartels sont mûs aussi par la politique des profits ; 3) les cartels faussent le mécanisme, en entretenant des coûts trop hauts et en abaissant le pouvoir de consommation.

A côté des marchés non capitalistes, la politique des armements et des grandes constructions a également servi de soupape de sûreté. La crise est actuellement plus forte, car les marchés non capitalistes sont saturés.

La cause essentielle des crises est la tendance à la baisse du taux de profit. C'est la « grande cause » (12). La crise de surproduction survient lorsque la vente sur le marché commence à rapporter des profits moindres. L'appareil producteur est hypertrophié dans la période d'essor par suite d'un fort décalage entre la demande et l'offre. Mais « la consommation ne peut se développer au même rythme que la production car elle est limitée par le caractère antagonique de la société capitaliste ». La marge de profit est en même temps comprimée par les facteurs énumérés plus haut (renchérissement du prix de la main-d'œuvre, etc...). La crise éclate, car il y a une surproduction, une rupture d'équilibre. Les entreprises faibles périssent. L'engorgement du marché fait que les prix des marchandises sont maintenant déterminés par celles qui sont produites dans les conditions les meilleures. Il y a une liquidation qui doit débayer le chemin pour une nouvelle reprise. « La baisse des prix élargit le cercle des acheteurs. La dépré-

(12) *Idem*, p. 102.

ciation des capitaux amène la hausse du taux de profit ». Les perturbations dans le domaine du crédit, de la spéculation, etc... exercent une grande influence, mais elles ne sont que des phénomènes dérivés. Avec la raréfaction des milieux non capitalistes, qui servent de soupapes de sûreté, les crises deviennent de plus en plus difficiles à surmonter. Voilà comme J. Duret résume la théorie marxiste des crises (13).

(13) *Idem*, p. 131-132.

CHAPITRE XII

R. LOUZON

Pour R. Louzon les crises proviennent des progrès du machinisme, qui augmentent rapidement les possibilités de production, tandis que la consommation ne croît pas dans la même mesure. « Les crises sont une conséquence du développement du machinisme » (1), et c'est à cause de « l'anarchie capitaliste », de la lutte entre les entrepreneurs pour l'augmentation à outrance du profit, qu'elles arrivent périodiquement. Dans cette lutte pour le profit, en effet, les entrepreneurs augmentent fortement la puissance de leurs machines ; de grosses commandes sont passées aux industries de moyens de production. Les prix de ceux-ci haussent, de même que les prix des matières premières et auxiliaires, dont ces industries ont besoin. Les prix des objets de consommation ne suivent pas le mouvement dans la même proportion à cause de la lenteur d'adaptation de la consommation. Il y aura donc une disparité dans le développement des industries de moyens de production et de celles d'objets de consommation, la valeur des premiers

(1) *L'Economie capitaliste*, 1^{re} Ed., 1925, p. 122.

(2) *L'Economie capitaliste*, p. 120.

tendant à monter, celle des seconds à diminuer. « Cette discordance entre les deux valeurs engendre la crise » (3). Cette discordance est voilée un certain temps par le fait que les industriels produisant les objets de consommation font appel à leurs réserves, ainsi qu'au crédit bancaire. Mais il arrive que les réserves s'épuisent ainsi que les possibilités de crédit, le déficit apparaît, la surproduction se fait jour, les prix s'effondrent, les commandes aux industries de moyens de production cessent, c'est la débâcle générale.

R. Louzon a, cependant, une autre explication des crises. Celle-ci est née de l'observation des faits de la crise mondiale. Dans cette seconde explication, il attribue la cause des crises à l'insuffisance de main-d'œuvre (4). « La surproduction est un fait qui se produit progressivement. La crise devrait se produire, elle aussi, progressivement. Or, ce que nous constatons, c'est tout le contraire. Nous voyons l'activité économique et les prix croître à une allure de plus en plus rapide, jusqu'à l'instant où, d'un seul coup, se produit la catastrophe. »

.....

Ce fait critique a été suivi d'un fait positif que voici : la constatation un peu partout, d'un manque de main-d'œuvre caractérisé durant la période qui précéda immédiatement la crise de 1929... La pénurie de main-d'œuvre, c'est-à-dire l'abaissement de l'« armée de réserve industrielle », au-dessous du niveau qui permet à l'industrie de trouver

(3) *L'Economie capitaliste*, p. 121.

(4) V. *La Révolution prolétarienne*, 5 mars 1931. — *L'Economie capitaliste*, 2^e éd., 1935, pp. 128-141.

à tous moments les ouvriers qu'il lui faut, dans la catégorie qu'il lui faut, est un fait qui se produit brusquement, à la manière d'un réservoir dont l'eau se met à sortir brusquement, parce qu'elle a atteint le niveau du trop plein ; elle peut fournir l'explication cherchée. Lorsque la pénurie de main-d'œuvre se produit, et que, de ce fait, l'« accumulation du capital » devient impossible, toute la part du profit capitaliste qui n'est pas employée à la consommation personnelle des capitalistes ne peut plus être employée, comme précédemment, à acheter les marchandises destinées à accroître les moyens de production puisqu'il n'y a plus d'accroissement de production possible ; toute cette partie du pouvoir d'achat total de la société se trouve de ce fait inutilisée, « bloquée » pour ainsi dire instantanément, d'où « surproduction » et « crise » (5).

(5) Nous avons cité ici certains passages d'une lettre de R. Louzon, dans laquelle il a bien voulu résumer sa théorie des crises. L'on remarquera qu'elle rappelle celle de H. Grossman, et nous espérons y revenir dans une autre étude.

CHAPITRE XIII

A. A. SOKOLOFF

A. A. Sokoloff n'est ni un théoricien des crises, ni un véritable théoricien de la sous-consommation. Mais c'est un des rares économistes modernes russes dont les écrits aient eu une publicité suffisamment internationale, et d'autre part sa théorie, bien construite, a de fortes attaches avec le courant de pensées que nous étudions ici. Il a débuté vers 1926 avec une série d'études, dont un traité des principes de politique monétaire et de crédit, paru en russe en 1927 (1). Il a construit une théorie du cycle économique qui a beaucoup de similitude avec la théorie d'Emil Lederer, ainsi qu'avec certains groupes de théories monétaires.

Sokoloff analyse d'abord le procès d'accumulation simple, c'est-à-dire volontaire. C'est l'accumulation engendrée par la seule épargne des individus ou des sociétés. Il donne alors le schéma suivant du cycle (2) :

(1) Nous ne connaissons malheureusement pas le russe et nous n'avons pu nous servir que de certaines études de Sokoloff (parues en allemand. Nous les citons en abrégé ici (V. *Bibliographie spéciale*). Nous nous sommes également servi de l'excellente étude du Dr Rolf Wagenführ, *Die Konjunkturtheorie in Russland*, Jena, 1929, que nous citons également en abrégé.

(2) Cité d'après WAGENFUHR, *Die Konjunkturtheorie*, pp. 61/62.

Les épargnes créent une pléthore de biens de consommation, dont les prix baissent ; l'abondance de capitaux en quête de placement réduit le taux d'intérêt ; c'est un état de basse conjoncture (sous-consommation) pour les industries d'objets de consommation et de haute conjoncture pour les industries de moyens de production. Bientôt, l'élargissement de la production créant de nouveaux revenus amène un accroissement de la demande d'objets de consommation et une amélioration de la conjoncture dans ces industries. Le taux d'intérêt monte, la conjoncture devient mauvaise pour les industries de moyens de production qui ont besoin de quantités toujours accrues de capitaux. Enfin le cycle se termine par une surproduction d'objets de consommation par suite de l'accumulation monétaire.

Ainsi, dans cette première esquisse, les changements interviennent par suite des disparités qui naissent entre les différents prix. Le facteur crédit n'est pas pris en considération.

Dans une autre esquisse, le cycle est présenté avec l'apport du facteur crédit.

Le cycle ici ne commence pas par une baisse des prix des objets de consommation, mais par une hausse de ces prix accompagnée d'une hausse des autres prix — qui se traduit bientôt par une hausse générale, c'est-à-dire, une dépréciation de la valeur de la monnaie. Les revenus nominaux perdent une partie de leur pouvoir d'achat (les revenus « fixes ») (3), ce qui équivaut à une « épargne forcée ».

(3) *Geldvermehrung und Preisscheren*, p. 436.

Les entrepreneurs réalisent des bénéfices en augmentant les prix et élargissent la marge prix/coûts. La sous-consommation ainsi créée va cependant être le point de départ de la réaction et l'équilibre sera après de nombreux flottements rétabli. « Cette diminution de la consommation n'est cependant possible que dans certaines limites. Aussitôt que les couches sociales ont subi une forte réduction de leur pouvoir de consommation, elles entament la lutte pour rétablir leur ancien niveau de consommation. De cette façon, la hausse des prix se communique à un nombre toujours plus grand de marchandises, elle devient de plus en plus générale et égale. Cela amène une disparition graduelle de la différence entre prix et coûts, et bientôt l'accroissement du volume de monnaie perd lui-même toute sa signification économique » (4).

Ainsi, par l'action du crédit additionnel, les perturbations qui déjà sont engendrées par la simple accumulation se trouvent renforcées. Il ne faudrait donc pas croire que la conception de Sokoloff est une conception purement monétaire. Le rôle du crédit est accessoire. Il n'intervient que lorsque la demande des objets de consommation commence à s'accroître et que les industries de moyens de production commencent à travailler avec plus de difficulté. Il détend le cycle, mais n'empêche pas le retour de l'ancien équilibre (5). Les crises elles-mêmes semblent chez Sokoloff provoquées par la politique de crédit des banques, qui restreignent rapidement les crédits et renchérissent le loyer des

(4) *Geldvermehrung und Preisscheren*, p. 449.

(5) WAGENFUHR : *Die Konjunkturtheorie*, p. 64.

capitaux, lorsqu'elles s'aperçoivent que la hausse des prix est trop forte et que l'or commence à quitter le pays en trop grandes quantités (6).

Ainsi les crises elles-mêmes sont la conséquence directe de la politique des banques, quoiqu'indirectement elles soient engendrées par ces changements de valeurs effectués à travers l'épargne volontaire, consommation différée. Les mouvements du cycle sont déterminés par l'épargne et tout le problème réside dans le maintien d'une « proportion adéquate entre la consommation et l'accumulation » (7). La conclusion est donc la même que chez les principaux théoriciens de la sous-consommation (8). Sokoloff est d'avis que, faute d'autres moyens, la meilleure politique poursuivie jusqu'à présent a été celle de la stabilisation des prix (9), quoiqu'en période de forte rationalisation une baisse des prix soit tout à fait dans la logique des choses (10).

(6) *Geldvermehrung und Preisscheren*, p. 450.

(7) *Gedvermehrung und Preisscheren*, p. 451.

(8) Cf. p. ex. HOBSON.

(9) Cf. P.W. MARTIN.

(10) Cf. H. G. MOULTON.

CHAPITRE XIV

SIR HENRY STRAKOSH

Sir Henry Strakosch est connu comme un des experts anglais en matière financière et un homme de beaucoup d'influence sur les cercles d'affaires britanniques. Il publie périodiquement des études dans la revue *The Economist*, où il a fait paraître quelques articles sur la Crise économique mondiale. Il n'entre donc qu'indirectement dans le cadre de notre étude. Et pour une autre raison aussi, très importante même : c'est qu'il est surtout un partisan de l'explication monétaire des cycles et des crises. Néanmoins, ses idées telles qu'il les a exposées au cours de ces dernières années présentent des points de contact intéressants avec la théorie générale de la sous-consommation. M. Lescure lui accorde une demi-page dans son ouvrage sur les Crises (1). Un jeune auteur américain, H.-G. Calhoun, lui a consacré sa thèse (2).

En quoi Sir Henry Strakosch, théoricien monétaire, se rapproche-t-il de l'idée de sous-consommation en matière

(1) J. LESCURE : *Des crises générales et périodiques de surproduction*, p. 412.

(2) H.-G. CALHOUN : *Les théories de Sir Henry Strakosch en matière de Crise et la Crise de 1919-1933*, Paris 1933.

de crise ? — Il part de l'état de baisse des prix, phénomène qui a été plutôt une caractéristique générale de la période d'après-guerre. La baisse des prix elle-même est pour lui un phénomène purement monétaire, dû à l'insuffisante production de l'or. Son point de départ est donc l'explication monétaire des crises. Mais sitôt parti, il se trouve déjà au milieu de la théorie de la sous-consommation. Quels sont les effets de la baisse des prix ? — Une redistribution des revenus entre les diverses couches sociales. Et cette redistribution est mauvaise en ce sens qu'elle s'effectue en faveur de la classe parasitaire des rentiers, qui s'abstiennent de la consommation. Les titulaires de revenus fixes s'abstiennent de la consommation ou procèdent à des investissements, qui faussent les proportions du capital social. De même en période de baisse les entrepreneurs restreignent leur consommation personnelle aussi. Les prix des objets de consommation tombent de même que les prix de moyens de production (3). Ainsi pour sir Henry Strakosch, la baisse des prix en elle-même n'est pas une manifestation de la crise économique. C'est dire qu'il envisage aussi des périodes d'essor et de prospérité avec des prix stables ou même en baisse (4).

(3) *Gold and the price level*, p. 7.

(4) Le seul parmi les auteurs étudiés ici qui fasse ressortir cette possibilité est, nous l'avons vu, Lederer. Il faudrait donc lui ajouter à ce point de vue Sir Henry Strakosch.

DEUXIÈME PARTIE

EXPOSÉ SYSTÉMATIQUE

SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES DANS LES EXPOSÉS DES FAITS

L'un des traits communs qui caractérise le plus les auteurs de la sous-consommation, c'est la similitude dans l'exposé des faits. Ceci n'est pas une vérité de la Palisse. Si paradoxal que cela puisse paraître, jusque dans les temps les plus récents des divergences profondes subsistaient entre les économistes quant à l'énoncé des faits de la vie économique ; cela est d'autant plus frappant et regrettable, que la statistique théorique et pratique a fait, surtout après la guerre, des progrès rapides. Ce n'est qu'au cours des toutes dernières années que les vues sur la présentation des faits se sont sensiblement rapprochées, et c'est pourquoi A. Altalion a pu dire : « Si on recherche ce qui dans l'état présent de nos connaissances sur les cycles économiques peut être considéré comme définitivement acquis à la science, il semble que c'est en ce qui concerne les faits qu'on trouvera les points les plus satisfaisants » (1). On

(1) V. dans « *Der Stand und die nächste Zukunft des Konjunkturforschung* », (Recueil en l'honneur d'Arthur Spiethoff, 1933).

remarquera que M. Aftalion est très prudent et qu'il ne parle que de « points satisfaisants ». En effet, il existe encore toujours des différences dans les exposés des faits et on peut même en trouver parmi les théoriciens de la sous-consommation. Et si l'un d'entre eux affirme qu'« en ce qui concerne la description des phénomènes extérieurs il n'y a point de différences à trouver » (2), il exagère sans nul doute. Il y a des différences à trouver et même d'assez frappantes. Ainsi ces deux affirmations, émanant d'auteurs éminents et qui se contredisent formellement : « Nous avons déjà aujourd'hui une baisse moyenne des prix beaucoup plus grande que dans les crises précédentes » (3). — « Il est clair que le procédé de diffusion des bénéfices résultant du progrès technique par voie de réduction constante des prix a grandement fait défaut durant la période d'expansion d'après-guerre » (4). Le premier des auteurs considère que la crise mondiale est caractérisée par une chute des prix jusque-là inconnue ; le second, au contraire, trouve que la chute des prix a été absolument insuffisante. L'on pourrait croire que l'un des auteurs parle des prix de gros tandis que l'autre fait allusion aux prix de détail. Il n'en est rien. Les auteurs pensent aux mêmes catégories de prix et leurs vues diffèrent diamétralement. Faisant encore allusion à la crise mondiale, H. G. Moulton affirme qu'il n'y avait à aucun moment une insuffisance de crédit (5), tandis que C. H. Douglas étale sur toutes ses pages l'affir-

(2) P. W. MARTIN : *The flaw in the price system*, p. 14.

(3) Fritz STERNBERG : *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, p. 156.

(4) Harold G. MOULTON : *Income and economic progress*, p. 133.

(5) *Income and economic progress*, pp. 34/5.

mation d'une restriction de la base de crédit voulue par les banques (6). Pour la période de 1873-1895, tandis que certains de nos auteurs, par exemple, Laurat (7) considèrent qu'elle fut une période de dépression chronique, d'autres comme Sternberg (8), affirment que ce fut une véritable période d'essor soutenu. Et ainsi de suite. Il faut bien avouer, cependant que les différences dans les exposés des faits se résolvent très souvent en différences d'interprétation. On peut très bien donner une interprétation différente d'une époque suivant que l'on observe le côté prix ou le côté production. C'est précisément ce qui est arrivé pour la période de 1873-1895. En réfutant les affirmations de ceux qui voient dans cette époque, celle d'une dépression de longue durée, Sternberg attire l'attention sur le fait que ces auteurs ne s'en tiennent qu'à la statistique des prix, tandis qu'il fonde ses vues sur les données de la production, des échanges, du nombre des ouvriers occupés, des salaires distribués (9). Ainsi, du problème des faits on glisse insensiblement vers le problème de l'interprétation. Une fois dans ce domaine, l'on glisse facilement dans le problème de la causalité. Et, pour reprendre les paroles de A. Aftalion, « quand à l'explication causale, la difficulté consisterait moins à découvrir des facteurs qui n'auraient encore été signalés par personne, qu'à établir d'une manière incontestable, parmi la masse des facteurs allégués, ceux qui sont vraiment les véritables moteurs des cycles et

(6) V. p. ex. *Warning democracy*, pp. 51, 55... etc.

(7) *Bilans, cent années d'économie mondiale*, pp. 122/3.

(8) *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, pp. 171/5.

(9) *Ibid.*, p. 174.

à préciser le mécanisme par lequel ils sont liés aux phénomènes qu'ils commandent » (10).

Les problèmes de l'exposé des faits et de la causalité sont intimement liés l'un à l'autre et c'est pourquoi l'énoncé des faits coïncide très souvent avec l'énoncé des théories elles-mêmes. On le verra du reste très bien aux lignes qui suivent, et dans lesquelles nous donnerons la parole aux différents auteurs, pour qu'ils nous brossent un tableau succinct du phénomène des crises et des cycles. En parlant des choses ils parleront des idées et en exposant les faits ils exposeront leurs théories.

Voici ce que disent Foster-Catchings : « Au cours de la période de dépression, les prix, les profits, les salaires et les coûts de production sont bas, tandis que les réserves bancaires sont élevées.

« D'autre part, à une pareille époque le pouvoir d'achat que les consommateurs tirent des revenus fixes est plus grand qu'à toute autre époque ; en d'autres termes, les consommateurs peuvent acheter avec leurs revenus provenant des salaires, des intérêts, des dividendes et annuités, plus qu'ils ne pouvaient le faire avant la chute des prix. En même temps, le Gouvernement achète et consomme à peu près autant que d'ordinaire. De plus, vu les bas prix de revient, on assiste à une augmentation des constructions et par là de la masse des salaires distribués ; et comme les consommateurs ne paient pas d'un coup la plupart des nouvelles constructions, il en résulte une addition nette de la demande d'autres produits à consommer. Ces raisons, pour

(10) *Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung.*

une bonne part causent la réduction des stocks, et l'économie renaît bientôt.

« Les commandes augmentent aussitôt, les commerçants s'étant contentés de couvrir les besoins d'un jour à l'autre, les consommateurs pouvant accroître leurs demandes et certains commerçants ayant acquis la conviction que les prix ont atteint leur point le plus bas. Par voie de conséquence, les industriels augmentent leur production et, bientôt, leur capital fixe. D'où une croissance des prêts bancaires, du nombre d'ouvriers employés, de la masse des salaires distribués.

« Pendant qu'ainsi l'outillage industriel, le volume de la production et les salaires distribués vont s'accroissant, les salaires vont augmenter sur les marchés de consommation la demande effective avant l'arrivée des produits. Cela incite à une hausse des prix.

« La hausse des prix accélère le mouvement des achats.

« Les salaires continuent à augmenter plus vite que la production des biens. Les prix haussent plus rapidement que les salaires. Les prêts bancaires sont encore accrus.

« Pendant un certain temps, et parce que les salaires sont payés à l'avance, parce que les produits s'accumulent dans les stades intermédiaires de la production, enfin parce que la spéculation retarde les livraisons, — les consommateurs ont suffisamment de monnaie entre leurs mains pour pouvoir acheter, à un niveau de prix accru, une quantité de produits suffisante à inciter le commerce de détail à continuer avec les commandes.

« Cependant, les profits augmentent plus vite que les salaires ; et les profits ne sont distribués aux détenteurs

de valeurs qu'après la vente des produits sur lesquels ils sont réalisés ; et même après cela, il n'en est distribué qu'un peu plus de la moitié.

« Il arrive enfin que les marchés sentent les effets de l'augmentation de la production, tandis qu'il n'y a pas une augmentation aussi rapide du pouvoir d'achat qui provient surtout de l'extension des crédits bancaires, et qui parvient aux consommateurs sous forme de dividendes et de salaires.

« Entre temps, l'activité fiévreuse est refroidie parce que les prix d'écoulement sur les marchés n'augmentent pas aussi rapidement que les prix de revient. Les salaires, les traitements, les rentes et les intérêts, qui au début retardaient sur les prix et profits, commencent maintenant à les rattraper.

« Lorsqu'il semble que les achats ne continueront plus à augmenter les spéculateurs liquident les stocks, les marchands diminuent les commandes, et les producteurs décroissent la production.

« Les prix cessent de monter. Aussitôt qu'ils cessent de monter, ils commencent d'habitude à tomber, car beaucoup d'affaires qui prospèrent durant la hausse des prix dépendent directement d'une hausse continue des prix.

« Une fois que les prix ont commencé à baisser, nombre de facteurs influent conjointement dans le même sens, et la dépression économique en est la conséquence » (11).

Voici comment J. A. Hobson résume « les phases monétaires » du cycle :

(11) *Money*, pp. 348/50. — Voir aussi pp. 269, 274. Ainsi que *Profits*, pp. 373/5.

« 1. Pendant la bonne marche des affaires, la monnaie est déboursée à tous les stades de la production sous forme d'amples et réguliers salaires, hauts profits et dividendes, suffisant à acheter la totalité du produit. De grandes économies sont effectuées, par la création de « réserves », par l'investissement de gros bénéfices et par l'épargne.

« 2. Les commerçants et les banquiers s'aperçoivent bientôt que la création de nouvel outillage, de matières premières et d'autres formes de capital réel dans les industries de base a été poussée trop loin et que les produits qu'ils aident à créer ne sont pas écoulés assez rapidement ou pas à des prix pour lesquels ils avaient été fabriqués. L'on assiste à un arrêt des nouvelles commandes. Une situation pareille amène une baisse des investissements. Les fonds accumulés en vue d'investissements attendent dans les banques sous forme de réserves ou sont employés comme crédits à court terme. Ce « retard » dans les investissements contribue à enrayer le processus de production, surtout en ce qui concerne les industries de base, et amène une recrudescence du chômage ainsi qu'une réduction des salaires, qui de leur côté réagissent par une restriction de la demande d'objets finis.

« 3. Pendant que subsiste ce manque d'investissements, les épargnes au lieu d'acheter les moyens de production créés en vue de cet achat, sont attirées vers les opérations boursières, allant grossir la spéculation sur les valeurs. Les crédits des banques, détournés de leur voie normale qui est le financement des entreprises, prennent la même direction.

« 4. Le marasme et le chômage s'étendant des industries-

clés vers les autres industries et le commerce, les industriels et les marchands se voient obligés de réduire davantage leurs prix de vente et d'abaisser les coûts de production, pour répondre à leurs obligations envers les banques. Cette nouvelle chute des prix avec un chômage allant croissant, cause une diminution accrue des revenus monétaires. C'est alors une dépression complète dans l'activité économique, et comme toutes les sources de l'épargne tarissent (réserves, profits, intérêts, salaires), l'on arrive à se trouver dans une période qui est du point de vue normal celle de sous-épargne.

« 5. L'ère actuelle de sous-production, de sous-épargne, et de basse consommation s'avère ainsi comme une conséquence de la restriction des revenus réels. Cette période durera jusqu'à ce que la balance consommation/épargne penchant en faveur de la consommation, de même que l'usure ayant atteint une grande partie de l'outillage inemployé, n'aient drainé hors du système le capital superflu créé durant la « bonne époque », et la sous-production ait été assez longue pour faire de nouveau place à une insuffisance de fournitures, une hausse des prix et un renouveau de l'activité économique » (12).

Et, à une autre place, cette brève esquisse : « La sous-consommation ou sur-épargne provoque une sur-capitalisation, d'abord sous forme de capital fixe, ensuite sous forme d'une surabondance de biens ; celle-ci arrête les investissements de capital de prêt ; cet arrêt amène une restriction

(12) *Rationalisation and unemployment*, pp. 132/4. — V. aussi : *The Industrial system*, pp. 305/6.

de la production et de là dérive une période de sous-production avec bas prix » (13).

Lucien Laurat donne la description suivante des cycles « classiques » d'avant-guerre :

« L'ouverture de nouveaux débouchés permettait, après chaque crise, de surmonter la dépression. La reprise des affaires était facilitée par le loyer réduit de l'argent et par le bon marché des matières premières dont les prix subissaient (et subissent) des oscillations plus prononcées que l'indice général. L'essor se propageait, la demande s'accroissait dans tous les domaines : les bénéfices accrus permettaient aux capitalistes d'augmenter leur consommation ; la hausse des salaires, ainsi que le nombre croissant des salariés, faisaient croître le pouvoir d'achat de la classe ouvrière ; la demande accrue de matières premières en augmentait les prix et faisait enfler la capacité de consommation des pays d'outre-mer ; la hausse des salaires faisait monter la demande et les prix des produits agricoles, de sorte que l'accroissement du revenu des classes rurales ouvrait à l'industrie des débouchés supplémentaires.

« Tout à coup, la catastrophe se produisait sans que personne s'y attendit. Il y a vingt ans, Karl Kautsky a fourni, dans le *Neue Zeit*, une description magistrale des éléments qui provoquent le désastre. La prospérité entraîne la hausse des prix des matières premières, et cette hausse est plus rapide que celle de l'indice général des prix. Il est en effet plus facile d'augmenter la production

(13) *The problem of the unemployed*, p. 97.

industrielle que l'extraction du minerai ou la production agricole.

« D'autre part, l'essor accentué absorbe tous les capitaux disponibles, ce qui suscite la hausse du taux de l'intérêt. La marge bénéficiaire se resserre à la suite de la hausse du prix de revient, grevé par le prix élevé des matières, par la montée des salaires et par l'ascension du taux de l'intérêt.

« C'est à ce moment que la demande commence à fléchir, la montée des prix des produits finis s'arrête. Les stocks commencent à s'accumuler, les fonds liquides se figent en face des marchandises immobilisées. La marge bénéficiaire se rétrécit davantage. Les entreprises les moins bien outillées, dont le prix de revient est au-dessus de la moyenne et dont les bénéfices disparaissent, ne peuvent plus faire face à leurs engagements. Elles s'écroulent, entraînant dans la débâcle leurs fournisseurs et leurs banquiers. L'épidémie se propage, la spéculation en bourse l'aggrave, la crise éclate » (14).

De son côté, P. W. Martin résume sa théorie des cycles de la façon suivante :

« Aussi longtemps que le pouvoir d'achat de la communauté est employé exclusivement à l'achat de biens, le système des prix fonctionne. Cependant, de temps en temps, l'économie se voit dans la nécessité d'augmenter son capital liquide. Cela signifie qu'une partie du pouvoir d'achat de la communauté, qui devrait s'employer à l'achat de produits si l'équilibre entre l'afflux du pouvoir

(14) *Bilans*, Cent années d'économie mondiale, pp. 106/7.

d'achat et le courant des prix doit être maintenu, cette partie du pouvoir d'achat s'en va, au contraire contribuer à une production supplémentaire de produits à vendre. De cette façon, on produit des biens pour lesquels il n'y a point de pouvoir d'achat.

« Ces produits supplémentaires sont temporairement absorbés, et pour une grande part, accumulés sous forme de stocks industriels, et pour le reste ils sont contre-balançés par un renforcement du pouvoir d'achat de la communauté, provenant de sources extérieures — la frappe de la monnaie, la planche à papier et le crédit des banques. Pourtant, après un certain temps, tous ces facteurs qui tendent à rajuster la défection du système des prix, arrivent à faire défaut. Car le renforcement du pouvoir d'achat de la communauté est nécessairement ou insuffisant ou plus que suffisant pour remédier à la défaillance des prix. S'il est insuffisant, la restriction du pouvoir d'achat amène une crise, au cours de laquelle l'économie déverse sur le marché les produits invendables qui ont jusque-là été stockés. S'il est plus que suffisant, il en résulte un boom inflationniste, qui défaillant tôt ou tard, aboutit également à une crise de surproduction.

« La restriction des marchés qui en est la conséquence est accentuée par une réduction du volume des crédits bancaires qui la suit généralement. Elle est encore accentuée par le retard des produits sur les salaires et des dividendes sur les produits, par le manque de proportionnalité dans la production et par les réactions psychologiques des hommes d'affaires.

« Le retour à la prospérité s'effectue par la réduction

des prix et du capital liquide. Les réductions de prix, qui consistent dans l'abaissement des profits anormaux, rendent possibles un plus grand nombre de transactions avec la même quantité de monnaie. Les réductions de prix au-dessous des coûts, la réduction de la force de travail et des salaires, tout cela résulte en une réduction du capital liquide ; en d'autres termes c'est l'opposé du processus par lequel les biens « supplémentaires » ont été accumulés. Les réductions de prix et de capital liquide effectuées ainsi continuent jusqu'à ce que les produits « supplémentaires » cause du mal, ne soient résorbés et ce n'est qu'alors que l'économie peut reprendre son cours d'essor, crise, dépression, prospérité » (15).

Passons enfin à la théorie d'Emil Lederer. Il serait difficile de citer ici ses propres paroles, vu qu'il a consacré une étude entière (« *Konjunktur und Krisen* » dans *Grundriss der Sozialökonomik*, Abt. IV, 1925) aux questions des cycles et des crises. C'est pourquoi, nous tâcherons de donner nous-mêmes une reproduction aussi succincte et fidèle que possible de son exposé des faits :

Lederer dépeint la période de dépression comme une période plutôt statique, au cours de laquelle il y a un mouvement de baisse assez lent, et une inactivité marquée des entrepreneurs. Le taux d'intérêt diminue plus fortement que les prix, parmi les prix ceux des matières premières et des moyens de production diminuent plus fortement que ceux des produits finis, enfin les prix diminuent plus fortement que les revenus, et parmi ceux-ci les revenus fixes

(15) *The Limited Market*, pp. 53/5.

(traitements, rentes) diminuent le plus lentement (16). Il y a donc un décalage entre les différents « prix » (prix des capitaux, des produits, des services), et c'est ce que l'auteur appelle l'élasticité des prix (17). C'est cette élasticité qui est la cause du mouvement ondulatoire du cycle. Au fur et à mesure que la dépression s'approfondit, un rajustement entre les différentes catégories de « prix » s'opère de lui-même. Les revenus se rattrapent sur les prix des produits (les revenus fixes commandant le mouvement), les profits se rattrapent sur les intérêts. L'augmentation relative des revenus signifie un accroissement de la consommation, l'augmentation relative des profits est une condition de la reprise des affaires. L'accroissement de la consommation donne donc le signal de la reprise, et elle provient d'une augmentation relative du pouvoir d'achat. Il peut avoir d'autres causes également, telle l'augmentation de la population. Mais pour que la reprise puisse s'opérer, il faut toujours, à côté de la croissance relative de la consommation, la réalisation de progrès techniques, qui consistent dans l'abaissement des coûts de revient et la création de nouvelles possibilités de production (18). La période de dépression est une période de rationalisation et de progrès technique. Pour en sortir, il faut donc une augmentation de la consommation et des conditions améliorées de la production. Mais il faut encore plus que cela, une troisième condition essentielle est requise : c'est l'ex-

(16) V. *Die Lähmung der Weltwirtschaft*, p. 25. — Nous citerons ici seulement les passages qui complètent l'énoncé principal auquel nous nous en tenons et qui est contenu dans *Konjunktur Und Krisen*.

(17) *Zur Morphologie der Krisen*, p. 2.

(18) *Die Lähmung der Weltwirtschaft*, p. 7/8.

pansion du crédit. Le réveil des activités coïncide avec une expansion rapide du crédit. Le réveil part donc de la consommation, mais il ne s'y manifeste pas d'abord. Au contraire, beaucoup plus souvent que parmi les industries de consommation, le réveil des affaires peut pointer parmi les industries de production (19). Du reste, les vrais symptômes de ce réveil se manifestent généralement dans l'industrie du bâtiment (20). Une fois le mouvement déclenché, il se propage rapidement grâce à l'action du crédit. Celui-ci sert à imprimer un mouvement de hausse sur toute la ligne. La production augmente, les prix haussent, les cours des valeurs sautent, le taux d'intérêt s'élève. Tout cela signifie une baisse de la valeur de la monnaie. Par là même sont défavorisés les revenus fixes, par exemple les rentes, les loyers, et aussi les traitements. Tandis que dans le mouvement de baisse, ils retardaient et par là regagnaient du terrain, dans le mouvement de hausse, par leur retard, ils perdent du terrain. Quelles sont les raisons de ce retard ? Il faut les chercher dans la rigidité de ces revenus : ils sont stipulés à longue échéance et les syndicats sont impuissants à imposer une politique de restriction. Plus spécialement en ce qui concerne les salaires, « l'armée de réserve industrielle » entrave aussi leur mouvement de hausse en période d'essor (21).

Ainsi, aussitôt mis en marche, l'organisme économique secrète les anti-toxines qui vont ramener l'équilibre rompu.

(19) *Steuerlose Weltwirtschaft*, pp. 653/4.

(20) *Planwirtschaft*, p. 28. — *Die Lähmung der Weltwirtschaft*, p. 9.

(21) *Technischer Fortschritt und Arbeitslosigkeit*, p. 100.

Au cours de la période d'essor, il y a une montée sur toute la ligne, mais les revenus, et surtout les revenus fixes, retardent de plus en plus sur les prix. C'est la sous-consommation grandissante. Le revirement s'effectue le jour où apparaît une restriction du crédit. Les banques restreignent le crédit et élèvent davantage le taux le jour où elles s'aperçoivent que l'écoulement des produits aux prix offerts s'effectue de plus en plus difficilement. De leur côté, les entreprises ont besoin encore plus de crédit pour financer les stocks qui s'accumulent. Les difficultés grandissent rapidement. Les titulaires d'épargne se ruent vers les banques pour sauver leurs avoirs. C'est la panique. C'est la crise. « La crise, dit Lederer, est la fin plus ou moins catastrophique de la période de haute conjoncture, qui entraîne la chute ou l'endommagement considérable de beaucoup d'entreprises » (22). La crise est amenée par une restriction du crédit, et cette restriction est dictée par les difficultés grandissantes dans l'écoulement des produits. Ces difficultés proviennent du fait qu'il s'ensuit une disparité toujours plus forte entre les revenus et les prix. Ces derniers montent plus vite que les premiers. La somme des revenus ne peut pas acheter la somme des prix. Le seul véritable remède serait de proportionner la hausse des revenus à celle des prix. Ceci est impossible dans un régime de concurrence. Tous les autres remèdes sont des palliatifs. Quant aux facteurs psychologiques, ils ne font qu'amplifier et accentuer les mouvements du cycle. Ainsi toute période d'essor mûe par l'expansion du crédit (qui sert à

(22) *Konjunktur und Krisen*, p. 360.

enfler les prix plus que les revenus) est inévitablement suivie d'une crise qui est le « rajustement des faux frais encourus durant la période de haute conjoncture » (23).

On voit là à quel point la conception d'Emil Lederer est une conception organique (24). Si nous nous sommes attardés un peu plus à sa théorie, c'est justement parce que c'est la plus complète, la mieux conçue d'entre les théories que nous avons étudiées ici. La théorie d'Emil Lederer offre le plus d'harmonie entre toutes les théories modernes de la sous-consommation, c'est celle qui a été forgée et présentée avec le plus de minutiosité. La conception est du reste, si large, qu'elle touche un peu aux autres théories, même très opposées ; c'est ainsi qu'elle a de nombreux points de contact avec les théories de l'épargne, avec les théories sur les variations des profits, avec les théories sur la longueur du processus de production, avec les théories sur l'insuffisance du crédit. Lederer se distingue justement des autres auteurs par la largeur de sa présentation (25), c'est incontestablement celui qui s'est le moins attaché à une seule idée, et son explication est multiple dans sa forme et ses fondements. Du reste, sa théorie est un reflet fidèle de ses conceptions économiques générales, qui se distinguent surtout par leur caractère de multiplicité et de

(23) *Das Problem der russischen Wirtschafts- und Sozialverfassung*, p. 281.

(24) « Le phénomène des crises économiques ne peut absolument pas être conçu comme phénomène isolé, indépendant du cycle économique » (*Konjun. und Krisen*, p. 367).

(25) Le seul auteur qui puisse lui être rapproché à ce point de vue, c'est H. G. Moulton, qui considère comme infructueuse toute tentative d'expliquer les cycles et ses fluctuations par une seule cause. (V. *The formation of capital*, p. 55). Malheureusement, il n'a pas donné une théorie des cycles.

synthèse. Il suffira à cet effet de rappeler que Lederer est l'auteur d'un *Traité de la théorie économique* dans lequel il s'est efforcé de concilier les théories subjective et objective de la valeur (26). Il convient aussi de rappeler que Lederer est l'auteur d'études très fouillées sur le développement social en Allemagne et en Autriche (27). Ce sont surtout ces derniers travaux qui, à notre avis, l'ont amené à faire une différenciation entre les revenus des différentes couches sociales, et à mettre en relief sa notion de revenus fixes.

Emil Lederer est donc parmi nos auteurs celui qui a donné la plus complète explication des cycles et des crises. C'est, en somme, le seul qui ait donné une théorie générale des cycles, et non seulement une explication des crises ou de certaines phases du cycle économique. La plupart des autres théoriciens de la sous-consommation se sont juste-ment contentés de donner une étude des crises et surtout des dépressions. Leurs explications sont fragmentaires, leurs idées sont éparpillées, leurs exposés manquent de cohérence. P. W. Martin et E. Preiser ont, il est vrai, fait de remarquables efforts de systématisation et leurs théories sont sans doute aussi des théories du cycle économique au même titre que la théorie de Lederer. Pourtant,

(26) V. E. LEDERER : *Aufriss der Ökonomischen Theorie*, 3^e éd. 1931. — V. à ce sujet l'article de Franz OPPENHEIMER : Der gegenwärtige Stand des Sozialismus in Deutschland dans *Die Wirtschaftstheorie der Gegenwart* (H. MAYER).

(27) V. *Die wirtschaftlichen Organisationen und die Reichstagswahlen*, 1912, *Die Privatangestellten in der modernen Wirtschaftsentwicklung*, 1912, *Jahrbuch der sozialen Bewegung in Deutschland und Österreich*, 1912 et 1913 ; *Die sozialen Organisationen*, 1922 ; *Der neue Mittelstand*, 1926 ; *Angestellte und Arbeiter*, 1928, etc., etc.,

ils n'en atteignent point le caractère général, car ils partent surtout d'un point de vue particulier qu'ils développent en un système. L'homogénéité de leur explication est plutôt unilatérale. Chez Lederer, au contraire, elle est multiple et il emprunte souvent à des auteurs différents des indications qu'il croit suffisamment fondées. Sa théorie des cycles est presque un exposé synthétique, elle est plus près d'une description que d'une argumentation. Par son caractère très général, elle se rapproche beaucoup de l'étude bien connue de W. C. Mitchell.

II

L'ORGANICITÉ — LA PÉRIODICITÉ

En dissertant des différences et des similitudes dans les exposés des faits et dans leurs présentations, nous avons insensiblement abordé le problème de l'organicité, auquel est intimement lié celui de la périodicité.

Nous avons dit de la théorie d'Emil Lederer qu'elle était essentiellement organique. Les autres le sont aussi, à des degrés différents. Quoique la plupart d'entre les auteurs n'aient fourni que des analyses partielles, se référant surtout au phénomène spécial des crises où à la seule période de dépression, il ressort clairement de leurs exposés qu'ils se sont fait une conception organique, ou du moins semi-organique, du problème. Sans en donner une description complète, ils envisagent tous le problème du cycle, avec ses alternances de crise, dépression, essor, prospérité. Pour tous les auteurs de la sous-consommation, la crise est un phénomène inhérent au système capitaliste, et représentant une phase périodique de son développement. La conception organique implique d'ordinaire l'acceptation de la périodicité quoique ce ne soit pas absolument nécessaire. Hobson éprouve des doutes quant à la régularité de

.

l'apparition des crises, et Sternberg, comme Laurat, affirment que le cycle se rétrécit de plus en plus (1). Ces deux auteurs ont, du reste, une conception semi-organique du cycle et des crises. Ce sont des auteurs qui se revendiquent du marxisme pur, et pour eux, le développement capitaliste jusqu'aux dernières années doit être conçu en liaison avec les parties non-capitalistes du monde. C'est ce capitalisme impérialiste, lié au monde non-capitaliste, qui est pour eux caractérisé par le développement sous forme de cycles, avec crises périodiques. Une fois privé de territoires non-capitalistes, le capitalisme cessera de subir ces lois et deviendra la proie d'une dépression prolongée, avec petites oscillations. Comme le dit Sternberg, « la crise c'est la règle, l'essor l'exception ». Et les auteurs en appellent à Marx et Engels, qui ont, dans des pages célèbres prédit une dépression chronique du capitalisme à son époque « décadente ». L'après-guerre représente l'époque de décadence du capitalisme. C'est pourquoi ces auteurs considèrent que l'après-guerre est caractérisée par une dépression quasi-chronique et qu'elle ne peut aucunement être comparée aux décades qui ont précédé la Grande guerre. Ces décades présentaient le caractère de courbes cycliques plus ou moins régulières, avec des crises assez courtes. Les périodes d'essor étaient longues, et c'était la conquête de nouveaux débouchés extra-capitalistes qui les rendait

(1) Dans un ouvrage paru tout récemment, l'auteur, E. Walker, affirme qu'au début, il était couramment admis qu'une durée moyenne de 10 ans correspondait à la réalité des faits, et qu'ensuite la durée du cycle fut ramenée à 8 ans, et qu'enfin actuellement la durée généralement admise ne dépasse pas 2 années. (E. WALKER. *The economic merry-go-round*, p. 11).

possibles. L'absorption de marchés non-capitalistes servait donc à voiler les véritables contradictions internes du capitalisme, et à donner temporairement un autre caractère à son développement organique. Il y avait donc des causes en dehors du système qui déterminaient ses fluctuations périodiques. C'est donc une conception semi-organique. Ces auteurs nous donnent par conséquent, deux explications des cycles et des crises : l'une ayant trait à la période du siècle écoulé et des deux premières décades du xx^e siècle; l'autre se rapportant exclusivement à la période d'après-guerre. La première période, c'est celle du « Jeune Impérialisme », la seconde est celle du « Capitalisme décadent ». Dans la première, les cycles se sont développés d'une façon semi-organique, s'ajoutant des débouchés non capitalistes à la croissance interne du capitalisme; au cours de l'après-guerre, le cycle devient proprement organique, le capitalisme se replie presque complètement sur lui-même, les crises sont moins saillantes, car elles font place à une à une crise permanente.

Les vues de J. A. Hobson se rapprochent de cet exposé des faits. Hobson est parmi les théoriciens anglo-saxons celui qui a le plus fidèlement développé la théorie marxiste des crises. Il a du reste écrit sur le rôle des débouchés extra-capitalistes plusieurs études, issues d'observations qu'il a recueillies personnellement en Afrique du Sud, à l'époque de la guerre des Boers (2).

Une conception semblable est à trouver chez J. Duret.

Par contre, si les théories de ces auteurs peuvent, dans

(2) V. *The War in South Africa*, 1900 ; *The psychology of Jingoism*, 1901 ; *Imperialism, a study*, 1902, 2^e éd. 1905.

une certaine mesure, être dénommées de théories semi-organiques, il y en a une autre que nous voudrions qualifier de bi-organique : c'est celle de C. H. Douglas. Cet auteur est aussi loin des théories classiques que des théories marxistes, qui en sont dérivées. C. H. Douglas ne fournit ni une explication organique ni semi-organique, il présente, au contraire, une conception bi-organique du système capitaliste : le monde « industriel » représente la production, le monde « financier » celui de la distribution. Ces deux secteurs obéissent à des tendances différentes, voire opposées. Le monde capitaliste est divisé entre ces deux fractions, qui se combattent. D'où ce manque d'harmonie et cette incohérence qui caractérisent son développement. Le « système industriel » a ses propres lois de fonctionnement, le « système financier » a les siennes. Il y a deux développements organiques au sein du capitalisme qu'il faudrait rajuster : C. H. Douglas veut adapter le système financier au système industriel.

A part les vues qui viennent d'être énoncées, les théories de la sous-consommation sont généralement des conceptions organiques. Nous dirions même que c'est une de leurs qualités maîtresses, car elles se distinguent justement de nombre d'autres courants par leur façon d'envisager le système capitaliste comme un tout, comme un monde homogène qui a ses lois et ses tendances, et dont la structure elle-même détermine son mode de développement.

Les théories de la sous-consommation sont sans doute parmi celles qui ont le plus contribué à accréditer la conception organique des phénomènes économiques ; elles dé-

rivent du reste directement des théories de Karl Marx, et l'on peut à bon escient les appeler théories marxistes des crises. Et il est bien connu que c'est Marx le premier qui a jeté les véritables fondements d'une conception organique de la société capitaliste, malgré que nous puissions en rencontrer les premiers embryons déjà chez les Physiocrates. Il n'est donc pas du tout étonnant que nous insistions particulièrement sur ce trait caractéristique qui est commun à la quasi-totalité des théoriciens de la sous-consommation. Ce qu'ils ont avant tout contribué à faire approfondir, c'est l'étude de la structure même de la société capitaliste, l'étude des causes profondes, fondamentales, des remous qui agitent notre système économique et social. Aussi ces auteurs se distinguent-ils moins par une description complète des phénomènes, que par l'analyse approfondie de certains de leurs aspects. Si l'on voulait donner une caractéristique spéciale et générale des théories de la sous-consommation par rapport aux autres courants de la pensée économique, l'on pourrait dire que ce sont des théories de la structure tandis que les autres sont plutôt des théories de la fonction du système capitaliste.

III

LA CAUSALITÉ

Nous avons dit que les auteurs de la sous-consommation recherchent les causes des crises et des mouvements des cycles dans la structure même de la société capitaliste, qu'ils conçoivent comme un système organique. Et l'une, également, de leurs caractéristiques essentielles, c'est qu'ils recherchent tous *une cause* fondamentale dans la complexité de la causalité économique. Il ne suffit pas d'extriquer les dédales de la causalité, il faut rechercher les causes elles-mêmes. Expliquer la causalité, c'est montrer l'enchaînement des faits, leurs relations mutuelles, leur conditionnement; dans une récente étude, Dr R. von Keller (1) a tenté de donner un aperçu de l'ensemble des causalités dans le cycle économique. Une étude pareille est loin de fournir la moindre indication sur les causes, c'est-à-dire sur les points de départ des mouvements cycliques. Chercher les causes, c'est donc essayer d'établir où le cycle commence et où il se termine.

Les théories que nous avons exposées ici sont toutes re-

(1) *Die Kausalzusammenhänge in der Konjunkturbewegung*, Leipzig, 1934.

liées par une idée initiale commune : les crises cycliques proviennent de la sous-consommation des masses. Mais qu'est-ce, au fond, la sous-consommation ? C'est la constatation que l'on produit ou que l'on s'apprête à produire plus que l'on ne consomme. Sous-consommation est synonyme de surproduction. Seulement, il y a une différence d'interprétation : dire sous-consommation, c'est affirmer que l'on ne consomme pas assez et que l'on pourrait consommer davantage ; dire surproduction, c'est affirmer que l'on produit trop et que l'on ne peut consommer davantage.

Les théoriciens de la sous-consommation affirment tous que la société produit trop (ou a les possibilités de trop produire) par rapport à ce qu'elle consomme. Mais qu'entendent-ils par consommation, quel sens donnent-ils à cette « sous-consommation », de laquelle résulte un état de « surproduction » ?

— La sous-consommation est pour ces auteurs le manque de jouissance finale des biens que produit le système économique. La consommation est ici prise au sens d'emploi définitif par les individus. La consommation c'est l'emploi final de biens de nécessité courante. Elle équivaut pour ainsi dire à la destruction de ces biens par leur utilisation, mais destruction qui ne mène pas à la reproduction, à la création de nouveaux biens. Mais ici, les difficultés commencent. Les divergences de vues apparaissent déjà à ce point initial de l'explication des crises. Tous les auteurs n'acceptent pas le sens courant de la consommation ; il y en a au moins un qui diffère profondément des autres : c'est W. P. Martin. Cet auteur entend le mot consumma-

tion dans son sens large, c'est-à-dire comme consommation productive et improductive. Pour lui, la « consommation » est synonyme d'achat de produits « finis », et dans cette dernière notion, il comprend d'abord les biens de consommation courante, ensuite les services rendus finalement, enfin les moyens de production achevés (donc : pas les semi-produits, matières premières, etc...) (2). Martin fait donc un effort pour définir la consommation comme l'emploi de tout ce qui est prêt à servir un besoin quelconque d'une façon définitive. Mais par là, il dévie de la conception courante de la notion de consommation, qui a trait exclusivement aux objets de consommation courante individuelle. De cette façon, il opère aussi une brèche dans la classification généralement adoptée en objets de consommation et moyens de production, classification qui se trouve déjà dans les écrits de Malthus et des premiers classiques et qui a été consacrée par Karl Marx.

Mais ce n'est pas tout : quoique tous les auteurs que nous étudions ici acceptent cette classification comme division fondamentale, certains d'entre eux n'ont pas manqué d'attirer l'attention sur une troisième catégorie, intermédiaire, bien distincte, et que Moulton appelle les biens durables. Lederer a également attiré l'attention sur ces biens, en insistant sur le rôle des industries du bâtiment en périodes de crise et en périodes de réveil. Il appelle ces biens langdauernde Nutzungsgüter. Il existe donc entre les deux grandes catégories, entre les moyens de production et les objets de consommation, une troisième, intermédiaire, et

(2) V. *The problem of maintaining purchasing power*, p. 20.

que nous voudrions appeler les biens d'utilisation. Cette catégorie intermédiaire est caractérisée par ce fait que les biens en question peuvent être employés tantôt comme moyens de production et tantôt comme objets de jouissance immédiate. Ainsi en va-t-il des bâtiments, des autos, des véhicules, etc... Leur nature et leur rôle n'ont pas encore été suffisamment étudiés, mais il existe déjà des travaux qui leur sont spécialement consacrés (3). Nous nous contenterons de montrer seulement les changements que cette catégorie de biens peut apporter à la face des choses suivant qu'on les conçoit d'une façon ou de l'autre. Un de nos auteurs, H. G. Moulton, a en effet prouvé que le rapport entre les industries de consommation et celles de production ne serait pas 60-70 % mais bien 80-85 % : 15-20 % (aux Etats-Unis) si l'on englobait dans les premières les biens d'utilisation durable (4). Ainsi, suivant le caractère qu'on donne à ces biens hétéroclites, l'on peut très facilement changer de conclusion, et c'est ainsi que deux auteurs se référant à un même ordre de faits peuvent affirmer l'un que le mouvement est déclenché parmi les industries de moyens de production, l'autre qu'il est parti des industries d'objets de consommation.

(3) V. p. ex. *Durable Goods Industries Committee, Report to the President of the United States on National Recovery and Employment*, May 14, 1934.

(4) *The formation of capital*, p. 50.

IV

LA SOUS-CONSUMMATION

Nous venons donc de dire que, à une exception près, les auteurs de la sous-consommation ont une même conception de la notion de consommation, et qu'elle signifie pour eux la jouissance individuelle des objets fournis par les industries de consommation. La sous-consommation signifie donc pour eux que la masse des individus ne jouit pas d'une quantité suffisante d'objets de consommation. Là-dessus, les définitions sont donc quasi-unanimes. Mais ici, il faut s'arrêter de nouveau. C'est qu'il y a deux significations différentes que revêt cette notion de la sous-consommation : d'une part, l'on pense à cet état d'insuffisance latente, à cette insuffisance constante d'utilisation de l'appareil productif que Moulton s'est surtout consacré à révéler sous tous ses aspects et que Martin appelle un afflux inadéquat de pouvoir d'achat ; cette sorte de consommation correspondrait à peu près à ce que les anglo-saxons dénomment *the unemployment*, qui signifie l'inactivité de tous les facteurs de production. D'autre part, la sous-consommation c'est l'apparition périodique d'une défaillance des consom-

mateurs qui laisse sur les marchés une certaine quantité d'objets de consommation invendus, c'est-à-dire invendables aux prix courants des marchés. C'est à cette dernière, naturellement, que font allusion les théories qui traitent tout spécialement des crises, tandis que la première notion entre en ligne de compte dans l'analyse de tout le cycle économique.

Les auteurs de la sous-consommation pensent donc d'habitude au manque périodique d'un marché pour *tous* les produits finis (= objets de consommation) qui sont délivrés par les industries de consommation.

Cette pénurie de marchés pour tous les objets de consommation inflige régulièrement un arrêt à la marche des industries de moyens de production. Les auteurs de la sous-consommation acceptent tous que les industries de moyens de production se règlent sur celles d'objets de consommation. C'est encore un trait commun qui caractérise les auteurs que nous étudions ici. A ce point de vue ils ne font pas d'exception. Ils considèrent tous que le but final de toute l'activité économique c'est de fournir le plus de jouissances individuelles possibles. Le but de la production, c'est la consommation. La production se règle sur la consommation courante des masses. Nos auteurs n'acceptent pas que la production puisse se développer indépendamment de la consommation. Le processus interne de la production n'est pour eux qu'un retard plus ou moins prolongé vers le but final, le marché de consommation. C'est celui-ci qui commande les mouvements du cycle. Si les premiers symptômes apparaissent souvent ailleurs, par exemple dans les industries de reproduction, c'est qu'il y a anticipation

des changements à venir. Et ces changements sont ceux du marché de consommation.

Mais si tous les auteurs sont unis dans cette affirmation commune que la consommation des objets finis fait périodiquement défaillance, ils diffèrent déjà quand il s'agit d'expliquer pourquoi, d'où vient cette défaillance. Il y a toute une variété de théories de la sous-consommation. Nous voudrions les diviser en deux groupes : d'un côté les théories de la disproportionnalité, de l'autre les théories du pouvoir d'achat.

V

LA DISPROPORTIONNALITÉ

Si paradoxal que cela puisse paraître, les théories de la sous-consommation sont pour une grande part de véritables théories de la disproportionnalité. Nous savons la discussion séculaire entre disproportionnalistes et surproductivistes. C'est elle qui a fourni matière aux controverses fameuses sur l'accumulation du capital, problème qui a passionné les économistes jusqu'aux temps les plus récents.

Les disproportionnalistes appartiennent à l'école de D. Ricardo et J.-B. Say. Ils affirment qu'une crise générale de surproduction est impossible, et qu'il ne peut y avoir que des crises généralisées, le mal se transmettant cumulativement d'une branche à l'autre, d'une couche de la société à l'autre. Les crises ne sont que des ruptures de proportion, certaines branches de l'économie se développant plus que les autres. Elles proviennent du manque de direction, l'économie capitaliste étant une production anarchique. Les disproportionnalistes envisagent l'économie comme un ensemble de producteurs indépendants, et, en conséquence, ils affirment que chaque producteur crée en même temps

son pouvoir d'achat et qu'il ne peut y avoir de manque de pouvoir d'achat général : ce manque ne peut se manifester que partiellement, certains produits étant créés en trop grand nombre par rapport à d'autres. Leurs prix devant subséquemment baisser, c'est par le mécanisme de baisse des prix de certains groupes de produits (et hausse correspondante d'autres), qu'un rajustement s'opère de lui-même. L'économie capitaliste écarte les crises partielles généralisées grâce à son élasticité. Si la crise mondiale et les dernières crises en général ont été plus difficiles à surmonter, c'est que le capitalisme par son développement universel, a perdu de son élasticité. Telle est l'explication des disproportionnalistes depuis leurs débuts jusqu'à nos jours.

Les surproductionnistes, au contraire, affirment que les crises ne sont pas partielles, mais qu'elles sont générales, et qu'elles ne représentent pas des ruptures de proportion entre certaines branches et certaines autres, les unes produisant trop et les autres trop peu — ils affirment au contraire, qu'il y a une production excessive dans toutes les branches *à la fois*, production excessive par rapport aux demandes de la consommation. Si l'on veut parler de disproportion, l'on pourrait seulement l'envisager comme une rupture de proportion entre la production et la consommation. Les surproductionnistes appartiennent à l'école de Malthus et Sismondi, ils sont surtout des empiristes, ils opèrent par la voie de l'observation directe des faits, leurs conceptions sont plutôt descriptives ; les disproportionnalistes se servent plutôt de la méthode analytique, leurs conclusions sont déductives, ils raisonnent dans l'abstrait et

par voie de logique. Les surproductionnistes affirment que le monde capitaliste n'est plus tel qu'il était par exemple au XVIII^e siècle, un ensemble de producteurs autonomes indépendants, ceci valant encore seulement pour certains secteurs du monde actuel. Le système capitaliste est pour eux un système de production collective et organisée, dans lequel les différents facteurs de production sont détachés l'un de l'autre, chacun offrant son appoint suivant les conditions du marché et ses conditions particulières. La production organise la conjonction de ces forces, et débourse le pouvoir d'achat pour les différents services rendus. Jusqu'ici, malgré tout, les deux écoles pourraient tenir ensemble. Le pouvoir d'achat déboursé devrait être proportionnel aux services rendus, la consommation devrait acheter la production, chaque acte de production ayant engendré sa part de pouvoir d'achat. Pourtant, il n'en est rien. Les surproductionnistes affirment que le pouvoir d'achat total ne doit pas forcément acheter toute la production et que les crises proviennent justement de ce qu'il ne l'achète pas. Mais ici, l'école des surproductionnistes, c'est-à-dire des théoriciens de la sous-consommation, se divise elle-même en deux : les uns affirment que le système productif de par son essence même ne débourse jamais assez de pouvoir d'achat pour les prix auxquels il offre sa production ; les autres affirment, plutôt dans la tradition, que le pouvoir d'achat déboursé correspond toujours à la valeur de la production, mais qu'il ne s'emploie que partiellement à son achat. Les deux phénomènes sont possibles grâce à l'aspect monétaire de l'économie, le pouvoir d'achat pouvant être détaché de son incorporation matérielle. Les théoriciens

de la sous-consommation sont, on le voit, par leurs origines mêmes des théoriciens monétaires. Les disproportionnalistes, au contraire, négligeaient cet aspect monétaire de la question, leurs conceptions se rapportant à une économie de troc, où les producteurs indépendants échangeaient directement leurs produits entre eux.

C'est pourquoi nous distinguons parmi les théories modernes de la sous-consommation d'une part *les théories du pouvoir d'achat*, qui sont des théories de la monnaie et du crédit, et d'autre part, *les théories de la disproportionnalité*, qui peuvent s'apparenter aux théories classiques de J.-B. Say et de ses successeurs.

Ce dernier groupe de théories est celui qui reste le plus dans la tradition classique il forme un passage nuancé vers les théories plus extrêmes du pouvoir d'achat. Les principaux représentants sont Fritz Sternberg, John A. Hobson, Lucien Lurat, Erich Preiser, Fritz Sternberg est tout à fait dans la tradition de Marx et Engels, qui eux-mêmes ne furent que deux grands classiques. Lurat et Hobson sont aussi des marxistes. Hobson le moins d'entré eux.

Ce groupe de théoriciens expose le problème de la sous-consommation à peu près comme ceci :

Au cours du processus de production, les divers facteurs reçoivent sous formes de salaires, rentes, intérêts, dividendes, un pouvoir d'achat équivalant à la production. Si ce pouvoir d'achat servait aussitôt à acheter le produit total il n'y aurait pas de perturbations. Le problème serait assez simple. Nous aurions à faire à un système statique. Mais la société actuelle est dynamique. Elle ne consomme

pas tout ce qu'elle produit. Elle n'emploie pas immédiatement, à des jouissances définitives, tout ce qu'elle a créé. Elle accumule. Elle met une partie du produit total de côté et le fait produire d'autres biens. La société épargne. Ce que l'épargne attire des différents revenus, salaires, rentes, intérêts, dividendes, elle l'ôte à la consommation directe. Une partie du pouvoir d'achat *ne s'emploie pas* à l'achat du produit social. Et non seulement du produit total, mais de cette partie qu'on appelle les objets de consommation, et qui sert à la jouissance immédiate des individus. En d'autres termes, il y a une discordance entre la part de pouvoir d'achat qui est destinée à la consommation et la production des objets de consommation. Celle-ci est en excédent. C'est cela la surproduction. C'est cela la « sous-consommation ». Il y a donc ici déjà une forme spéciale de disproportion : c'est la rupture entre la production de certains biens et la part de pouvoir d'achat qu'on leur accorde. La baisse des prix doit suivre leur pléthore. — Mais, cette baisse n'est-elle pas partielle, tandis que les surproductionnistes ont découvert une baisse générale ? C'est ici qu'intervient la véritable notion de disproportionnalité. A cette insuffisance de consommation correspond un excès d'épargne. L'épargne est une consommation différée. L'épargne signifie production de moyens de production. (C'est, du reste, ici le point faible de la thèse !).

« Consommer, dit Hobson, c'est acheter des objets de consommation, épargner, c'est acheter des moyens de production ». A une sous-consommation des premiers se joint une surproduction des seconds. Les prix des premiers baissent parce qu'on n'en achète pas assez, les prix des se-

conds baissent parce qu'on en produit de trop. Il y a donc baisse générale des prix. Mais il y a aussi une disproportion dans le développement des deux grandes branches de la production, les industries de moyens de production s'hypertrophiant par rapport aux industries d'objets de consommation. On voit ici combien ces théories sont proches des véritables disproportionnalistes. Sternberg le dit clairement : « La sous-consommation des masses... conduit à des disproportions toujours plus fortes entre le développement des industries d'objets de consommation et celles de moyens de production. Ces disproportions mènent aux crises » (1). Les argumentations ne diffèrent pas trop. Pourtant, il est un point qui les divise fondamentalement. Les surproductionnistes acceptent bien qu'il existe un développement excessif d'un groupe d'industries par rapport à d'autres. Mais cette disharmonie n'est pas chez eux une erreur de direction, c'est une conséquence nécessaire de la structure de la société capitaliste. Les grosses différences de revenus conditionnent, de l'avis de ces auteurs, cette double tendance à la sous-consommation et à la capitalisation. D'une part, il y a une insuffisance de revenus des larges masses salariées ; d'autre part, il y a une tendance chez la masse des gros revenus à s'accumuler automatiquement. Aussi longtemps que subsistera la répartition défectueuse des revenus dans notre société, il y aura une tendance à une accumulation excessive, affirment les théoriciens de la sous-consommation. Leurs points de ressemblance avec les disproportionnalités, c'est qu'ils affirment,

(1) *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, p. 45.

comme eux, qu'il y a une tendance à la surcapitalisation de certaines branches de production ; les points qui les divisent c'est que pour les uns cette tendance est plutôt nécessaire, tandis que pour les autres elle est accidentelle.

VI

LE POUVOIR D'ACHAT

Nous venons donc de voir que ce premier groupe de théoriciens de la sous-consommation se rapproche fortement des théoriciens de la disproportionnalité. Le trait essentiel qui les unit, c'est cette pensée que les possibilités d'un fonctionnement normal du système capitaliste sont données, mais qu'elles sont faussées par suite de certaines tendances (concurrence, course au profit, etc...). Pour eux, les coûts de production équivalent toujours à la somme des revenus déboursés, et tout ce qu'il faut c'est proportionner le taux d'accumulation au taux d'accroissement de la consommation.

Pour l'autre groupe d'auteurs de la sous-consommation, il y a non seulement une consommation insuffisante par rapport au taux d'accumulation, il y a impossibilité absolue pour la consommation de rattraper ce taux. Ces auteurs, en effet, rejettent la fameuse prémisse coûts de production = somme des revenus. Ou, pour en donner une formule plus heureuse, ils nient la proposition : somme des prix = somme des revenus. Il faut, en effet faire ici cette remarque particulière que tous les théoriciens de la sous-consommation, par le fait même qu'ils sont directe-

ment ou indirectement liés aux théories marxistes acceptent sans exception la théorie objective de la valeur. Ceci vaut tant pour le premier groupe d'auteurs que pour ce second. Pour tous nos auteurs, les prix des produits sont déterminés par les coûts de production. Mais, tandis que pour le premier groupe les coûts de production sont entièrement constitués par les revenus (donc : prix = revenus), pour le second groupe dont nous parlons maintenant, les coûts de production ne sont constitués que partiellement par les revenus, une bonne partie ne figurant point parmi les revenus (1). Le plus extrême d'entre ces théoriciens-ci, C. H. Douglas, va jusqu'à affirmer que 90 % des coûts de production ne figurent pas parmi les revenus mais sont retenus directement dans le processus de reproduction (réserves, accumulation, etc... (2 a). Il est vrai que le plus souvent, on entend par revenus les sommes distribuées directement aux consommateurs. Durbin dans sa critique des théories de la sous-consommation note, en passant, qu'il a été établi qu'en Angleterre 9/10 et aux Etats-Unis d'Amérique 11/12 des paiements étaient effectués aux producteurs et non aux consommateurs (3). Il faudrait donc rectifier la thèse de ce second groupe de théoriciens dans le sens géné-

(1) Certains pourraient douter de la justesse de notre affirmation, en se référant à certains passages des ouvrages de C.-H. DOUGLAS où l'auteur parle de coûts = revenus, tandis qu'il dénonce la disparité des coûts et des prix. Pourtant, il faut interpréter ces passages dans le sens de coûts = de travail. On s'en convaincra par ex. à la page 49 de son livre *The Monopoly of credit* (v. aussi p. 164) qu'il distingue deux sortes de « coûts » de production, ceux de création et ceux de transfert. — V. aussi : *The new and the old economics*, p. 21.

(2) *Social Credit*, p. 86. — Dans sa critique des théories de C. H. Douglas, l'économiste bien connu R. G. Hawtrey ramène ce pourcentage à un maximum de 5 % (V. R. G. Hawtrey, *Capital and unemployment*, 1937, p. 305).

(3) *Purchasing power and trade depression*, p. 42 n.

ral que voici : la somme des revenus qui échoient aux consommateurs est insuffisante à acheter tout le produit. Du reste, citons le fameux « A + B théorème » de C. H. Douglas, qui a fait l'objet de tant de discussions : Les coûts de production comprennent A = versements effectués aux individus (salaires, traitements, dividendes) et B = paiements faits aux autres organismes de production (matières premières, frais bancaires et autres coûts extérieurs). Il faudrait proportionner à B tous les produits qui ne sont pas des objets de consommation courante. Tel n'est pourtant pas le cas de notre système actuel. D'où une insuffisance de pouvoir d'achat A à acheter tous les objets de consommation (4).

Les théoriciens de ce second groupe, sans doute plus radical que le premier, sont tous d'avis que la somme totale des revenus est régulièrement moindre que la somme totale des prix. Et pour deux raisons : d'abord parce qu'une partie des revenus est distribuée plus tard (dividendes) ou n'est pas distribuée entièrement; ensuite, parce qu'il y a justement ces coûts internes dont parlait C. H. Douglas, et qui n'apparaissent point comme revenus. Ainsi le pouvoir d'achat des consommateurs n'est jamais suffisant pour acheter la production totale. — Il n'est même pas suffisant *pour acheter la partie des objets de consommation*. C'est ici le point capital de la thèse. Les critiques ont à tort reproché à C. H. Douglas de chercher, avec les revenus des consommateurs à acheter *toute* la production et de moyens de production + objets de consommation (5). C.

(4) *Credit-power democracy*, pp. 21/23.

(5) V. DURBIN, *Purchasing power and trade depression*, p. 52.

H. Douglas se garde bien d'affirmer cela, il soutient au contraire que même la seule production d'objets de consommation ne peut être complètement vendue (6).

Il y a, du reste, parmi ce groupe de théoriciens, différentes nuances ; il y a ici également le passage graduel de vues assez orthodoxes vers des vues très révolutionnaires. Foster-Catchings sont encore le plus près de la tradition. Pour eux, la somme des revenus est encore égale à la somme des prix, mais une part en est retenue et distribuée en retard. Pour Moulton, pour Lederer, pour Martin, le crédit crée déjà un pouvoir d'achat additionnel, dont ils ne manquent pas de souligner l'importance. Pour C. H. Douglas le crédit est de loin la partie principale de « pouvoir d'achat » qui est créé avec la production.

Nous voyons donc que la notion de pouvoir d'achat a ici une signification plutôt monétaire. Pour ce groupe de théoriciens, l'insuffisance de consommation signifie une insuffisance absolue de pouvoir d'achat et l'insuffisance de pouvoir d'achat signifie un manque de moyens de paiement. La théorie du pouvoir d'achat est souvent ici réduite à sa plus simple expression. Elle équivaut quelquefois à une simple pénurie de monnaie. C'est ainsi que Martin analyse, entre autre, le problème sous l'aspect pur et simple d'une augmentation ou une diminution de la quantité de monnaie. Il s'agit pour lui d'assurer un rythme régulier de pulsations : vis-à-vis de l'afflux des biens et des services offerts, il faut subvenir à un afflux régulier de la monnaie,

(6) V. C. H. DOUGLAS, *Control and distribution of production*, p. 72. — *The monopoly of credit*, pp. 36/37.

soit par l'augmentation absolue de sa quantité, soit par un meilleur ajustement de son circuit. Pour Lederer lui-même, qui a pourtant des vues très orthodoxes, c'est l'injection fraîche de crédit qui crée la disparité entre prix et revenus. Sa conception est singulièrement proche de celle de C. H. Douglas, malgré toutes les grosses différences qui les divisent.

Au fond ce qui caractérise donc ce groupe de théoriciens c'est un manque véritable de pouvoir d'achat, une pénurie initiale et non dérivée. Ce sont des théories de la sous-consommation relative : il n'y a pas un défaut de consommation, mais un défaut de pouvoir d'achat. Les véritables théories du pouvoir d'achat sont des théories de la sous-consommation relative. Le premier groupe constitue plutôt des théories de la sous-consommation absolue : le pouvoir d'achat existe, mais il ne s'emploie pas. C'est pourquoi le problème pour celles-ci réside dans un rajustement des revenus, afin que le pouvoir d'achat distribué s'emploie plus proportionnellement. Ces théories sont des théories de sous-consommation ouvrière et surcapitalisation capitaliste ; les ouvriers ne reçoivent pas assez et ne consomment pas assez, les capitalistes reçoivent trop et épargnent trop. Il y a donc à la racine un problème de redistribution des revenus. En redistribuant les revenus affirment ces auteurs, l'on amènera un rajustement automatique du pouvoir d'achat : il y aura plus de proportion entre l'augmentation de la partie qu'on consomme et celle qu'on accumule.

Pour les théoriciens du pouvoir d'achat, le problème se pose tout autrement ; il ne s'agit pas de rajuster les revenus. Ce remède serait insuffisant (quoiqu'il serait déjà

un remède !) ; ce qu'il faut c'est augmenter le pouvoir d'achat global. Moulton est tout à fait clair là-dessus : il faut augmenter le revenu social tout entier au lieu de s'évertuer à effectuer une redistribution intérieure, pénible et somme toute stérile. Martin considère également qu'il serait nécessaire de créer un organisme (dont il trace les lignes d'organisation) qui injecterait, suivant les nécessités de l'heure, du pouvoir d'achat tout frais dans la consommation. Quant à C. H. Douglas, qui a des vues très radicales, il a construit tout un système (« crédit social ») par lequel la communauté entière créera elle-même du pouvoir d'achat en hypothéquant les progrès futurs et les ressources économiques dont elle dispose.

Mais ici, nous touchons également à un point de détail qu'il faut tout de suite fixer. Les théories modernes de la sous-consommation présentent ce triple caractère qu'elles sont : des théories de la sous-consommation ouvrière, théories de la sous-consommation capitaliste et ouvrière, théories de la sous-consommation ouvrière et non-capitaliste.

VII

LES TROIS GROUPES DE THÉORIES

Les théories de Hobson et de Preiser sont surtout des théories du premier groupe. Pour eux, il y a sous-consommation des classes salariées et c'est elle qui amène les crises.

Les théories de Lederer, de Moulton, de Foster-Catchings, de Martin, de C. H. Douglas, sont plutôt des théories de sous-consommation capitaliste et ouvrière, car elles impliquent une insuffisance globale de pouvoir d'achat.

Enfin, les théories de Sternberg et Laurat appartiennent au troisième groupe, car les crises sont pour ces auteurs dues principalement à la défaillance non seulement de la consommation à l'intérieur du capitalisme mais aussi des parties extra-capitalistes qui servent à voiler la première des causes.

Nous pouvons donc, en définitive, dégager trois groupes caractéristiques parmi les théories modernes de la sous-consommation.

D'abord, celui qui est le plus près des théoriciens classiques, et que nous voudrions dénommer le groupe *marxiste*. Ce sont les auteurs qui pensent que le capitalisme est en proie aux crises de sous-consommation parce que,

à cause de la répartition vicieuse des revenus, les riches accumulent trop, et il y a périodiquement une rupture de proportion entre le pouvoir d'achat qui s'engage dans la production et celui qui s'emploie dans la consommation. Le capitalisme *pourrait* (par exemple par l'imposition, etc.) remédier à cet état des choses en redressant la balance accumulation/consommation, de façon à ce que les revenus s'emploient plus proportionnellement. Le problème est donc celui de la proportionnalité.

Le second groupe (1) est constitué par ce que l'on appelle les théories *impérialistes*. Les auteurs de ce groupe considèrent également que le capitalisme souffre d'une accumulation trop forte par rapport à la consommation, et ce mal provient de la mauvaise distribution des revenus. La partie consommée est *forcément* insuffisante en proportion de la partie accumulée. Et les autres de ce groupe vont plus loin et affirment que le capitalisme *ne peut pas* redresser cette balance, car la concurrence, qui est son essence même, l'en empêche. La seule issue qu'a trouvée jusqu'à présent le capitalisme a consisté dans la conquête de débouchés neufs — non capitalistes. A l'insuffisance de la consommation intérieure strictement limitée par l'organisation défectueuse de la société — on a remédié par l'adjonction de pouvoir d'achat externe, ne dérivant pas des sources du capitalisme. Avec l'industrialisation et la perte des débouchés disparaissent les seuls moyens du capitalisme de sortir de ses contradictions internes.

Enfin le troisième groupe est celui des théories *monétaires*. Pour elles c'est tout simplement le pouvoir d'achat

(1) C'est-à-dire Sternberg, Laurat.

qui manque. Tandis que chez les premiers, le pouvoir d'achat est dévié par une mauvaise disposition, ici le pouvoir d'achat s'échappe d'une façon ou d'une autre, ou plutôt il manque, il n'apparaît pas. Il faut manier les leviers du crédit. Il faut créer du pouvoir d'achat supplémentaire pour combler les trous du système. Ces théories se rapprochent beaucoup des véritables théories monétaires, quoiqu'elles fassent une sorte de transgression, puisqu'elles acceptent une série d'explications des deux premiers groupes.

Ainsi, nous avons pu distinguer trois groupes. Goltfried Haberler, dans son ouvrage récent *Prosperity and Depression*, a cru découvrir six différents groupes de théories de la sous-consommation. Nous croyons, pourtant, que sa division est mal agencée. Il y a, du reste, chez lui un enchevêtrement des théories qui empêche les divisions de bien tenir debout. Par contre, W. Röpke dans *Crises and Cycles* a donné une division, semblable à la nôtre, en deux groupes, qu'il appelle les théories distributives et les théories monétaires de la sous-consommation.

Si donc, en fin de compte, nous nous demandons quel a été l'apport principal fait par les théories modernes de la sous-consommation, nous pouvons découvrir deux ordres d'idées :

d'abord, *la notion de consommation* a été définitivement dégagée et définie : elle se rapporte à la jouissance finale des seuls objets de consommation courante. La théorie moderne ne pense plus à la consommation reproductive, qui faisait admettre auparavant les théories de l'épargne au nombre de celles de la sous-consommation ;

en second lieu, dans *la relation des prix et des revenus*

est intervenue une notion de disparité, qui avant n'était absolument pas admise. Les théories d'avant-guerre ne pouvaient admettre que la somme des prix dépasse la somme des revenus ; tout au plus consentait-elle que les revenus retardassent un peu sur les prix. Aujourd'hui la disparité entre prix et revenus est admise par nombre d'auteurs. C'est également une acquisition des théories de la sous-consommation (2).

(2) SPIETHOFF a donné une caractéristique assez fausse et incomplète des théories de la sous-consommation (*Krisen, Handwörterbuch der Stadtwissenschaften*, t. IV, p. 67). Sa définition pourrait tout au plus se rapporter aux théories anciennes, mais non aux théories modernes de la sous-consommation.

CONCLUSION

Essai de description synthétique du cycle de conjoncture basé sur les données des théories modernes de la sous-consommation

A. — Période d'essor

L'essor est déclenché pour une augmentation de la demande, qui découle soit de l'accroissement du nombre des consommateurs, soit de l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs actuels (1). Il est rendu possible par l'expansion capitaliste dans les territoires coloniaux (2), par l'industrialisation intensifiée des possessions déjà acquises, par l'élargissement extensif de la production capitaliste dans les territoires à caractère colonial (3). Il se traduit par un accroissement des commandes ; les marchands s'étant aperçus que le pouvoir de consommation a augmenté passent des commandes à la production (4). La reprise se déclare soit dans les industries de moyens de production, soit dans celles d'objets de consommation, d'ordinaire d'abord dans l'industrie du bâtiment. Elle est suivie

(1) Lederer.

(2) Laurat, Sternberg.

(3) Sternberg.

(4) Foster-Catchings.

d'une hausse des prix, et ses conditions essentielles sont : un abaissement des coûts de revient, une moindre diminution de la consommation, l'apparition de nouvelles possibilités de production (5). Ces conditions ont été créées au cours de la phase précédente de dépression : l'abaissement des coûts de revient a été obtenu grâce à une dépréciation du capital (6), une augmentation relative de la consommation a été créée grâce à la baisse plus accentuée des prix que des revenus surtout des classes moyennes et des rentiers (7). Les progrès techniques permettent de nouvelles perspectives de production (8), les producteurs renouvellent leur capital fixe (9). La reprise est encore facilitée par la fermeté du pouvoir d'achat de l'agriculture, qui est d'ordinaire un secteur abrité de la crise (10). Elle est favorisée par un taux d'intérêt bas et la diminution très forte des prix des matières premières (11). C'est pourquoi les producteurs font fortement appel au crédit bancaire ; ils augmentent leur capital fixe (12). Le capital variable est également augmenté, à cause de l'embauchage de nouvelle main-d'œuvre, mais pas dans une trop forte mesure (13). Les capitaux disponibles vont progressivement trouver leur utilisation soit dans les anciennes industries, soit dans les nouvelles. Pour augmenter le taux de leurs profits, les in-

(5) Lederer.

(6) Sternberg.

(7) Lederer, Sternberg, Duret.

(8) Lederer,

(9) Duret.

(10) Sternberg.

(11) Laurat.

(12) Foster-Catchings.

(13) Martin.

dustriels se mettent à développer le machinisme (14). La production s'élargit rapidement (15), le commerce international se développe (16). Les profits haussent, ainsi que les salaires (17). Vu cette augmentation de revenus, le pouvoir d'achat détenu par le public augmente, mais pas dans une forte proportion (18). L'augmentation des revenus provoque une demande accrue sur les marchés des objets de consommation, qui précède l'arrivée des produits. Cela stimule les prix et accélère le mouvement des achats (19). L'essor se propage de branche en branche, la consommation est plus forte sur toute la ligne, aussi bien au sein de la société capitaliste, que dans les pays non-capitalistes (20). Les stocks augmentent considérablement, à cause des bonnes perspectives d'affaires. La quantité générale de monnaie en circulation augmente d'une façon appréciable (21).

B. — Période de prospérité

La période de prospérité est une période de croissance de la production globale et une hausse générale des prix. Ces phénomènes sont surtout prononcés dans les industries de moyens de production, en particulier pour les matières premières (22). Le commerce international se développe

(14) Louzon.

(15) Foster-Catchings.

(16) Sternberg.

(17) Laurat, Foster-Catchings.

(18) Martin.

(19) Foster-Catchings.

(20) Laurat.

(21) Martin.

(22) Preiser.

fortement (23), l'expansion du capitalisme dans les territoires coloniaux fait de rapides progrès (24). Les pays capitalistes se livrent à de grosses exportations de capitaux, ils augmentent sensiblement leurs armements (25). Quoique le financement de l'essor et de la prospérité se base sur les épargnes accumulées pendant la dépression (26), c'est surtout le crédit additionnel qui rend possible cet accroissement soutenu de la production et cette hausse générale des prix et des revenus (27). En même temps continue le développement des épargnes individuelles, la formation de fortes réserves par les sociétés, l'investissement de gros bénéfices (28). L'appel au crédit part surtout des industries de transformation, mais ce sont souvent les banques elles-mêmes qui « forcent » cet appel, en offrant du crédit à des taux avantageux. L'appel au crédit est déterminé par la différence entre les profits escomptés et les taux bancaires (29). L'accroissement général de la production est suivi d'une hausse générale des prix. Ce sont surtout les prix des matières premières qui haussent (30), suivis par les autres prix, moyens de production et matières auxiliaires ; les prix d'objets de consommation suivent le moins bien cette tendance (31). Cela s'explique surtout par le fait que les prix montent plus facilement dans les industries con-

(23) Sternberg.

(24) Laurat, Sternberg.

(25) Laurat.

(26) Hobson.

(27) Lederer.

(28) Hobson.

(29) Lederer.

(30) Laurat..

(31) Louzon.

centrées, tandis que la tendance est affaiblie dans les branches non organisées où la concurrence reste toujours forte (industries d'objets de consommation) (32). Les prix haussent aussi parce qu'ils sont déterminés par les prix de production des entreprises travaillant dans les conditions les plus défavorables (33). A cette hausse des prix des marchandises correspond une hausse des revenus, qui sont les prix des services. La période de prospérité est une période d'activité soutenue, la main-d'œuvre est rapidement absorbée, le chômage devient presque nul (34). Les additions au capital circulant deviennent considérables (35). Pourtant la hausse des revenus n'est pas proportionnelle à celle des prix. Cela s'explique surtout par la rigidité de certains revenus, les revenus fixes, (traitements, intérêts, dividendes, rentes et les salaires). Les prix sur le marché du travail sont régis par des lois différentes que les prix sur le marché des produits. Les prix des services sont d'ordinaire stipulés à plus longue échéance. Les syndicats ne sont pas à même d'exercer efficacement une politique monopoliste et restrictive. Enfin, la hausse des salaires est contrariée par la pression qu'exerce l'armée de réserve industrielle (36). Ce retard des revenus fixes permet aux profits de se développer plus rapidement, leur masse augmente plus rapidement que celles des autres revenus (37). La productivité du travail augmente, la tendance à la baisse du taux de pro-

(32) Lederer.

(33) Duret.

(34) Sternberg, Preiser, Louzon.

(35) Martin.

(36) Lederer.

(37) Preiser.

fit est contrecarrée et largement compensée (38). Par là même est créée une sous-consommation relative, la masse des profits avançant sur celle des autres revenus : ceux-ci sont en effet des revenus qui vont surtout à la consommation, tandis que les profits s'emploient principalement à l'accumulation. Il y a donc une diminution relative de la consommation et une hausse du taux d'accumulation (39). Le total des salaires augmente moins vite que le total de la plus-value ; la plus-value consommable, tout en augmentant en chiffres absolus, diminue relativement à la plus-value accumulable. Cette double tendance est imposée impérieusement par la concurrence capitaliste (40). Cependant malgré cette diminution relative de la consommation, la surproduction ne se fait pas jour de si tôt. A première vue ce phénomène paraît assez paradoxal, car les industries de moyens de production, développées rapidement par les entrepreneurs, qui cherchent à augmenter le taux de leurs profits en augmentant la puissance de leurs machines (41), devraient, aussitôt se trouver en excédent par rapport aux industries d'objets de consommation et dès le début être arrêtés dans leur marche en avant. Nous savons, en effet, que les premières se règlent exactement sur les secondes, la production suit très fidèlement les mouvements de la consommation (42). Pourtant, la discordance a lieu, le premier groupe, les industries de production se développeront démesurément par rapport au second groupe, aux

(38) Sternberg.

(39) Preiser, Duret, Strakosch.

(40) Laurat.

(41) Louzon.

(42) Moulton.

industries de consommation, et cette discordance des deux valeurs sera le germe de la crise de surproduction qui doit arriver (43). Le mouvement est simplement voilé, ajourné pendant un certain temps. Les raisons sont multiples. Tout d'abord, la sous-consommation des masses qui est relative, revêt une allure graduelle. Il y a une gradation dans le mouvement des prix des services : les profits haussent le plus rapidement, puis suivent les salaires, puis les traitements, enfin les intérêts, les dividendes, en fin de compte les rentes. C'est cette gradation qui permet le mouvement ondulatoire de la production (44). S'il n'y avait que salaires et profits, la surproduction apparaîtrait aussitôt, il y aurait plutôt une crise chronique (45). La sous-consommation n'apparaît donc pas d'un coup, mais graduellement, avec la dispersion des revenus. C'est déjà une raison pour que l'arrêt de la production n'intervienne qu'après un laps de temps prolongé. La prospérité est en effet la phase principale et la plus longue du cycle économique (46). Mais il y a d'autres causes encore qui ajournent le recul. Au début d'un réveil de l'activité le pouvoir d'achat déboursé sous forme de salaires, traitements, etc... arrive sur le marché (des objets de consommation) avant les produits et ceux-ci s'accumulent dans les stades intermédiaires (47). Les entrepreneurs augmentent fortement leurs stocks (48). La quantité de monnaie en circulation est à son maximum (49), la

(43) Louzon.

(44) Lederer.

(45) Lederer, Laurat.

(46) Sternberg.

(47) Foster-Catchings

(48) Martin, Foster-Catchings.

(49) Preiser, Martin.

hausse des prix signifie une baisse de la valeur de la monnaie (50). Aux premiers signes d'une production dépassant les possibilités réelles de la consommation les entrepreneurs pourraient, par une baisse immédiate des prix, éviter une véritable crise économique (51). Mais ils font appel à leurs réserves et au crédit bancaire ; c'est ainsi que les industries de consommation continuent un certain temps à aller de pair avec les industries de moyens de production (52). Du reste, pour autant que les industriels perçoivent les premiers signes d'une véritable surproduction, ils espèrent la rejeter sur les autres ; la production capitaliste est anarchique, il y manque d'organisation, de publicité, la dispersion géographique des marchés est très forte, on ne connaît pas exactement les chiffres de la production et des stocks, les possibilités d'écoulement, etc... (53). Mais les possibilités de cet ajournement ne sont pas infinies. La disparité entre les différents revenus s'accroît, ainsi que la disparité entre prix et revenus. L'injection de crédit additionnel ne fait qu'accroître et amplifier ces mouvements du cycle, elle crée une poussée plus forte des profits et de l'accumulation au détriment des autres revenus et de la consommation (54). Le fait que c'est une redistribution des revenus qui accroît l'accumulation augmente les possibilités de discordance ; car les profits en augmentant poussent à l'auto-financement, à une accumulation pour ainsi dire aveugle et automatique (tandis que

(50) Lederer, Sokoloff.

(51) Hobson.

(52) Louzon, Foster-Catchings.

(53) Foster-Catchings.

(54) Sokoloff.

l'épargne ordinaire ne le ferait pas) de la part des capitalistes. La disproportionnalité n'en sera que plus flagrante (55). Il arrive donc un jour où la discordance entre l'accroissement de la production et les possibilités d'écoulement devient évidente. La sous-consommation est révélée et le mouvement va être renversé. Tandis qu'au début de la prospérité la masse des salaires suffisait à acheter toute la somme des produits destinés à la consommation (56), à la fin de cette phase le revenu social entier est incapable de le faire (57). La diminution relative du pouvoir d'achat a atteint toutes les couches sociales, de nombreux revenus n'arrivent qu'après coup, par exemple les dividendes, une bonne partie de revenus n'est pas distribuée du tout (1/2 profits) (58), certains coûts de production n'apparaissent même pas comme revenus et ne servent qu'à enfler les prix (59). Ainsi, à un moment donné, la disparité devient flagrante : la somme des revenus ne peut pas acheter la somme des prix (60). Cette discordance éclate lorsque les banques arrêtent l'expansion du crédit (61). La chute, malgré tout, n'arrive pas brusquement. Il y a des signes annonciateurs. Un relâchement se produit déjà avant la fin de la prospérité (62). Les crédits bancaires s'épuisent (63), et au moindre ralentissement dans la croissance de la produc-

(55) Preiser.

(56) Foster-Catchings.

(57) Lederer.

(58) Foster-Catchings.

(59) C. H. Douglas.

(60) Lederer.

(61) Lederer, Foster-Catchings, Preiser, Martin, Sokoloff.

(62) Martin, Preiser.

(63) Foster-Catchings, Martin.

tion, apparaît une réalisation des stocks jusque-là accumulés, ce qui exerce une pression sur les prix (64). Le taux d'intérêt augmente (65), la marge bénéficiaire commence à disparaître. De nombreuses entreprises ne peuvent plus travailler qu'à perte (66). Hommes d'affaires et banquiers s'aperçoivent bientôt qu'il y a un excès dans la création d'outillage, de matières premières et autres formes de capital réel, et que les produits ne sont écoulés ni assez rapidement, ni à des prix rémunérateurs. Les commandes sont interrompues (67). La voie est ouverte à la crise et à la dépression.

C. — Période de crise

La crise est le passage brusqué de la prospérité à la dépression. Elle est caractérisée par la chute de nombreuses entreprises, ainsi que par les pertes que d'autres subissent. Sa manifestation la plus saillante est une contraction violente du crédit (68). La crise se place ordinairement au point où commence la baisse des prix (69), mais elle n'arrive pas d'une façon inattendue ; elle est généralement précédée de signes précurseurs, dont le principal est le fléchissement du taux de profit, qui est lui-même la conséquence de plusieurs facteurs : renchérissement de la main-d'œuvre, hausse du taux d'intérêt, renchérissement des matières premières, hausse de certaines catégories de la rente, ra-

(64) Martin.

(65) Louzon, Laurat.

(66) Laurat.

(67) Hobson.

(68) Lederer, Preiser, Foster-Catchings.

(69) Laurat.

lentissement de la rotation des capitaux, etc... (70). Le fléchissement dans le taux de profit provoque un ralentissement dans la marche des affaires, et déjà avant l'irruption de la crise il y a un certain relâchement de l'activité. Ce relâchement est le meilleur symptôme annonciateur de la crise (71). Dès lors, les commandes sont arrêtés, les capitaux cessent de s'investir, les épargnes commencent à s'entasser dans les banques où sont utilisées pour des opérations à court terme (72). Les produits commencent à déferler sur les marchés et surpassent les revenus dont une bonne partie ne viennent qu'après la réalisation des ventes (par exemple les dividendes) (73). Aux premiers signes de relâchement les spéculateurs se mettent à liquider les stocks (74). La pression est forte et au moment où les prix sont les plus hauts un état de surproduction se fait jour ; fait paradoxal qui ne peut s'expliquer que par le soutènement artificiel pratiqué pendant la prospérité grâce aux réserves et aux crédits (75).

La quantité de monnaie diminue rapidement, car la circulation se restreint, les transactions diminuent ainsi que les revenus (76), la thésaurisation fait de rapides progrès (77). Le défaut de pouvoir d'achat devient flagrant. Il est aggravé par l'accroissement rapide du chômage, car de

(70) Duret.

(71) Lederer.

(72) Hobson.

(73) Foster-Catchings.

(74) Martin.

(75) Louzon.

(76) Foster-Catchings, Martin.

(77) Laurat.

nombreux ouvriers sont jetés sur le pavé (78). Les prix s'effondrent, de nombreuses entreprises sont acculées à la faillite, d'autres sont en proie à de grosses difficultés. Les banques renforcent, d'ordinaire, leur position à cause de l'état de déflation générale (79). Lorsque la période de prospérité a connu une « tension » trop forte du crédit à court terme (80) et lorsque les capitaux liquides inactifs vont grossir la spéculation en bourse (81) la crise ordinaire est doublée d'une crise de crédit et d'une crise boursière (82). La crise atteint d'abord les industries d'objets de consommation (83), et ce sont les prix des matières textiles qui baissent les premiers (84). Elle peut cependant — et c'est ce qui le plus souvent a lieu — se déclarer d'abord dans les industries de moyens de production (85), car les marchands en gros et les industriels arrêtent la production par anticipation (86). Du reste, la crise se manifeste surtout par une surproduction à l'état latent, les capitalistes immobilisant une part de leurs machines et n'utilisant qu'une fraction de leur capacité de production (87). La restriction de la production est générale (88), surtout dans les industries-clés (89). Pourtant, les crises ordinaires sont passagères et de courte durée. Elles furent dans la période

(78) Hobson, Laurat, Foster-Catchings, Duboin.

(79) Sternberg.

(80) Preiser.

(81) Hobson.

(82) Moulton, Sokoloff.

(83) Foster-Catchings.

(84) Louzon.

(85) Preiser, Hobson, Lederer.

(86) Hobson.

(87) Hobson, Moulton, Laurat.

(88) Foster-Catchings, Laurat, Louzon.

(89) Hobson.

d'avant-guerre plutôt l'exception, tandis que la prospérité était la règle. Elles se résorbaient assez facilement — par la conquête de nouveaux débouchés — et ne créaient pas un chômage trop abondant. Les prix baissaient plus que les revenus, les classes moyennes restaient presque intactes et de nombreuses couches sociales n'étaient même pas atteintes par la crise (90). Pendant la baisse en temps de crise, les prix sont déterminés par les entreprises travaillant dans les conditions les meilleures (91). Les prix baissent, les profits s'effondrent, la production s'arrête (92).

D. — Période de dépression

La crise est la révélation de la discordance entre la production et la consommation. Elle met à jour un état de surproduction par rapport aux possibilités de la consommation. La dépression sera une période de rajustement. Elle est plus longue que la crise. C'est elle qui crée les conditions d'un réveil de l'activité économique. La dépression est caractérisée par une augmentation générale du pouvoir d'achat. Cette augmentation est à la fois absolue et relative. Elle est absolue, car au cours de la dépression, la production est restreinte, les fonds de roulement sont diminués, et les augmentations de capital circulant cessent. Ainsi le court-circuit de la monnaie est diminué. De même, la quantité de monnaie retenue par le public et qui avait augmenté pendant la crise, commence à diminuer. A cause de

(90) Sternberg.

(91) Duret.

(92) Foster-Catchings.

la stagnation des affaires les prêts bancaires cessent, et la liquidité des établissements de crédit s'accroît. Le marché monétaire devient de plus en plus abondant. Les stocks sont liquidés à une allure de moins en moins forte, et ainsi la pression des marchandises sur le marché va diminuant. Tout cela contribue à amoindrir le côté offre-marchandises, et à augmenter le côté demande-monnaie (93). La dépression crée une abondance de pouvoir d'achat absolue. Elle amène aussi une augmentation de pouvoir d'achat relative. Les prix baissent plus vite que les revenus ; surtout les revenus fixes retardent sur le mouvement des prix et des profits. Ainsi, au fur et à mesure de la déflation générale, les revenus se rattrapent (94). La baisse des prix élargit le cercle des acheteurs (95). Mais cet élargissement ne s'opère que graduellement. De même que l'essor et la prospérité avaient été déterminés par une dispersion graduelle des différents revenus, — de même la crise et la dépression sont caractérisées par un abaissement échelonné de ces différents revenus, les intérêts et rentes baissant le moins, puis étant suivis par les traitements, puis par les salaires, et enfin les profits, dont la chute est la plus profonde (96). Les dépenses de l'Etat sont également assez stables (97). Petit à petit un rajustement entre la production et la consommation s'opère, et l'on sort graduellement de l'état initial de sous-consommation, sous-épargne et sous-production

(93) Martin.

(94) Foster-Catchings.

(95) Duret.

(96) Lederer.

(97) Foster-Catchings.

(98). Ce rajustement s'opère d'habitude en deux phases distinctes : dans la première, les salaires baissent moins vite que les profits, le chômage n'est pas encore assez grand pour exercer une pression sur les salaires. L'économie tend déjà vers un nouvel équilibre. Mais une seconde phase intervient aussitôt. La chute de nombreuses entreprises oblige les entrepreneurs à chercher par tous les moyens à améliorer leur rentabilité, et ils entreprennent une véritable offensive contre les salaires. La compression de ceux-ci atteint pourtant un point où elle ne peut plus être poussée davantage. C'est la fin de cette seconde phase (99). De nouvelles conditions de rentabilité ont été créées. Les prix sont effondrés, surtout ceux des matières premières, le prix de la main-d'œuvre est bas, le taux d'intérêt est à son taux minimum ; de nombreuses entreprises ont disparu, les capitaux se sont dépréciés, le taux de profit commence à se rétablir, les stocks ont été liquidés, la base de consommation élargie (100). La production de l'or est augmentée, la liquidité monétaire et financière devient très forte, les capitaux cherchent à s'investir (101). La concurrence a accéléré l'« usure morale » et le capital fixe doit être renouvelé (102). Le démarrage va avoir lieu. Le départ sera donné par l'industrie du bâtiment (103), dont les coûts sont très bas et qui fait bénéficier les consommateurs de gros délais de paiement (104).

(98) Hobson.

(90) Preiser.

(100) Hobson, Preiser, Laurat, Duret.

(101) Martin.

(102) Duret.

(103) Lederer.

(104) Foster-Catchings.

En période de dépression les taux d'intérêt baissent plus vite que les prix, les prix des matières premières et des moyens de production baissent plus vite que les prix des produits finis, les prix des produits baissent plus vite que les prix des services.

Ce processus d'assainissement intérieur, dont la conséquence principale est le rétrécissement de la rentabilité, est suivi d'un assainissement extérieur, dirigé vers de nouveaux débouchés. A la liquidation intensive correspond une liquidation extensive (105). Les capitaux disponibles vont être exportés (106). Le capitalisme renaissant va conquérir de nouveaux marchés, qu'il va attirer dans l'orbite capitaliste. La dépression sera plus facilement surmontée. Une nouvelle ère d'industrialisation s'ouvre (107). Les investissements reprennent. La dépression va faire place à l'essor qu'elle a engendré.

Vu : *Le Doyen*
EDGAR ALLIX

Vu : *Le Président de la Thèse*
ALBERT AFTALION

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur
ROUSSY

(105) Laurat.

(106) Preiser.

(107) Laurat, Sternberg, Duret.

BIBLIOGRAPHIE

A. — BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

I. — Ouvrages fondamentaux

ALB. AFTALION : Les Crises périodiques de surproduction, I-II, 1913.

GOTT. HABERLER : Prosperity and Depression, 1937.

AL. H. HANSEN : The Business Cycle theory, 1927.

J. LESCURE : Des crises générales et périodiques de surproduction, I-II, 1932.

H. L. MAC CRACKEN : Value Theory and Business cycles, 1933.

W. C. MITCHELL : Business cycles, The problem and its setting, 1927.

W. RÖPKE : Crises and cycles, 1936.

A. SPIETHOFF : Krisen, Handwörterbuch der Staatswissenschaften, 4, Aufl., 1924.

II. —Ouvrages divers

— Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung. Festschrift für A. Spiethoff, 1933.

— Economic essays in honour of Gustav Cassel, 1935.

— Economic essays in honour of Wesley C. Mitchell, 1935.

— Die Wirtschaftstheorie der Gegenwart, H. Mayer, IV, 1928.

- BAB : The business-cycle theory of Foster-Catchings, 1935.
- BELSHAW : The Douglas Fallacy, 1933.
- H. G. CALHOUN : Les théories de Sir Henry Strakosch en matière de crises et la théorie de 1929/1933.
- G. CLAUSING : Die wirtschaftlichen Wechselagen 1919/1932.
- DIEHL-MOMBERT : Wirtschaftskrisen, 1923.
- E. F. M. DURBIN : Purchasing power and trade depression, 2^e éd. 1934.
- H. GOTTSCHALK : Die Kaufkraftlehre, 1932.
- L. HAHN : Kredit und Krise, 1931.
- HARROD : The trade cycle, 1937.
- L. HEYDE : Die Lohnfrage, 1932.
- R. F. v. KELLER : Die Kausalzusammenhänge in der Konjunkturforschung, 1934.
- LEWIS : Douglas'fallacies, 1935.
- A. L. MACFIE : Theories of the trade cycle, 1933.
- J. MARSCHAK : Die Lohndiskussion, 1930.
- MOMBERT : Einführung in das Studium der Konjunktur, 1927.
- B. NOGARO : La Crise économique dans le monde et en France, 1937.
- PHILIPS (and others) : Banking policy and business cycle, 1937.
- A. PHILIP : La crise et l'économie dirigée, 1935.
- G. PIROU : Les doctrines économiques en France depuis 1870, 1934.
- G. PIROU : La crise du capitalisme, 1936.
- G. PIROU : Les nouveaux courants de la pensée économique aux Etats-Unis, I-II, 1935/6.
- CH. RIST : Essai sur quelques problèmes économiques et monétaires, 1933.
- L. ROBBINS : The great depression, 1929/34.
- F. SIMIAND : Les fluctuations économiques à longue période et la crise économique, 1932.
- E. VARGA : La crise économique, sociale, politique, 1935.
- WAGEMANN : Einführung in die Konjunkturlehre, 1928.

— R. WAGENFUHR : Die Konjunkturtheorie in Russland, 1929.

— K. ZIMMERMANN : Das Krisenproblem in der neueren nationalökonomischen Theorie, 1927.

B. -- BIBLIOGRAPHIE SPÉCIALE

I. — Clifford Hugh DOUGLAS

— The delusion of super-production, The English Review, nov. 1918.

— The control and distribution of production, 1934.

— Credit-power and democracy, 1934.

— Warning democracy, 1931.

— The monopoly of credit, 1937.

— Social credit, 1933.

— The Alberta experiment, 1937.

— The use of money.

— The nature of democracy.

— The new and the old economics.

— These present discontents and the Labour party.

— The Douglas Manuel, (by Mairrett), 1934.

II. — FOSTER and CATCHINGS

— The circuit flow of money, American Economic Review, mars 1923 (seul Foster).

— Edison-Ford commodity money, 1923 (seul Foster).

— Business conditions and currency control, Harvard Business review, avril 1924.

— Money, 1924.

— Profits, 1925.

— Old King Cole in trouble, 1926.

— Business without a buyer, 1927.

— The road to plenty, 1928.

III. — John A. HOBSON

— The physiology of industry, 1889 (avec Mummery).

— Problems of poverty, 1891.

- The problem of the unemployed, 1894.
- The economics of distribution, 1900.
- Gold prices and wages, 1924.
- The conditions of industrial peace, 1927.
- The Industrial system, 1927.
- The evolution of modern capitalism, 1930.
- The economics of unemployment, 1931.
- Rationalisation and unemployment, 1931.
- From capitalism to socialism, 1932.
- Underconsumption and its remedies, 1935.
- Property and impropriety, 1937.
- Confessions of an economic heretic, 1938.

IV. — Lucien LAURAT

- L'impérialisme et la décadence capitaliste, 1928.
- L'accumulation du capital d'après Rosa Luxembourg, 1930.
- L'économie soviétique, 1931.
- Bilans, cent années d'économie mondiale, 1931.
- Un système qui sombre, 1932.
- Economie planée contre économie enchaînée, 1932.
- Le mouvement cyclique de la production moderne, Critique sociale, N° 1, 1931.
- La liquidation socialiste de la crise, 1932.
- Economie dirigée et socialisation, 1932.
- Contribution à l'étude de la théorie des crises, Critique sociale, N°s 6-7, 1933.
- Cinq années de crise mondiale, 1935.
- La crise mondiale, 1935.
- Crise et plan (3 conférences), 1935.
- Problèmes de l'économie dirigée, 1936.
- Histoire des doctrines économiques (chap. 19 et 20) 1937.

V. — Emil LEDERER

- Konjunktur und Krisen, dans Grundriss der Sozialökonomik Abt. IV, 1, 1925.
- Technischer Fortschritt und Arbeitslosigkeit, 1931.

- Wirkungen des Lohnabbaus, 1931.
- Zur Morphologie der Krisen, dans *Die Wirtschaftstheorie der Gegenwart* (H. Mayer), 1928.
- Wirkungen des Lohnabbaus, 1931.
- Die Wirkung der Lohnerhöhungen auf die Kaufkraft und den inneren Markt, 1927.
- Planwirtschaft, 1932.
- Monopole und Konjunktur, Vierteljahrshefte des Inst. für Konjunkturforschung, 1927.
- Le chômage en Allemagne, *Revue d'économie politique*, 1931.
- ** article dans *Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung*, 1933.
- Die Autarkisierung, dans *Deutschland und die Weltkrise*, Verein für Sozialpolitik, 1932.
- Die Güterverteilung als Problem des Sozialismus, 1932.
- Ort und Grenze des Zusätzlichen Kredits, *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, juin 1930.
- Das Kreditproblem in der Weltwirtschaftskrise, *Archiv. für Sozw. und Sozpt.*, octobre 1931.
- Die Lähmung der Weltwirtschaft, *Archiv. für Sozw. und Sozpt.*, mars 1932.
- Das problem der russischen Wirtschafts und Sozialverfassung, *Archiv. für S. u. S.*, décembre 1932.
- Steuerlose Weltwirtschaft, *Archiv. für S. u. S.*, août-sept. 1933.

VI. — P. W. MARTIN

- The flaw in the price system, 1924.
- The limited market, 1926.
- Unemployment and purchasing power, 1928.
- The problem of maintaining purchasing power, 1931.
- An international monetary agreement, *New Fabian Research Bureau*, N° 7.
- Some aspects of economic planning, dans *Essays in honour of W. C. Mitchell*, 1935.

VII. — **Harold G. MOULTON**

- Commercial banking and capital formation, *Journal of Political economy*, juin 1918 - nov. 1918.
- The financial organization of society, 1921.
- The thirty-hour week, 1935.
- The formation of capital, 1935.
- Income and economic progress, 1935.
- Economic progress without economic revolution, 1936.
- America's capacity to produce, 1934 (en collab.).
- America's capacity to consume, 1934 (en coll.).
- The recovery problem in the United States, 1936 (en collab.).

VIII. — **Erich PREISER**

- Das Wesen der Marxschen Krisentheorie, dans *Wirtschaft und Gesellschaft*, Recueil en l'honneur de Franz Oppenheimer, 1925.
- Einführung in die Konjunkturlehre, 1933.

IX. — **Fritz STERNBERG**

- Der Imperialismus, 1926.
- Der Impérialismus und seine Kritiker, 1928.
- Die Umwälzung der Wissenschaft, 1930.
- Der Niedergang des deutschen Kapitalismus, 1932.

X. — **Jacques DUBOIN**

- Nous faisons fausse route, 1932.
- La grande révolution qui vient, 1934.
- Ce qu'on appelle la crise, 1935.
- La grande relève des hommes par la machine, 1935.
- Kou l'Ahuri ou la misère dans l'abondance, 1936.
- En route vers l'abondance, 1936, I, II.

XI. — **J. DURET**

- Le marxisme et les crises, 1933.
- Sens et portée du plan, 1934.
- Crise et plan (conférence), 1935.

XII. — Robert LOUZON

- L'économie capitaliste, 1^{re} éd. 1925, 2^e éd. 1935.
- La déchéance du capitalisme.
- Nationalisme et impérialisme.
- La Révolution prolétarienne, série d'articles sur les crises (v. surtout : 1929 et 1931.)

XIII. — A. A. SOKOLOFF

- Kann die Umlaufgeschwindigkeit des Geldes bei gleichbleibender Geld - und Warenmenge eine Aenderung erfahren ? Archiv. für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, fév. 1927.
- Zur frage der Beeinflussung des allgemeinen Warenpreinsniveaus durch die Steuern. Archiv. für Sozialw. und Sozptk., juillet 1927.
- Die Geldvermehrung und die « Preisscheren ». Archiv. für Sozialw. und Sozptk., déc. 1930.

XIV. — Sir Henry STRAKOSCH

- Monetary stability and the gold standard, The Economist, 1928.
 - A financial plan for the prevention of war, 1929.
 - Gold and the price level, The economist, suppl. 5 juill. 1930.
 - The Crisis, The Economist, 9 janv. 1932.
 - The road to recovery, The Economist, suppl., avril 1935.
-

Les Presses Modernes, 96, Galerie Beaujolais, Palais Royal. — Paris (1^{re})
